BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2012

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Site internet : http://www.bceao.int

Directeur de Publication
Bassambié BATIONO
Directeur de la Recherche
et de la Statistique
Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :
Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Statistique

RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2012

Avril 2013

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 – Dakar - Sénégal

Tel. (221) 33 839 05 00 / Fax. (221) 33 823 93 35
www.bceao.int

NOTE

Le Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA présente les principaux résultats de l'enquête réalisée par la BCEAO sur conditions effectivement appliquées et les concours alloués par les banques, ainsi que les dépôts intervenus au cours de la période sous revue.

Les données sont communiquées mensuellement par les banques. Elles sont agrégées par les Services de la BCEAO au niveau national, puis régional. Les données sont présentées sous plusieurs angles, notamment l'objet de l'opération, la nature du débiteur et la durée initiale des concours associés. Les informations sur les dépôts bancaires se rapportent aux taux de rémunération offerts aux déposants, ainsi qu'à la répartition des montants déposés à l'ouverture de ces comptes. Ces indicateurs sont ventilés selon la nature du dépôt, la maturité et le type de déposant.

L'enquête a porté sur toutes les banques en activité dans l'Union. Le taux de réponse a été, en moyenne en 2011 et 2012, de 100% dans tous les pays et celui de couverture des banques de l'Union est de 98,1% en 2012.

SOMMAIRE

	Pages
LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRÉS	**4**
POINTS SAILLANTS	**6**
INTRODUCTION	**8**
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET ACTIVITE BANCAIRE	**8**
1.1. Environnement économique	8
1.2. Activité bancaire de l'Union	8
1.3. Mesures de politique monétaire	9
II. SITUATION DU MARCHE DU CRÉDIT BANCAIRE	**9**
2.1. Dossiers des concours approuvés	9
2.2. Montants des concours alloués	12
2.3 Structure des concours bancaires	14
2.4. Analyse comparée des structures de dossiers et montants de crédits	14
2.5. Taux d'intérêt débiteurs des banques	15
2.6. Mise en évidence de l'impact de la politique monétaire	16
2.7. Analyse comparée des taux débiteurs	19
III. CONDITIONS GENERALES DE BANQUE	**21**
3.1. Charges sur les concours des banques	21
3.2. Frais de tenue de compte	22
3.3. Conditions d'ouverture de comptes	25
3.4. Commissions sur les autres services bancaires	25
IV. NOUVEAUX DEPOTS BANCAIRES	**27**
5.1. Dossiers des dépôts	27
5.2. Montant ds nouveaux dépôts	28
5.3. Taux créditeurs	29
5.4. Impact de la politique monétaire sur les taux créditeurs	29
CONCLUSION	**30**
ANNEXES STATISTIQUES	**32**

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

	Pages
Tableau 1 : Répartition des établissements bancaires par pays	9
Tableau 2 : Evolution des dossiers de concours bancaires approuvés suivant la nature du bénéficiaire	11
Tableau 3 : Evolution du volume des concours bancaires suivant la nature du bénéficiaire	12
Tableau 4 : Situation annuelle des mises en place des crédits dans les pays de l'UEMOA	12
Tableau 5 : Evolution de la structure des prêts bancaires	14
Tableau 6 : Structure de la distribution des montants du crédit dans les pays de l'UEMOA en 2012	15
Tableau 7 : Evolution du taux de dégradation de portefeuille dans les pays de l'Union	15
Tableau 8 : Evolution des taux débiteurs appliqués à la clientèle	16
Tableau 9: Evolution des taux des concours bancaires dans les pays de l'UEMOA	17
Tableau 10 : Evolution des taux débiteurs pondérés par l'effectif de la clientèle	20
Tableau 11 : Evolution des ratios de charges dans les pays de l'UEMOA	21
Tableau 12 : Structure des charges supportées par la clientèle des banques (%)	21
Tableau 13 : Evolution des frais de tenue de compte bancaire dans les pays de l'UEMOA (en FCFA)	22
Tableau 14 : Évolution du minimum exigé selon le type du débiteur	22
Tableau 15 : Evolution du montant minimum exigé à l'ouverture d'un compte dans les pays de l'UEMOA (FCFA)	25
Tableau 16 : Evolution des commissions prélevées à l'occasion des mouvements des comptes	25
Tableau 17 : Evolution des frais de l'utilisation des cartes de retrait dans les pays de l'UEMOA	26
Tableau 18 : Evolution des frais d'utilisation d'une carte privative pour les opérations de paiement	26
Tableau 19 : Evolution des frais d'utilisation d'une carte internationale pour les opérations de retrait	27
Tableau 20 : Evolution des frais de l'utilisation d'une carte internationale pour les opérations de paiement	27
Tableau 21 : Evolution des nouveaux dépôts dans les pays de l'UEMOA	29

Graphique 1 : Evolution de la croissance réelle dans les pays de l'UEMOA	8

Graphique 2 : Répartition des dossiers de concours bancaires approuvés.	10
Graphique 3 : Evolution mensuelle des dossiers de crédit approuvés	10
Graphique 4 : Evolution mensuelle des mises en place du crédit	13
Graphique 5 : Répartition des concours bancaires	14
Graphique 6 : Evolution des taux débiteurs appliqués à la clientèle	16
Graphique 7 : Evolution mensuelle des taux débiteurs et du marché monétaire.	17
Graphique 8 : Evolution des variations cumulées du taux débiteurs des banques	18
Graphique 9 : Evolution comparée du taux moyen pondéré du marché monétaire avec celle des taux débiteurs selon l'objet du crédit.	19
Graphique 10 : Evolution du taux débiteurs par pays	19
Graphique 11 : Evolution du taux débiteur appliqués aux particuliers dans les pays de l'UEMOA	20
Graphique 12 : Evolution mensuelle des nouveaux dossiers de dépôts	27
Graphique 13 : Evolution du taux créditeur des pays de l'UEMOA	28
Graphique14 : Evolution des taux créditeurs et du marché monétaire de l'Union	29

Encadré n°1 : Méthodologie de collecte et calcul des indicateurs sur les conditions de banque	11
Encadré n°2 : Mesures de politique monétaire en 2012	23

POINTS SAILLANTS

Assouplissement des conditions monétaires

L'activité économique, tirée par la reprise dans la plupart des pays de l'Union, a progressé de 5,8% en 2012 contre 0,6% en 2011. Toutefois, les performances des économies de l'Union ont été affectées par la situation politique et institutionnelle en Guinée-Bissau et au Mali, ainsi que par le reflux de la demande mondiale de biens exportés par les pays de la Zone. En vue de soutenir la croissance et stimuler le marché du crédit, les Autorités monétaires ont baissé de 25 points de base les taux directeurs à compter du 16 juin 2012 et intensifié leurs interventions sur le marché monétaire. En outre, pour renforcer les ressources stables des banques, les coefficients de réserves obligataires ont été revus à la baisse, en passant de 7% en 2011 à 5% en mars 2012.

Accroissement du volume d'activités sur le maché du crédit

Les dossiers de concours bancaires approuvés, toutes catégories confondues, ont connu une augmentation de 15,4% pour s'établir à 765.119 dossiers en 2012. De même, le volume des concours bancaires aux économies de l'Union ont progressé de 27,7% pour se fixer à 10 228,8 milliards au cours de la période sous revue. La bonne animation des marchés des crédits bancaires de l'Union est imputable aux entreprises privées du secteur productif (+10,6 points), aux entreprises individuelles (+8,7 points), aux particuliers (+5,9 points) et, dans une moindre mesure, au secteur public (+1,5 point). Tous les pays sont concernés par cette progression, à l'exception du Mali où l'activité bancaire est affectée par la situation dans la zone nord du pays.

Accentuation des risques bancaires

Les concours bancaires sont fortement concentrés sur quelques opérateurs économiques des pays de l'Union. En effet, 90% des montants mis en place par les banques de l'Union profitent à moins de 10% des clients les mieux servis. A ce risque potentiel de concentration, s'ajoute la forte dégradation du portefeuille des banques. En effet, le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est ressorti en hausse de 4,4 points de pourcentage pour s'établir à 22,1% en 2012. L'ensemble des pays de l'Union sont concernés par la détérioration de la qualité du portefeuille, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Burkina où la situation est ressortie stable. Le phénomène demeure particulièrement critique pour les banques en Guinée-Bissau, au Mali et au Bénin.

Baisse généralisée des taux débiteurs des banques en relation avec celle des taux directeurs de la BCEAO

Les taux d'intérêt se sont repliés au cours de la période sous revue. En effet, la moyenne régionale des taux d'intérêt appliqués aux opérations de crédits est ressortie à 8,00%, soit une baisse de 32 points de base par rapport à 2011. Le taux appliqué aux autorisations de découverts est, quant à lui, passé de 11,38% en 2011 à 7,46% en 2012. Enfin, le taux d'escompte a connu un léger repli de 10 points de base. Globalement, le taux appliqué aux avances bancaires s'établit à 8,00% contre 8,68% un an auparavant, soit un reflux de 68 points de base. Cette situation est en phase avec les mesures de politique monétaire mises en œuvre en 2012, notamment l'abaissement des taux directeurs de la BCEAO. En outre, cet assouplissement est intervenu dans un contexte de normalisation de la situation politique en Côte d'Ivoire et de la mise en œuvre des actions vigoureuses entreprises par les pouvoirs publics en Europe pour atténuer les effets de la crise de la dette souveraine. Toutefois, les perturbations du fonctionnement du secteur bancaire au Mali et en Guinée-Bissau pour des raisons liées aux troubles socio-politiques ont atténué le profil baissier des taux débiteurs des banques.

Par rapport à des pays comme le Maroc, les banques de l'Union appliquent des taux débiteurs élevés. En 2012, le différentiel défavorable est de 1,7 point avec ce pays qui a enregistré un taux débiteur moyen de 6,30%, en baisse de 5 points de base par rapport à 2011.

Durcissement des conditions générales de banque

Les charges assises sur ces concours, constituées essentiellement des frais de dossiers, se sont accrues, ainsi que celles associées à l'utilisation des autres services bancaires (tenue de compte, mouvements de compte, utilisation des cartes bancaires, etc.). En revanche, les conditions d'ouverture de compte ont été plus souples.

POINTS SAILLANTS (SUITE)

Hausse des nouveaux dépôts dans les banques

Au cours de la période sous revue, le nombre de dossiers de dépôts des places de l'Union a augmenté de 18,4%, en passant de 62.979 en 2011 à 74.475 en 2012. Les montants associés à ces dossiers sont ressortis en nette progression de 40,7% pour se fixer à 6.552,7 milliards en 2012. Cette performance est imputable aux particuliers (+18,47 points), à la clientèle financière (+6,09 points), aux entreprises privées du secteur productif (+4,65 points) et aux Sociétés d'Etat et EPIC (4,38 points).

Baisse des taux créditeurs

Le taux de rémunération des dépôts est ressorti en baisse, en passant de 5,29% en 2011 à 5,04% en 2012. Les placements de la clientèle financière, des particuliers et des personnels des banques sont ceux qui sont le plus touchés par le mouvement baissier du taux de rémunération des dépôts. En revanche, les dépôts des entreprises individuelles, des autres déposants et de l'Etat et organismes assimilés ont été mieux rémunérés.

INTRODUCTION

Le présent rapport restitue les résultats de l'enquête sur les conditions de banque en 2012. Il passe en revue l'environnement économique et bancaire, les principales mesures de politique monétaire et l'évolution des conditions de banque en 2012. L'analyse met un accent particulier sur la répartition du nombre de dossiers de concours bancaires et des montants concernés, ainsi que sur les taux d'intérêt débiteurs moyens observés. A cet effet, elle fait ressortir l'objet des avances bancaires (habitation, exportation, équipement, consommation, trésorerie, etc.), leur durée (court, moyen et long termes) et la nature du débiteur (Etat, particuliers, entreprises, etc.). Les informations relatives aux dépôts bancaires sont analysées à travers la répartition du nombre de comptes ouverts et des montants déposés à l'ouverture de ces comptes, ainsi que le niveau des taux de rémunération offerts aux déposants. Ces indicateurs sont ventilés selon la nature du dépôt (dépôt à terme, compte d'épargne à régime spécial, bon de caisse, certificat de dépôt, etc.), sa maturité et le type de déposant (particuliers, entreprises, Etat, etc.).

Les autres conditions de banque sont appréciées à travers les charges payées par la clientèle au profit des établissements bancaires (frais de dossiers, commissions d'engagement et autres frais en dehors des intérêts), lors des nouvelles opérations de crédit et d'escompte, les frais de tenue de compte, les conditions d'ouverture de compte et d'accès aux autres services bancaires (mouvements de compte et utilisation des cartes bancaires).

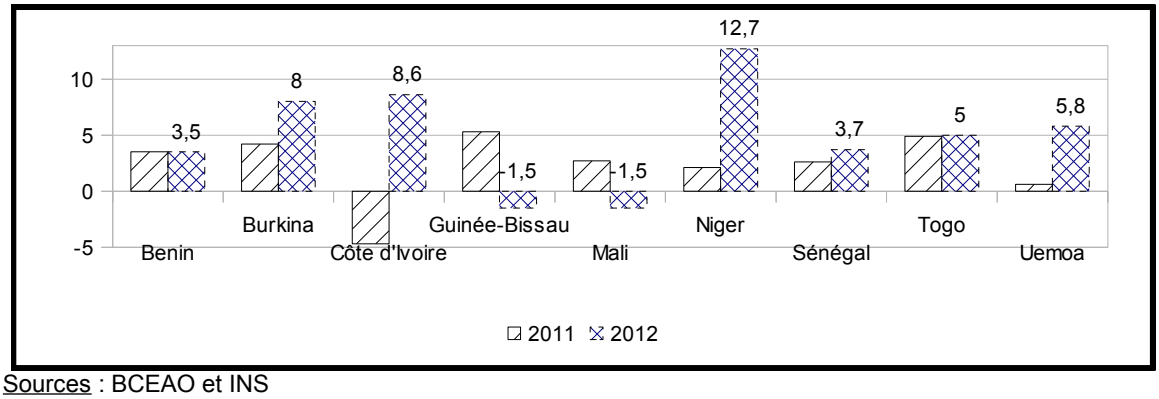
I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET ACTIVITE BANCAIRE

1.1. Environnement économique

En 2012, l'activité économique a évolué dans un environnement international incertain, caractérisé par la persistance de la crise de la dette souveraine en Zone Euro, les tensions budgétaires aux Etats-Unis et la vulnérabilité des marchés financiers. Le taux de croissance du PIB mondial est estimé à 3,2 % contre 3,9 % en 2011.

Au niveau de l'Union, l'activité économique a connu une forte reprise en 2012. Toutefois, les tensions socio-politiques au Mali et en Guinée-Bissau ont modéré les performances de l'Union. En outre, le reflux des cours des matières premières, en ligne avec la baisse de la demande mondiale, a affecté les économies nationales des pays de l'Union. Le taux de croissance économique réelle est ressorti à 5,8% en 2012 contre 0,6% en 2011. Le graphique ci-après retrace son évolution.

Graphique 1 : Evolution de la croissance réelle dans les pays de l'UEMOA



Sources : BCEAO et INS

1.2. Activité bancaire de l'Union

Le nombre des banques en activité est ressorti à 108 unités, stable par rapport à la situation de l'année passée. Toutefois, l'activité bancaire s'est renforcée avec l'implantation de 275 nouveaux guichets (agences, bureaux, etc), soit une progression de 15,9%. De même, le nombre de comptes bancaires a progressé de 4,2% pour s'établir à 8 242 594 comptes au 31

décembre 2012.

Par pays, en l'espace d'une année, le nombre de guichets s'est accru de 65,1% au Sénégal, de 40% au Niger, de 5,6% en Côte d'Ivoire et de 4,8% en Guinée-Bissau. Dans les autres pays, la situation n'a pas évolué. Le tableau 1, ci-après, donne la répartition des banques répondantes dans le cadre du suivi des conditions de banque, ainsi que les données sur les guichets, communiquées par les Directions Nationales. Le nombre indiqué pour les guichets comprend les agences, les bureaux et les points de vente. Il exclut les guichets automatiques bancaires (GAB) et les distributeurs automatiques des billets (DAB).

Tableau 1 : Répartition des établissements bancaires par pays

Pays	Nombre de banques en activité			Nombre de guichets		
	2011	2012	Variation (%)	2011	2012	Variation (%)
Bénin	13	13	0,0	158	158	0,0
Burkina	12	12	0,0	188	188	0,0
Côte d'Ivoire	23	23	0,0	444	469	5,6
Guinée-Bissau	4	4	0,0	21	22	4,8
Mali	13	13	0,0	347	347	0,0
Niger	10	10	0,0	95	133	40,0
Sénégal	21	21	0,0	324	535	65,1
Togo	12	12	0,0	156	156	0,0
UEMOA	108	108	0,0	1 733	2 008	15,9

Source : BCEAO

1.3. Mesures de politique monétaire

Dans le cadre de l'amélioration continue des conditions d'accès au financement, gage d'un développement économique soutenu et durable, la Banque Centrale a baissé de 25 points de base ses taux directeurs à compter du 16 juin 2012. Ainsi, le taux du guichet de prêt marginal passe de 4,25% au 31 décembre 2011 à 4,00% au second semestre 2012 et le taux minimum de soumission aux opérations d'open market évolue de 3,25% à 3,00%.

De même, la BCEAO a intensifié ses opérations d'injection de liquidités sur les compartiments à une semaine et à un mois du marché monétaire. En effet, le volume moyen des transactions sur le marché monétaire à une semaine est passé de 268,04 milliards en 2011 à 446,57 milliards en 2012, soit une augmentation de 66,6%.

En outre, pour renforcer les ressources stables des banques, les coefficients de réserves obligataires ont été revus à la baisse, en passant de 7% en 2011 à 5% en mars 2012.

II. SITUATION DU MARCHE DU CRÉDIT BANCAIRE

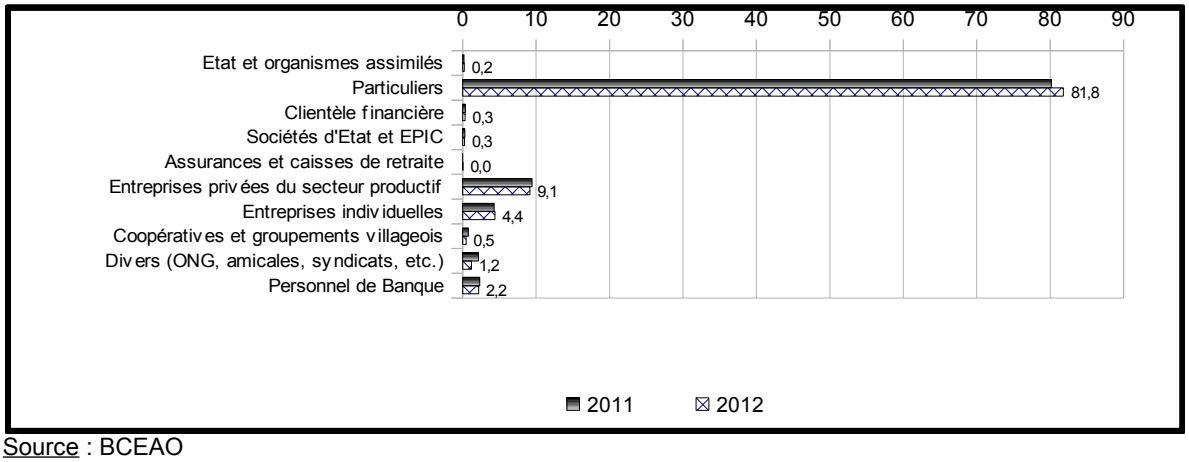
Le marché du crédit est examiné suivant trois compartiments à savoir les crédits ordinaires, les effets escomptés et les autorisations de découverts. Au niveau de chaque rubrique, l'analyse met un accent particulier sur les dossiers et les montants de concours approuvés, ainsi que les conditions y afférentes (taux d'intérêt, durée, charges, etc).

2-1. Dossiers des concours approuvés

Les dossiers de concours bancaires approuvés, comprenant les crédits bancaires, les effets escomptés et les autorisations de découverts, s'élèvent à 765.119, soit une progression de 15,4%. Ces dossiers de demande de financement sont composés de 76,2% de crédits ordinaires, de 15,2% des autorisations de découverts et de 8,6% des effets escomptés. La bonne animation des marchés des avances bancaires est imputable aux particuliers (+14,3 points) et, dans une moindre mesure, aux entreprises privées du secteur productif (+1,1 point).

D'une année à l'autre, la structure des dossiers de concours bancaires mis en place est restée inchangée comme le montre le graphique suivant.

Graphique 2 : Répartition des dossiers de concours bancaires approuvés (%).



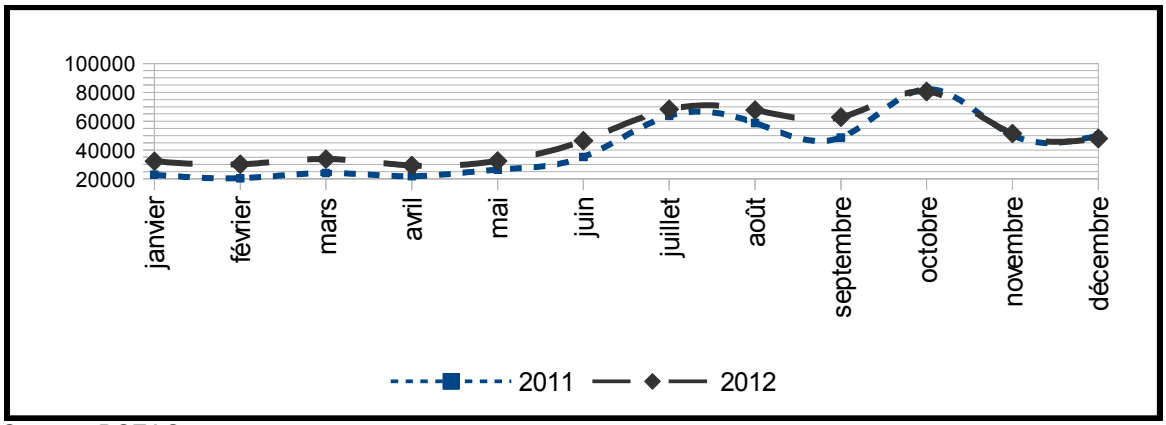
Source : BCEAO

De même, suivant la durée et la nature économique du crédit, la structure des dossiers approuvés est ressortie stable. En effet, les proportions des prêts de court terme (moins de deux ans) et de consommation sont fixées respectivement à 56% et 68%.

Sur le compartiment des prêts bancaires, le cumul des dossiers de crédit approuvés par les banques de la place de l'Union a augmenté de 15,7% pour s'établir à 583.241, contre 504.254 lignes de crédit en 2011, soit 76% des dossiers des concours bancaires approuvés. L'augmentation des dossiers de crédit est liée essentiellement à la forte sollicitation des particuliers (+16,6 points) et, dans une moindre mesure, des entreprises privées du secteur productif (+0,6 point) pour les besoins respectifs de consommation et de trésorerie. L'ensemble des pays sont concernés par ces mouvements haussiers, à l'exception du Mali et de la Guinée-Bissau où le fonctionnement du secteur bancaire a été perturbé.

Mensuellement, le nombre de dossiers de crédits validés en 2012 demeure supérieur à celui du même mois de l'année passée, sauf en octobre et décembre.

Graphique 3 : Evolution mensuelle des dossiers de crédit approuvés



Source : BCEAO

Suivant l'objet et la durée du crédit, les dossiers se répartissent comme suit :

Tableau 2 : Evolution des dossiers de concours bancaires approuvés suivant la nature du bénéficiaire

NATURE DU BENEFICIAIRE	2011				2012				Variation %	Contribution
	Crédits	Escomptes	Decouverts	Total	Crédits	Escomptes	Decouverts	Total		
Etat et organismes assimilés	271	520	326	1 117	164	837	616	1 617	44,8	0,1
Particuliers	442 677	1 458	85 991	530 126	526 394	974	97 316	624 684	17,8	14,3
Clientèle financière	1 143	1 281	43	2 467	1 044	1 373	40	2 457	-0,4	0,0
Sociétés d'Etat et EPIC	157	1 720	103	1 980	499	1 396	77	1 972	-0,4	0,0
Assurances et caisses de retraite	49	13	38	100	115	88	44	247	147,0	0,0
Entreprises privées du secteur productif	16 673	40 867	4 622	62 162	19 524	46 356	3 464	69 344	11,6	1,1
Entreprises individuelles	15 984	9 065	3 666	28 715	15 698	14 707	3 400	33 805	17,7	0,8
Coopératives et groupements villageois	4 689	34	295	5 018	3 184	80	234	3 498	-30,3	-0,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8 541	36	5 700	14 277	974	19	8 245	9 238	-35,3	-0,8
Personnel de Banque	14 070	5	3 100	17 175	15 645	13	2 599	18 257	6,3	0,2
Total	**504 254**	**54 999**	**103 884**	**663 137**	**583 241**	**65 843**	**116 035**	**765 119**	**15,4**	**15,4**

Source : BCEAO

Les dossiers approuvés des effets escomptés ont progressé de 19,7% pour se fixer à 65.843 contre 54.999 en 2011. Cet accroissement est localisé au niveau des entreprises privées du secteur productif (+10 points) et des entreprises individuelles (+10,3 points). Le recul de la demande émanant des particuliers et des sociétés d'Etat et EPIC, satisfaits sur le compartiment des crédits bancaires, a exercé un effet modérateur.

Les dossiers d'autorisations de découverts sont aussi ressortis en hausse (+11,7%) pour s'établir à 116.035 contre 103.884 un an plutôt, en raison essentiellement de la sollicitation des particuliers (+10,9 points) et, dans une faible ampleur, de celle de divers débiteurs (+2,4 points).

Encadré n°1 : Méthodologie de collecte et calcul des indicateurs sur les conditions de banque

Méthodologie de collecte

La collecte des données sur les conditions de banque, organisée par les Directions Nationales de la BCEAO, est réalisée à partir de questionnaires à fréquence mensuelle et trimestrielle. L'enquête couvre l'ensemble des banques en activité dans les huit (8) pays de l'Union.

Le questionnaire mensuel est destiné à la collecte des informations relatives aux caractéristiques des nouvelles mises en place de concours bancaires (durée, montant, taux d'intérêt, charges, etc) et aux nouveaux dépôts intervenus dans les livres des banques lors des nouvelles ouvertures ou de renouvellement de comptes à terme au cours de la période sous revue.

Le questionnaire trimestriel recense les données relatives aux autorisations de découverts et aux conditions générales de banque (conditions d'ouverture de compte, frais de tenue et de mouvement des comptes, coûts d'utilisation des autres services bancaires, etc.). Les informations sont directement extraites du système d'information des banques et transmises à la BCEAO sur support magnétique et/ou par courrier électronique.

Calcul des indicateurs de conditions de banque

Les indicateurs de volume (nombre de dossiers, montant du concours, du dépôt, du découvert, etc.) sont obtenus par sommation des grandeurs élémentaires déclarées pour chaque opération. Les résultats intermédiaires par exemple l'indicateur suivant l'agent économique bénéficiaire s'obtiennent suivant la même procédure.

Les taux d'intérêt débiteur et créditeur sont des moyennes pondérées des taux individuels appliqués par les banques pour chaque ligne de l'opération. Les montants des différentes rubriques servent de coefficients de pondération.

Le ratio des charges est obtenu en rapportant leur montant total (frais de dossiers+ commissions d'engagement + autres frais) au volume du concours associé.

Les conditions générales de banque sont calculées sur la base d'une moyenne simple des déclarations des banques et ce pour chaque pays de l'Union. En cas de divers types de tarification, la moyenne est appliquée suivant la nature du coût (coût moyen par période, coût moyen en pourcentage du montant de l'opération, coût moyen par opération, etc.).

2-2. Montants des concours alloués

A l'échelle de l'Union, le volume total des concours bancaires aux économies de l'Union s'élève à 10.228,8 milliards en 2012, soit une progression de 27,7% par rapport à l'année précédente. Ce volume de financement est composé de 70,3% de crédits ordinaires, de 16,4% des autorisations de découverts et de 13,3% des effets escomptés. La bonne animation des marchés bancaires est imputable aux entreprises privées du secteur productif (+10,6 points), aux entreprises individuelles (+8,7 points), aux particuliers (+5,9 points) et, dans une moindre mesure, au secteur public (+1,5 point) comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 3 : Evolution du volume des concours bancaires suivant la nature du bénéficiaire (en millions de FCFA)

NATURE DU BENEFICIAIRE	2011				2012				Variation %	Contribution
	Crédits	Escomptes	Decouverts	Total	Crédits	Escomptes	Decouverts	Total		
Etat et organismes assimilés	182 459	12 638	7 628	202 725	215 252	18 212	6 218	**239 682**	18,2	0,5
Particuliers	767 323	15 357	23 521	806 201	1 072 314	18 652	187 760	**1 278 727**	58,6	5,9
Clientèle financière	54 720	6 159	1 195	62 074	48 264	16 635	11 232	**76 131**	22,6	0,2
Sociétés d'Etat et EPIC	153 392	78 496	18 488	250 376	241 967	35 210	49 408	**326 585**	30,4	1,0
Assurances et caisses de retraite	5 466	86	2 692	8 244	9 054	530	4 730	**14 314**	73,6	0,1
Entreprises privées du secteur productif	3 796 260	1 020 369	632 852	5 449 481	4 159 427	1 068 025	1 068 074	**6 295 527**	15,5	10,6
Entreprises individuelles	842 705	146 801	46 402	1 035 909	1 221 989	193 240	317 894	**1 733 123**	67,3	8,7
Coopératives et groupements villageois	49 113	315	5 188	54 616	73 763	6 909	17 975	**98 647**	80,6	0,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	90 515	876	3 437	94 828	83 357	1 520	4 807	**89 683**	-5,4	-0,1
Personnel de Banque	45 556	161	1 294	47 011	69 644	78	6 620	**76 342**	62,4	0,4
Total	**5 987 509**	**1 281 259**	**742 698**	**8 011 466**	**7 195 031**	**1 359 010**	**1 674 718**	**10 228 760**	**27,7**	**27,7**

Source : BCEAO

La rubrique des crédits bancaires ordinaires est ressortie en forte augmentation au cours de l'année 2012. Le montant annuel cumulé s'est accru de 1.207,5 milliards, en passant de 5.987,5 milliards en 2011 à 7.195,0 milliards en 2012, soit une hausse de 20,2% en l'espace d'une année. L'expansion des crédits est imputable à la bonne tenue de la demande des entreprises privées du secteur productif (+6,3 points), des particuliers (+5,1 points) et, dans une moindre mesure du secteur public (2 points). Ces acteurs sont intervenus sur le marché pour satisfaire leurs besoins de trésorerie, de consommation et d'équipement, respectivement. Tous les pays sont concernés par cette progression, à l'exception du Mali où l'activité bancaire est perturbée dans la zone nord du pays, en phase avec la situation d'instabilité politique et institutionnelle. Le tableau, ci-après, fait ressortir l'état des mises en place de crédits par pays et pour l'ensemble de l'Union.

Tableau 4 : Situation annuelle des mises en place des crédits dans les pays de l'UEMOA

Pays	Dossiers de crédit				Montants de crédit (en millions de FCFA)			
	2011	2012	VARIATION		2011	2012	VARIATION	
			Absolue	Contribution			Absolue	Contribution
BENIN	19 155	25 407	6 252	1,2	580 072	698 009	117 937	2,0
BURKINA	61 013	87 617	26 604	5,3	900 263	924 866	24 602	0,4
COTE D'IVOIRE	73 763	105 608	31 845	6,3	1 261 285	2 158 620	897 335	15,0
GUINNE BISSAU	1 403	1 108	-295	-0,1	34 369	35 765	1 396	0,0
MALI	130 592	100 505	-30 087	-6,0	901 735	726 444	-175 292	-2,9
NIGER	48 793	74 071	25 278	5,0	267 049	394 861	127 812	2,1
SENEGAL	124 190	136 578	12 388	2,5	1 745 006	1 880 146	135 140	2,3
TOGO	45 346	51 534	6 188	1,2	297 729	376 320	78 591	1,3
UEMOA	**504 255**	**582 428**	**78 173**	**15,5**	**5 987 509**	**7 195 031**	**1 207 522**	**20,2**

Source : BCEAO

L'essentiel de la hausse des mises en place du crédit est enregistrée en Côte d'Ivoire et, dans une faible proportion, au Sénégal, au Niger et au Bénin.

L'embellie de l'activité bancaire en Côte d'Ivoire est en phase avec la normalisation de la situation politique et la vigueur de l'activité économique, notamment dans les secteurs des exportations, des activités minières, des infrastructures et de commerce. En outre, cette situation traduit un effet de reprise, après l'arrêt momentané de l'activité bancaire de février à avril 2011.

L'augmentation des concours bancaires à l'économie sénégalaise est imputable à l'élargissement du réseau bancaire pour accompagner le développement économique du pays. En outre, certaines banques de la place de Dakar ont sensiblement augmenté la taille de leur bilan. Enfin, la hausse de l'activité dans le secteur de l'énergie a induit un besoin important de trésorerie.

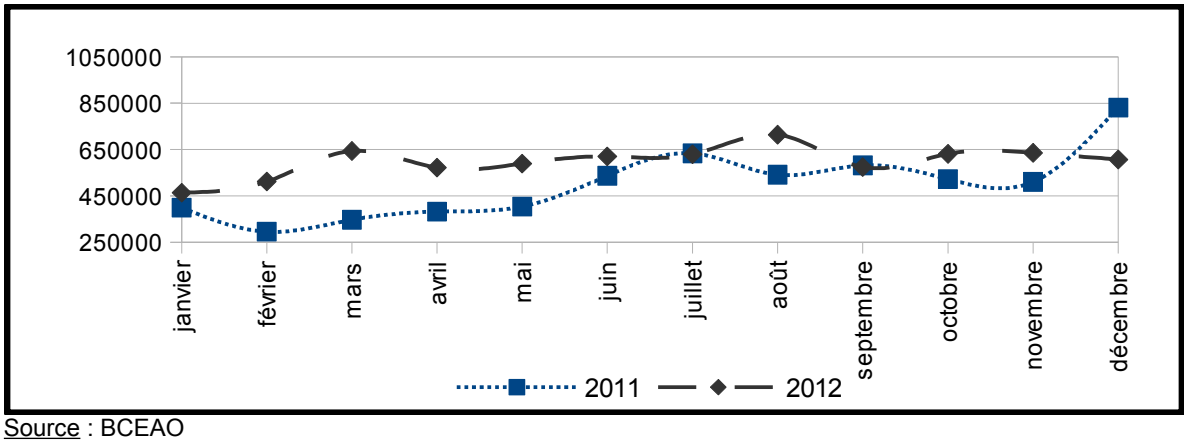
Au Niger, l'essor de l'activité bancaire est lié aux bonnes perspectives du secteur pétrolier.

Au Bénin, l'activité des banques a été influencée par la bonne orientation de la filière cotonnière, des industries et des unités commerciales. En outre, le regain d'activités au Port Autonome de Cotonou a renforcé la demande des crédits bancaires des opérateurs économiques.

La bonne animation du marché du crédit est aussi en ligne avec les actions des autorités monétaires qui ont permis aux banques de disposer de marge importante d'octroi de crédits. En effet, avec la hausse du volume des injections de liquidités sur le marché monétaire et la diminution du taux de réserves obligatoires, les ressources des banques se sont accrues, entraînant l'accroissement de leurs concours aux économies de l'Union. En effet, sur l'ensemble de l'année 2012, les banques de la place de l'Union ont mobilisé sur le marché monétaire à une semaine un montant cumulé de 21.608 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 98,2% des besoins exprimés, contre 12.306 milliards en 2011 pour un niveau de satisfaction des besoins exprimés de 96,8%.

Mensuellement, les montants des crédits mis en place en 2012 sont ressortis nettement supérieurs à ceux du même mois de l'année passée, sauf pour les mois de juillet, septembre et décembre (voir graphique 4).

Graphique 4 : Evolution mensuelle des mises en place du crédit



Source : BCEAO

Le volume des effets escomptés a progressé de 6,1% pour se fixer à 1.359 milliards contre 1.281,3 en 2011. Cet accroissement est essentiellement localisé au niveau des entreprises privées du secteur productif (+3,7 points) et des entreprises individuelles (+3,6 points). Le recul des effets présentés par les sociétés d'Etat et EPIC (-3,4 points) a exercé un effet modérateur.

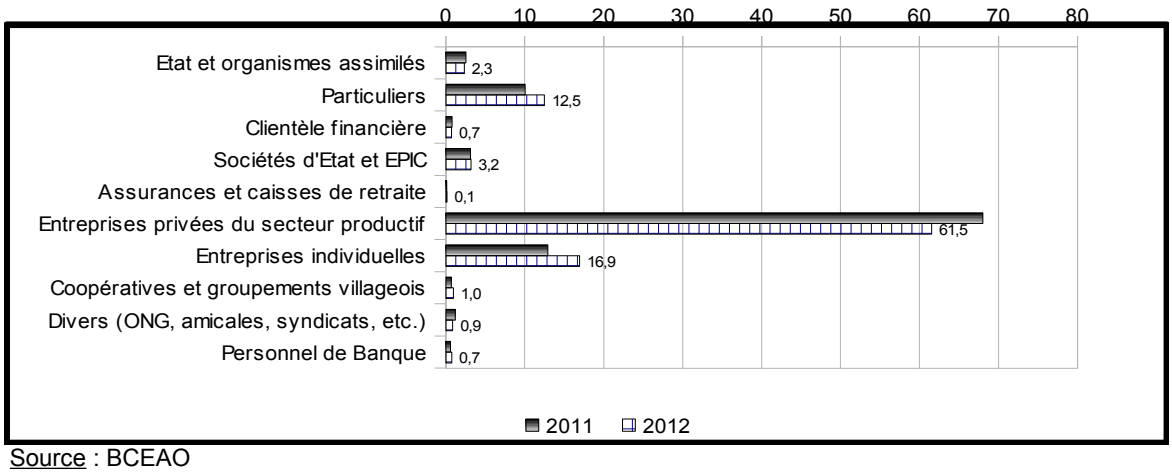
Quant au volume des découverts autorisés, il est ressorti en hausse (+125,9%) pour s'établir à 1.674,7 milliards contre 742,7 milliards un an plutôt, en raison essentiellement de la

sollicitation des entreprises privées (+95,2 points) et des particuliers (+22,1 points).

2-3. Structure des concours bancaires

La structure des concours bancaires mis en place en 2012 est sensiblement différente de celle observée en 2011 comme le montre le graphique suivant.

Graphique 5 : Répartition des concours bancaires



Source : BCEAO

La part des concours bancaires qui revient aux entreprises privées du secteur productif est passée de 68% en 2011 à 61,5% en 2012, soit une baisse de 6,5 points de pourcentage au profit des entreprises individuelles (+4 points) et des particuliers (3,4%). Les entreprises privées dans leur ensemble ont bénéficié de 78,5% des prêts bancaires en 2012 contre 81% un an auparavant. Cette situation dénote d'une orientation des crédits bancaires vers les activités productives des pays de l'Union.

De même, suivant la durée et la nature économique du crédit, la structure des concours bancaires est différente de celle observée en 2011. En effet, les proportions des prêts de court terme (moins de deux ans) et de trésorerie sont fixées respectivement à 77,6% et 64,1% contre 76,5% et 64,5% en 2011. Le tableau ci-après donne la répartition des concours bancaires suivant la nature économique du prêt et sa durée.

2.4. Analyse comparée des structures de dossiers et montants de crédits

Des analyses précédentes, il ressort que la structure des dossiers de prêts approuvés est différente de celle des concours alloués. En effet, les particuliers qui constituent 81,6% de la clientèle des banques ne bénéficient que de 12,5% des montants du crédit. Par contre, les entreprises privées qui représentent 13,5% des dossiers traités mobilisent 78,5% des concours bancaires.

Tableau 5 : Evolution de la structure des prêts bancaires

NATURE DU BENEFICIAIRE	2011		2012	
	Dossiers	Montant	Dossiers	Montant
Etat et organismes assimilés	0,2	2,5	0,2	2,3
Particuliers	80,0	10,1	81,6	12,5
Clientèle financière	0,4	0,8	0,3	0,7
Sociétés d'Etat et EPIC	0,3	3,1	0,3	3,2
Assurances et caisses de retraite	0,0	0,1	0,0	0,1
Entreprises privées du secteur productif	9,4	68,0	9,1	61,5
Entreprises individuelles	4,3	12,9	4,4	16,9
Coopératives et groupements villageois	0,8	0,7	0,5	1,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	2,2	1,2	1,2	0,9
Personnel de Banque	2,6	0,6	2,4	0,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : BCEAO

En outre, l'examen approfondi des distributions des concours bancaires montre une forte concentration de ces risques sur quelques clients. En effet, 90% des montants mis en place par les banques de l'Union profitent à moins de 10% des clients les mieux servis. Cela signifie que plus de 90% des crédits alloués se concentrent sur le dernier décile des dossiers de crédits. Le constat est le même pour l'ensemble des pays de l'Union. Cette situation constitue un risque sur la stabilité du système bancaire, puisque les difficultés financières de certaines grandes entreprises de la place pourraient compromettre une part importante des produits bancaires tirés des opérations de prêts avec la clientèle.

Tableau 6 : Structure de la distribution des montants du crédit dans les pays de l'UEMOA en 2012

Pays	% des montants du crédit en fonction de celui des dossiers approuvés				
	10%	**25%**	**50%**	**75%**	**90%**
BENIN	0,04	0,24	0,91	3,10	8,92
BURKINA	0,10	0,20	1,89	5,71	11,64
COTE D'IVOIRE	0,07	0,48	1,70	4,29	7,54
GUINNE BISSAU	0,20	0,73	1,96	5,91	14,17
MALI	0,06	0,35	1,26	4,21	8,08
NIGER	0,13	0,46	1,33	5,00	11,08
SENEGAL	0,06	0,23	1,53	5,19	9,61
TOGO	0,10	0,39	1,47	6,03	12,58
UEMOA	**0,07**	**0,24**	**1,31**	**4,33**	**8,67**

Source : BCEAO

A ce risque potentiel, s'ajoute la forte dégradation du portefeuille des banques. En effet, au cours de la période sous revue, le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est ressorti en hausse de 4,4 points de pourcentage pour s'établir à 22,1%. L'ensemble des pays de l'Union sont concernés par la détérioration de la qualité du portefeuille, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Burkina où la situation est ressortie stable. La situation demeure particulièrement critique pour les banques au Bénin, en Guinée-Bissau et au Mali (voir tableau ci-dessous).

Tableau 7 : Evolution du taux de dégradation de portefeuille dans les pays de l'Union

Pays	Taux de gradation du porfeuille en %					
	2011		2012		variation	
	brut	net	brut	net	brut	net
Bénin	21,0	11,0	26,0	17,0	5,0	6,0
Burkina	18,0	8,0	18,0	6,0	0,0	-2,0
Côte d'Ivoire	21,0	8,0	21,0	9,0	0,0	1,0
Guinée-Bissau	12,0	5,0	24,0	17,0	12,0	12,0
Mali	21,0	5,0	29,0	14,0	8,0	9,0
Niger	23,0	10,0	24,0	12,0	1,0	2,0
Sénégal	15,0	19,0	19,0	10,0	4,0	-9,0
Togo	11,0	3,0	16,0	5,0	5,0	2,0
UEMOA	17,8	8,6	22,1	6,0	4,4	-2,6

Source : BCEAO

2.5. Taux d'intérêt débiteurs des banques

Les taux d'intérêt se sont repliés au cours de la période sous revue. En effet, la moyenne régionale des taux d'intérêt appliqués aux opérations de crédits est ressortie à 8,00%, soit une baisse de 32 points de base par rapport à 2011. Le taux appliqué aux autorisations de découverts est, quant à lui, passé de 11,38% en 2011 à 7,46% en 2012. Enfin, le taux d'escompte a connu un léger repli de 10 points de base. Globalement, le taux appliqué aux avances bancaires (crédits, effets escomptés et autorisations de découverts) s'établit à 8,00% contre 8,68% un an auparavant, soit un reflux de 68 points de base.

La baisse a concerné l'ensemble des opérateurs économiques, à l'exception des particuliers qui n'ont pas bénéficié de conditions souples sur le compartiment des autorisations de découverts.

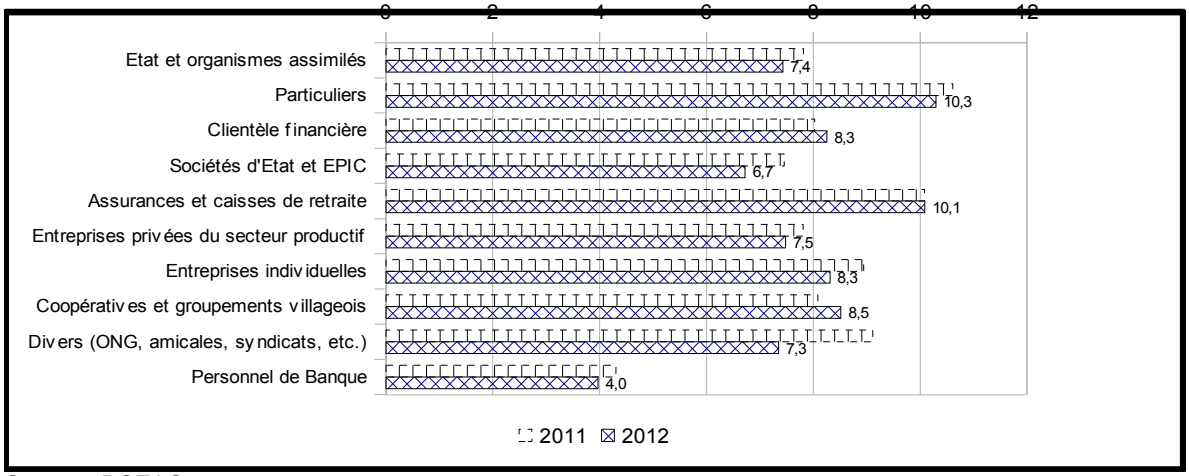
Tableau 8 : Evolution des taux débiteurs appliqués à la clientèle

NATURE DU BENEFICIAIRE	2011				2012				Variation
	Crédits	Escomptes	Decouverts	Total	Crédits	Escomptes	Decouverts	Total	
Etat et organismes assimilés	7,82	7,79	10,49	7,92	7,43	7,09	7,62	7,41	-0,51
Particuliers	10,61	10,31	11,78	10,64	10,30	11,22	16,76	11,26	0,62
Clientèle financière	8,03	6,48	8,15	7,88	8,25	7,57	0,88	7,02	-0,86
Sociétés d'Etat et EPIC	7,46	7,68	11,70	7,84	6,72	8,04	7,99	7,06	-0,78
Assurances et caisses de retraite	10,08	14,47	8,62	9,65	10,09	8,17	4,07	8,03	-1,62
Entreprises privées du secteur productif	7,81	8,78	11,47	8,42	7,48	8,61	6,57	7,52	-0,90
Entreprises individuelles	8,94	9,43	12,04	9,15	8,31	9,23	5,35	7,87	-1,28
Coopératives et groupements villageois	8,09	14,27	11,12	8,41	8,52	9,61	5,27	8,00	-0,41
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,11	9,40	12,05	9,22	7,35	10,28	9,51	7,51	-1,71
Personnel de Banque	4,30	7,07	7,11	4,39	3,97	8,78	3,15	3,91	-0,49
Total	**8,32**	**8,79**	**11,38**	**8,68**	**8,00**	**8,69**	**7,46**	**8,00**	**-0,68**

Source : BCEAO

La baisse du taux d'intérêt appliqué aux opérations de crédits est localisée au niveau de l'ensemble des débiteurs, à l'exception de la clientèle financière et des assurances et caisses de retraite. Ce fléchissement touche particulièrement les divers débiteurs (ONG, amicale, syndicats, etc), les sociétés d'Etat et EPIC, les entreprises individuelles, les entreprises privées du secteur productif et les particuliers. L'assouplissement des conditions d'accès aux crédits a concerné aussi l'ensemble des motifs économiques, à l'exception des utilisations non spécifiées. Le graphique, ci-après, montre l'ampleur du fléchissement des taux débiteurs.

Graphique 6 : Evolution des taux débiteurs appliqués à la clientèle



Source : BCEAO

Selon la maturité des concours bancaires, la baisse a touché les prêts de court terme (moins de deux ans) et les concours à long terme (plus de 10 ans). Par contre, les conditions de prêts à moyen terme se sont alourdies. Les reflux les plus significatifs sont localisés au niveau des avances d'une échéance comprise entre 1 et 6 mois (-65 points de base) et des maturités de 10 ans et plus (-74 points de base).

Au niveau des escomptes, le repli a concerné essentiellement les assurances et caisses de retraite ainsi que les coopératives et groupement villageois pour les effets de moins de trente jours et des échéances supérieures à 90 jours. Par pays, un reflux du taux d'escompte a été observé au Sénégal (-0,62 point), au Togo (-0,58 point), au Bénin (-0,48 point) et en Côte d'Ivoire (-0,24 point). Par contre, les taux appliqués aux effets escomptés sont ressortis en

hausse au Niger (1,31 point) et au Burkina (+0,43 point).

Quant aux autorisations de découverts, elles ont été accordées à des conditions plus souples en 2012. Le recul du taux d'intérêt concerne l'ensemble des débiteurs, à l'exception des particuliers. Par pays, le repli du taux débiteur est de 4,06 points au Niger, de 2,84 points au Sénégal, de 2,53 points en Côte d'Ivoire et de 1,35 point au Togo. Par contre, un renchérissement de 0,16 est noté au Bénin.

Au total, la situation des coûts des avances bancaires se présente comme suit par pays :

Tableau 9: Evolution des taux des avances bancaires dans les pays de l'UEMOA

Pays	2011	2012	Variation
Bénin	9,59	9,24	-0,36
Burkina	9,21	9,31	0,10
Côte d'Ivoire	8,20	7,37	-0,83
Guinée-Bissau	10,38	9,96	-0,42
Mali	8,94	8,69	-0,25
Niger	10,20	10,24	0,04
Sénégal	7,97	6,91	-1,06
Togo	9,52	8,87	-0,66
UEMOA	**8,68**	**8,00**	**-0,68**

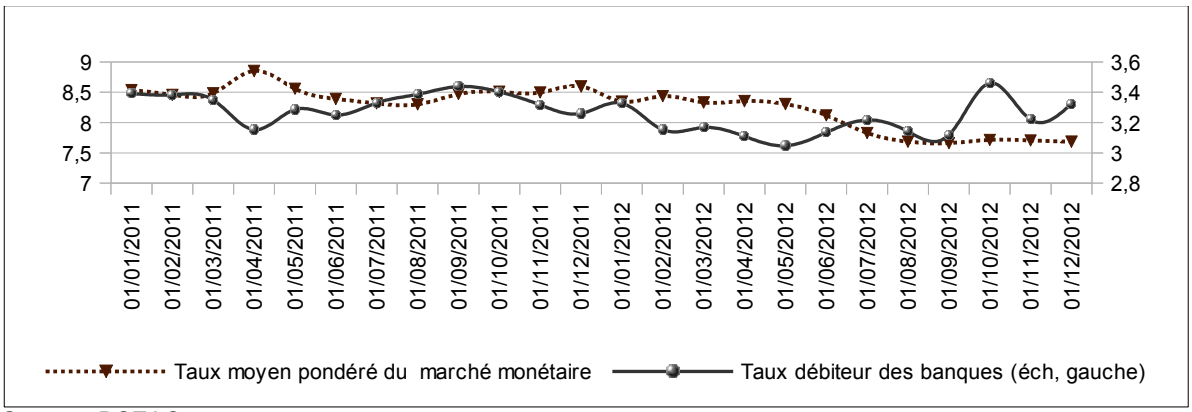
Source : BCEAO

Les concours bancaires sont ressortis, dans leur ensemble, moins chers dans tous les pays, à l'exception du Niger et du Burkina.

2.6. Mise en évidence de l'impact de la politique monétaire

La baisse généralisée des taux débiteurs appliqués à la clientèle est liée aux actions des Autorités monétaires et au desserrement des tensions sur le marché financier international. En effet, avec la baisse des taux directeurs de la BCEAO de 25 points de base, le taux moyen pondéré du marché monétaire a fléchi de 20 points de base par rapport à son niveau moyen de 2011. Les baisses les plus significatives, variant de 19,5 points à 36,5 points de base, étaient intervenues au cours des six derniers mois de l'année 2012. Le graphique, ci-après, montre que le profil du taux débiteur des banques a suivi celui du taux du marché monétaire, impacté par les actions de la politique monétaire.

Graphique 7 : Evolution mensuelle des taux débiteurs et du marché monétaire.



Source : BCEAO

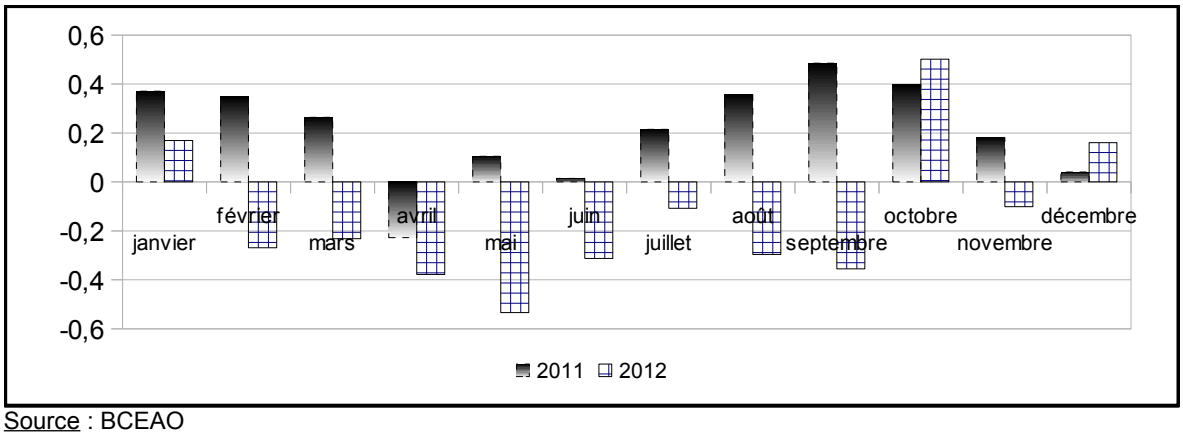
Il ressort de ce graphique que la baisse des taux directeurs de la BCEAO intervenue le 16 juin 2012, systématiquement répercutée sur le marché monétaire, s'est transmise au marché du crédit avec deux mois de retard. En effet, après une baisse de 19 et 6 points de base respectivement en août et septembre 2012, le taux débiteur des banques est progressivement

remonté pour franchir son niveau d'avant la mesure à fin décembre 2012. En terme de cumul, les banques de la place de l'Union ont répercuté les 25 points de baisse imprimée aux taux directeurs, avec un décalage de deux mois et un effet réparti sur deux périodes.

Dans la transmission des impulsions monétaires, le retard est classique. Mais, la remontée des taux débiteurs des banques après les deux mois de replis successifs semble traduire un phénomène cyclique lié aux fêtes de fin d'année et au respect du programme d'activités.

Le graphique, ci-après, montre les mouvements des taux débiteurs des banques.

Graphique 8 : Evolution des variations cumulées du taux débiteur des banques (%)

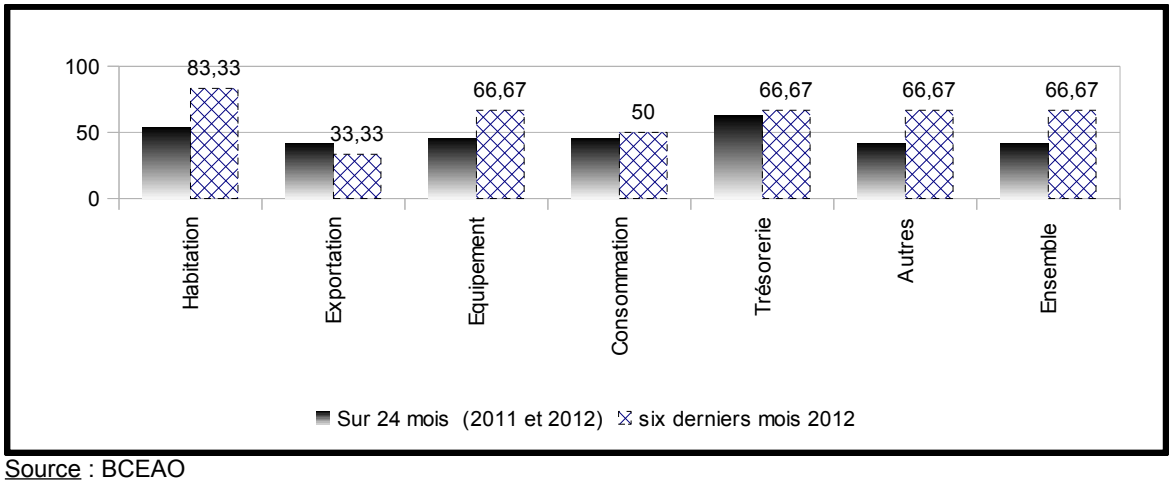


Source : BCEAO

Ce graphique montre que le taux débiteur des banques a enregistré des hausses, en variation cumulée, en 2011, à l'exception du mois d'avril 2011 où une baisse a été observée. Par contre, en 2012, le mouvement inverse est noté. Cette dernière situation serait imputable à la décélération des tensions financières dans les pays de l'Union, en raison de la normalisation de la situation politique en Côte d'Ivoire et des actions vigoureuses entreprises par les pouvoirs publics pour atténuer les effets de la crise de la dette souveraine en Europe. La diminution des taux directeurs a accentué ces mouvements baissiers, mais ses effets sont limités dans le temps, en ligne avec les perturbations du fonctionnement du secteur bancaire au Mali et en Guinée-Bissau pour des raisons de troubles sociopolitiques. Le renchérissement du crédit observé dans les derniers mois de l'année traduit des tensions sur le marché du crédit, nées de la persistance des inquiétudes sur les marchés financiers internationaux.

Selon l'objet du crédit, la baisse des taux directeurs de la BCEAO a surtout profité aux prêts immobiliers. En effet, sur les six derniers mois de l'année 2012, les crédits mis en place pour les projets d'habitation ont respecté le profil du taux moyen pondéré du marché monétaire dans les 83% des cas, soit 5 mois sur les six. Ils sont suivis par les crédits d'équipement, de trésorerie et des autres utilisations avec 66,7% des cas, soit 4 mois sur 6. Par contre, la situation reste contrastée pour les crédits de consommation et d'exportation. En outre, sur longue période, les avances de trésorerie ont respecté le profil d'évolution du taux pondéré du marché monétaire dans 62,5% des cas (15 mois sur 24). Elles sont suivies des prêts immobiliers avec un taux de concordance de 54,2%. Au regard ces constats, on peut penser que les banques de la place de l'Union répercutent les impulsions de la politique monétaire sur les crédits de trésorerie et d'habitation.

Graphique 9 : Evolution comparée du taux moyen pondéré du marché monétaire et des taux débiteurs selon l'objet du crédit.

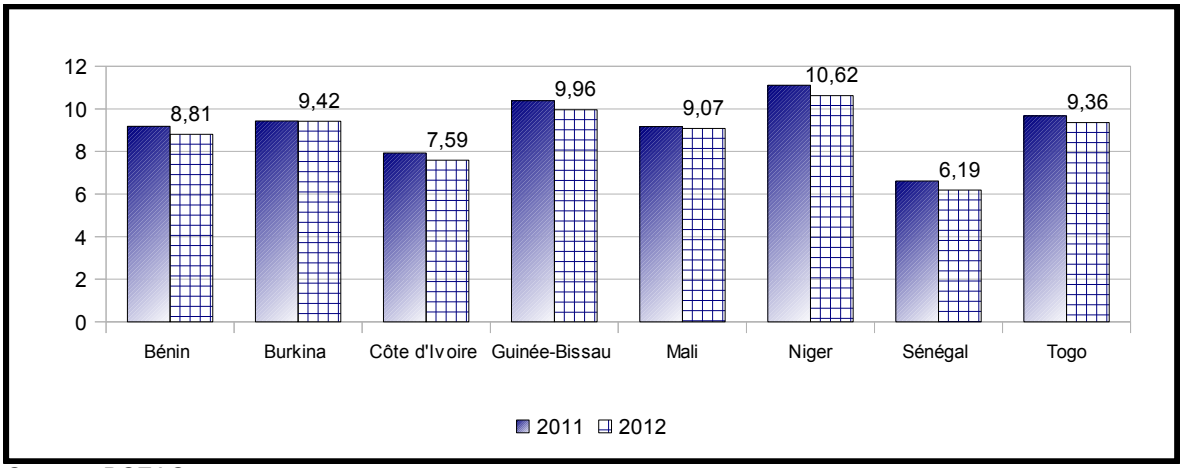


Source : BCEAO

2.7. Analyse comparée des taux débiteurs

Par pays, la place de Dakar a enregistré le taux d'intérêt moyen le plus bas en 2012 (6,19%), suivie de celle d'Abidjan (7,59%). Les taux moyens les plus élevés ont été notés à Niamey (10,62%) et Bissau (9,96%). Toutefois, un début de convergence des taux d'intérêt des différents Etats membres est constaté. En effet, l'écart entre le taux d'intérêt le plus élevé et le taux d'intérêt le plus faible est passé de 4,51 points de pourcentage en 2011 à 4,43 points de pourcentage en 2012.

Graphique 10 : Evolution du taux débiteurs par pays

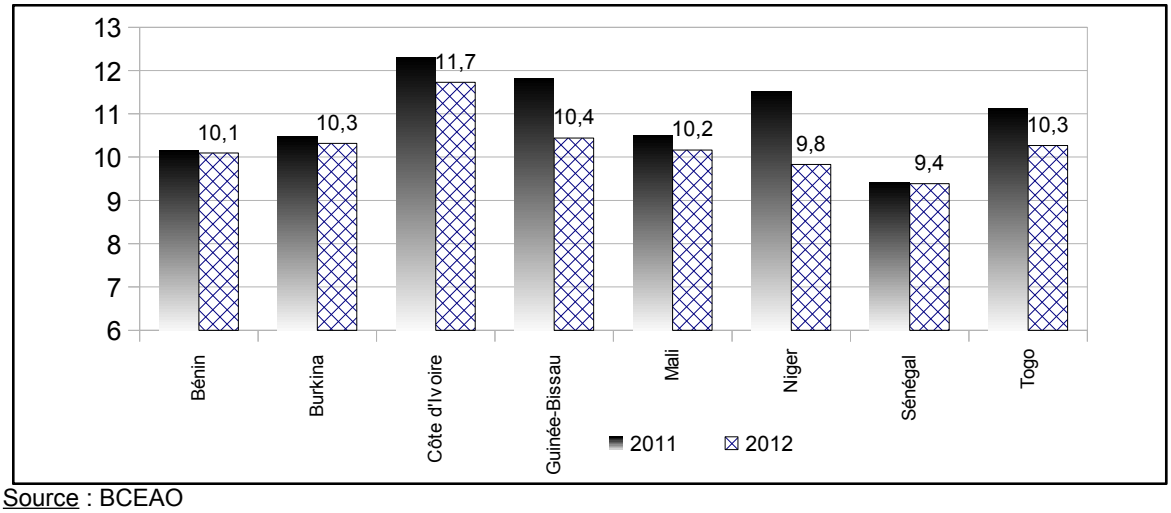


Source : BCEAO

D'un point de vue des clients des banques, le différentiel du taux d'intérêt s'établit à 1,87 point de pourcentage. En effet, le taux d'intérêt moyen, calculé sur la base d'une moyenne pondérée par les dossiers de crédits, a évolué dans une fourchette 8,52% à 10,39% en 2012.

Vue sous cet angle, la Côte d'Ivoire serait le pays où le crédit coûte le plus cher pour la majorité de la clientèle (11,7%), notamment pour les particuliers comme le montre la figure suivante. Pour les autres pays, une parfaite convergence des taux appliqués à la clientèle est notée.

Graphique 11 : Evolution des taux débiteurs appliqués aux particuliers dans les pays de l'UEMOA



Source : BCEAO

Le constat est le même, en pondérant les taux d'intérêt moyens des catégories par le nombre de dossiers approuvés.

Tableau 10 : Evolution des taux débiteurs pondérés par l'effectif de la clientèle

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
2011	9,09	9,93	11,39	10,71	10,24	11,39	8,71	10,03	10,23
2012	9,12	9,95	10,39	9,82	10,29	9,73	8,52	10,03	9,96
Variation	**0,03**	**0,02**	**-1,00**	**-0,90**	**0,06**	**-1,66**	**-0,19**	**0,00**	**-0,27**

Source : BCEAO

Il ressort de ce tableau que les taux débiteurs des banques de l'Union sont pratiquement homogènes, à l'exception de ceux de la place de Dakar qui enregistrent un différentiel favorable de 1,44 point de pourcentage par rapport à la moyen de l'Union.

Ce tableau confirme, en outre, le renchérissement des concours bancaires en Côte d'Ivoire sur les deux années, en liaison avec la situation politique du pays. En effet, les agents économiques privilégient l'accès au crédit au détriment de son coût. Dans ce contexte, les banques, en raison du risque élevé, facturent leurs concours aux taux élevés. Toutefois, par rapport à 2011, les banques ivoiriennes ont consenti des efforts en direction de la majorité des clients. C'est aussi le cas au Niger, en Guinée-Bissau et au Sénégal. Par contre, au Bénin et au Burkina, l'assouplissement des conditions de financement en 2012 n'a pas profité à la majorité des clients des banques.

Des analyses précédentes, il ressort que les banques de la place d'Abidjan accordent des facilités de trésorerie à certaines grandes entreprises à des conditions plus souples que dans les pays comme le Niger où le taux d'intérêt appliqué à la clientèle est relativement homogène.

Par rapport à des pays comme le Maroc, les banques de l'Union appliquent des taux débiteurs élevés. En 2012, le différentiel défavorable est de 1,7 point avec ce pays qui a enregistré un taux débiteur moyen de 6,30%, en baisse de 5 points de base par rapport à 2011. Toutefois, des efforts sont perceptibles en matière du respect de la réglementation en vigueur, notamment celle portant sur l'usure. En effet, pour une norme fixée à 18%, le taux maximum appliqué par les banques de l'Union s'établit à 16,7%, sauf pour quelques banques de l'Union. Le volume des concours consentis à plus de 17% n'est que de 4.368 millions en 2012 sur un total 7.195 milliards. Cette situation est en phase avec l'intensification de la concurrence dans le secteur bancaire.

III. CONDITIONS GÉNÉRALES DE BANQUE

Les conditions générales de banque sont appréciées à travers les charges payées par la clientèle au profit des établissements bancaires (frais de dossiers, commissions d'engagement et autres frais en dehors des intérêts), lors des mises en place du crédit et d'escompte, les frais de tenue de compte, les conditions d'ouverture de compte et les coûts de l'utilisation des cartes bancaires.

3.1. Charges sur les concours bancaires

Selon les données de l'enquête sur les conditions de banque, les charges supportées par la clientèle des banques se sont alourdies. En effet, elles représentent en moyenne 0,58% du volume des crédits associés au cours de la période sous revue, en augmentation de 14 points de base par rapport à son niveau de 2011. L'accroissement des charges sur les crédits a concerné l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la place de Cotonou où ces tarifs sont ressortis stables.

De même, les frais payés par les clients lors des opérations d'escompte se sont accrus pour s'établir à 1,12% des concours mobilisés contre 1,00% un an auparavant. Les places de Niamey et de Ouagadougou sont à l'origine de ces augmentations des charges assises sur les effets escomptés. L'assouplissement de ces conditions en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Sénégal a atténué le profil haussier des agios assis sur les opérations d'escompte.

Globalement, les charges assises sur les concours bancaires, autres que les autorisations de découverts, se sont alourdies au cours de la période sous revue dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception des places de Dakar et de Cotonou.

Tableau 11 : Evolution des ratios de charges dans les pays de l'UEMOA

Pays	2011			2012			Variation		
	Crédits	Escomptes	Ensemble	Crédits	Escomptes	Ensemble	Crédits	Escomptes	Ensemble
Bénin	0,40	1,70	0,55	0,39	1,26	0,47	0,00	-0,44	-0,08
Burkina	0,28	0,43	0,30	0,52	1,40	0,65	0,25	0,97	0,35
Côte d'Ivoire	0,40	2,21	0,67	0,44	1,75	0,66	0,04	-0,45	0,00
Guinée-Bissau	0,69		0,69	1,14		1,14	0,45	0,00	0,45
Mali	0,40	0,97	0,50	0,62	1,07	0,72	0,21	0,11	0,21
Niger	0,71	1,29	0,89	0,91	2,41	1,16	0,20	1,12	0,27
Sénégal	0,66	0,67	0,66	0,68	0,42	0,64	0,02	-0,24	-0,02
Togo	0,18	0,00	0,16	0,53		0,48	0,35	0,00	0,32
UEMOA	**0,44**	**1,00**	**0,54**	**0,58**	**1,12**	**0,67**	**0,14**	**0,11**	**0,13**

Source : BCEAO

L'essentiel des charges payées est constitué des frais de dossiers comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Structure des charges supportées par la clientèle des banques (%)

Pays	2011			2012		
	Frais de dossier	commissions d'engagement	Autres frais	Frais de dossier	commissions d'engagement	Autres frais
Bénin	91,3	3,6	5,1	85,4	0,3	14,4
Burkina	90,1	9,9	0,0	93,1	1,0	5,9
Côte d'Ivoire	93,4	1,2	5,4	98,1	1,5	0,4
Guinée-Bissau	38,5	43,8	17,7	25,4	58,4	16,2
Mali	94,3	5,7	0,0	100,0	0,0	0,0
Niger	91,0	7,7	1,3	91,1	6,3	2,6
Sénégal	65,3	0,9	33,8	64,6	0,5	35,0
Togo	70,6	25,1	4,3	59,7	33,9	6,5
UEMOA	**82,3**	**3,8**	**13,9**	**83,7**	**3,8**	**12,4**

Source : BCEAO

A l'échelle régionale, les frais de dossiers représentent 83,7% des charges payées par la clientèle, suivis des autres frais avec 12,4% des montants supportés. La proportion des charges imputables aux commissions d'engagement s'établit à 3,8%. La structure des charges n'a pas sensiblement évolué sur les deux années, mais elle est différente d'un pays à un autre. En effet, dans les pays comme le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina, les frais de dossiers ont pris davantage de l'importance en 2012. En revanche, au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo, la proportion des frais de dossiers s'est repliée au profit des commissions d'engagement et des autres frais.

3.2. Frais de tenue de compte

Les frais de tenue de compte ont été revus à la baisse pour quatre pays de l'Union à savoir le Bénin pour l'ensemble des comptes, le Mali pour le compte courant des entreprises et le compte d'épargne, le Sénégal pour le compte d'épargne et le Niger pour le compte chèque des particuliers. Par contre, au Togo, les banques ont augmenté les frais de gestion des comptes.

Tableau 13 : Evolution des frais trimestriels de tenue de compte bancaire dans les pays de l'UEMOA (en FCFA)

Pays	2011			2012			Variation en %		
	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque
Bénin	14 046,9	0,0	5 319,2	11 625,0	3 000,0	4 125,0	-17,2		-22,5
Burkina	6 366,7	0,0	2 400,0	6 366,7	0,0	2 400,0	0,0		0,0
Côte d'Ivoire	12 994,8	876,0	4 197,0	12 994,8	876,0	4 197,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	10 000,0	0,0	2 750,0	10 000,0	0,0	2 750,0	0,0		0,0
Mali	15 434,6	3 450,0	4 513,8	15 319,2	0,0	4 595,1	-0,7	-100,0	1,8
Niger	5 446,3	0,0	2 988,5	5 587,9	0,0	2 794,4	2,6		-6,5
Sénégal	25 898,4	8 232,9	10 071,4	25 929,3	2 262,7	10 878,1	0,1	-72,5	8,0
Togo	4 559,8	542,9	2 113,4	4 691,8	554,5	2 146,4	2,9	2,1	1,6
UEMOA	**11 843,4**	**1 637,7**	**4 294,2**	**11 564,3**	**836,6**	**4 235,7**	**-2,4**	**-48,9**	**-1,4**

Source : BCEAO

Suivant la catégorie de la clientèle, les conditions ont été souples pour les particuliers, les entreprises individuelles et les personnels de banques qui ont payé moins que l'année précédente. Par contre, les frais de gestion des comptes des autres agents économiques (entreprises privées du secteur productif, Société d'Etat et EPIC, etc) se sont accrus au cours de la période sous revue. Dans l'ensemble, les frais de tenue des comptes suivant le type de client ont augmenté de 2,5% en 2012 pour ressortir à 12. 458,1 FCFA en 2012 contre 12.158,1 en 2011. La progression des frais de gestion des comptes des différentes catégories de la clientèle est imputable aux banques de la place de Dakar qui ont revu à la hausse l'ensemble des charges, à l'exception de celles assises sur les comptes des personnels des banques.

Tableau 14 : Évolution du minimum exigé selon le type du débiteur (en FCFA)

	2011	2012	Variation (%)
Etat et organismes assimilés	13 899,4	15 180,5	9,2
Particuliers	5 427,4	5 156,6	-5,0
Clientèle financière	15 563,7	15 999,0	2,8
Sociétés d'Etat et EPIC	16 100,0	17 032,1	5,8
AssurancesCaisses de retraite	15 993,3	16 330,2	2,1
Entreprises privées du secteur productif	15 439,6	15 941,0	3,2
Entreprises iividuelles	12 642,0	12 324,0	-2,5
Coopératives et groupements villageois	10 955,4	10 999,3	0,4
Divers (ONG, amicales, syicats, etc.)	11 107,9	11 477,4	3,3
Personnels des banques	4 454,8	4 140,7	-7,1
Ensemble	**12 158,3**	**12 458,1**	**2,5**

Source : BCEAO

Encadré n°2 : mesures de politique monétaire en 2012 : Communiqué de presse de la réunion du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO tenue le 07 mars 2012 à Dakar

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa réunion ordinaire le mercredi 07 mars 2012, dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar, en République du Sénégal, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire. Le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. En particulier, il a analysé les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union. Le Comité a noté que depuis le début de l'année 2012, le taux d'inflation affiche une tendance à la hausse liée à l'impact de la mauvaise campagne agricole 2011/2012 sur les prix des céréales locales, notamment dans les pays du Sahel. Ainsi, pour le mois de février 2012, le taux d'inflation en glissement annuel est estimé à 2,9%, après 2,5% en décembre 2011.

Les perspectives à moyen terme laissent apparaître que l'inflation se maintiendrait à un niveau élevé. En effet, le taux d'inflation varierait entre 3,0% et 3,6% sur les trois premiers trimestres de l'année 2012, avant de refluer, à partir d'octobre 2012, sous l'hypothèse d'une bonne campagne agricole 2012/2013. Les prévisions situent l'inflation, à l'horizon de vingt-quatre (24) mois, à 2,6%, en deçà de la borne supérieure de l'objectif de stabilité des prix.

Au regard des risques sur l'inflation, les membres du CPM ont recommandé aux Etats membres la mise en oeuvre diligente des actions identifiées lors de la session extraordinaire du Conseil des Ministres du 20 février 2012, relatives à la sécurité alimentaire et à la relance de la production agricole dans l'UEMOA, en particulier celles visant un bon approvisionnement des marchés céréaliers de l'Union, le développement des infrastructures de stockage, la maîtrise de l'eau et l'accroissement de la production des cultures de contre-saison. Analysant la conjoncture économique, les membres du CPM ont relevé que les Etats membres de l'UEMOA continueront d'évoluer en 2012 dans un environnement international peu propice, marqué par un ralentissement de la croissance mondiale. La situation de l'Union devrait également se ressentir de la mauvaise campagne agricole 2011/2012. Le CPM a noté que ces facteurs font planer des incertitudes sur la réalisation des prévisions de croissance pour l'année 2012, qui pourraient se révéler en retrait par rapport au taux de 6,4% initialement prévu. L'analyse des conditions monétaires montre que la liquidité bancaire a connu une baisse sensible depuis le deuxième semestre 2011. Outre les facteurs conjoncturels, cette évolution résulte de changements structurels qui s'opèrent dans les économies de l'Union, induisant d'importants besoins de financement des importations aux fins de la réalisation des investissements privés et publics en cours. Cette situation entraîne une tension sur les taux d'intérêt du marché monétaire. En perspective, la demande de liquidité des banques pourrait se maintenir à un niveau élevé, au regard de l'ampleur des ressources nécessaires pour couvrir les besoins de financement exprimés par les Etats pour l'année 2012. Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO à leur niveau actuel. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres et le taux d'intérêt des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

En outre, dans le souci de desserrer les contraintes sur la liquidité des banques et de conforter les conditions d'un financement approprié de l'économie, le CPM a décidé de ramener le coefficient des réserves obligatoires à 5% pour l'ensemble des banques des pays de l'Union, soit une baisse de deux (2) points de pourcentage, avec pour date d'effet le 16 mars 2012.

Le Comité de Politique Monétaire surveillera de manière très attentive l'évolution de l'inflation, eu égard notamment aux risques liés à l'impact sur les prix de la mauvaise campagne agricole 2011/2012.

Fait à Dakar, le 07 mars 2012

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Tiémoko Meyliet KONE

Encadré n°2 (suite) : mesures de politique monétaire 2012 :Communiqué de presse de la réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, tenue le 11 juin 2012 à Dakar

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa réunion ordinaire le lundi 11 juin 2012, dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar, en République du Sénégal, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Le Comité a examiné la situation économique, monétaire et financière de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. Il a analysé, en particulier, les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union.

Le Comité a constaté une atténuation du rythme d'évolution du niveau général des prix à la consommation dans l'Union sur la période récente à la faveur des mesures mises en œuvre au niveau national et régional en vue de lutter contre la vie chère et d'atténuer les effets des chocs d'offre. Ainsi, le taux d'inflation est passé de 2,3% en glissement annuel à fin janvier 2012 à 2,8% à fin février 2012, pour s'établir à 2,5% à fin mars 2012. Il est de 0,6% en avril 2012.

Les perspectives à moyen terme laissent apparaître que le taux d'inflation s'établirait à un niveau compatible avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. Il se situerait autour de 2,0% à moyen terme sous l'hypothèse d'une campagne agricole 2012/2013 normale.

Analysant la conjoncture, les membres du Comité de Politique Monétaire ont relevé que la croissance économique de l'Union au titre de l'année 2012 serait meilleure qu'en 2011 en liaison avec la reprise rapide de l'activité en Côte d'Ivoire, le dynamisme du secteur des mines et la poursuite des investissements publics dans les infrastructures. Toutefois, des préoccupations existent en raison de l'impact des crises socio-politiques au Mali et en Guinée-Bissau ainsi que des incertitudes suscitées par l'environnement international.

Au regard de ces incertitudes, les dernières estimations situent le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut de l'Union à 5,3% en 2012 contre une prévision initiale de 6,4% effectuée en novembre 2011.

Sur la base de l'appréciation de la balance des risques, le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO de 25 points de base. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont ainsi fixés respectivement à 3,00% et à 4,00% avec date d'effet le 16 juin 2012.

En complément des mesures prises en matière de taux d'intérêt, le Comité de Politique Monétaire souligne la nécessité pour les Etats membres de poursuivre les efforts d'assainissement des finances publiques et de mise en œuvre des réformes structurelles, afin de consolider les bases de la relance de la croissance économique au sein de l'UMOA.

Au niveau du marché monétaire, le Comité a constaté que les tensions qui avaient justifié une baisse du coefficient des réserves obligatoires en mars 2012 ont commencé à s'estomper. Le taux moyen pondéré sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire qui était de 4,67% en mars 2012 s'est replié pour se situer à 4,25% en mai 2012.

Le Comité a, de ce fait, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% qui est en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Fait à Dakar, le 11 juin 2012

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Tiémoko Meyliet KONE

3.3. Conditions d'ouverture des comptes

Les conditions d'ouverture de compte ont été allégées dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Niger et du Sénégal où elles ont été moins favorables en 2012. En effet, le montant minimum exigé à l'ouverture d'un compte s'est replié de 6,3% pour le compte courant des entreprises et de 3,1% pour le compte chèque des particuliers. Toutefois, pour la petite épargne, le montant exigé a été revu à la hausse pour s'établir à 37.591,2 FCFA contre 37.005,7 FCFA en 2011.

Par pays, le Togo et le Mali appliquent des conditions souples pour l'ouverture d'un compte et ce constat concerne l'ensemble des types de comptes (compte courant, compte d'épargne et compte chèque). Ils sont suivis par le Bénin qui a revu à la baisse le montant minimum à l'ouverture d'un compte courant.

Tableau 15 : Evolution du montant minimum exigé à l'ouverture d'un compte dans les pays de l'UEMOA (FCFA)

Pays	2011			2012			Variation en %		
	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque
Bénin	355 769,2	21 538,5	37 692,3	166 666,7	33 333,3	60 833,3	-53,2	54,8	61,4
Burkina	154 000,0	14 000,0	18 333,3	154 000,0	14 000,0	18 333,3	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	651 315,8	47 500,0	117 631,6	651 315,8	47 500,0	117 631,6	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	250 000,0	30 000,0	50 000,0	250 000,0	30 000,0	50 000,0	0,0	0,0	0,0
Mali	236 538,5	34 615,4	39 615,4	201 923,1	30 000,0	33 076,9	-14,6	-13,3	-16,5
Niger	270 000,0	20 500,0	62 500,0	350 000,0	23 888,9	46 875,0	29,6	16,5	-25,0
Sénégal	765 625,0	86 111,1	169 615,4	778 325,3	89 848,3	168 333,3	1,7	4,3	-0,8
Togo	181 388,9	41 780,3	47 447,9	131 079,5	32 159,1	31 100,0	-27,7	-23,0	-34,5
UEMOA	**358 079,7**	**37 005,7**	**67 854,5**	**335 413,8**	**37 591,2**	**65 772,9**	**-6,3**	**1,6**	**-3,1**

Source : BCEAO

3.4. Commissions sur les autres services bancaires

Les commissions prélevées par les banques à l'occasion des mouvements de comptes sont ressorties en hausse pour le compte courant et en baisse pour les autres comptes.

Tableau 16 : Evolution des commissions prélevées à l'occasion des mouvements des comptes[1]

Pays	2011			2012			Variation en %		
	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque	Compte courant	Compte d'épargne	Compte Chèque
Bénin				15 000,0					
Burkina	3 750,0		300,0	3 750,0			0,0		
Côte d'Ivoire	5 470,0	5 175,0	7 116,7	5 470,0	5 175,0	7 116,7	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau									
Mali									
Niger	2 625,0		3 000,0			0,0			-100,0
Sénégal	2 666,7	1 000,0	2 250,0	6 875,0	1 000,0	0,0	157,8		-100,0
Togo	4 350,0	3 866,0	3 383,2	3 850,0	1 607,0	2 875,0	-11,5	-58,4	-15,0
UEMOA	**3 772,3**	**3 347,0**	**3 210,0**	**6 989,0**	**2 594,0**	**2 497,9**	**85,3**	**-22,5**	**-22,2**

Source : BCEAO

L'augmentation des charges imputables aux mouvements des comptes est liée à l'apparition de celles-ci au Bénin pour les comptes courants. En outre, au Sénégal, les banques ont fortement augmenté ces frais.

1 Certaines cellules des tableaux de cette section sont vides, en raison de l'absence du tarif considéré pour le pays correspondant.

Certaines banques de l'Union ont innové en matière de tarification des mouvements des comptes. En effet, à coté du coût fixe, certaines banques de l'Union appliquent un coût forfaitaire par mouvement et/ou un tarif proportionnel au montant de l'opération. En 2012, le coût par opération a oscillé entre 157,8 FCFA au Sénégal à 670 FCFA en Côte d'Ivoire. Quant au coût proportionnel au montant de l'opération, il s'établit à une moyenne de 1,5% du montant de l'opération en 2012 contre 2,39% en 2011, soit un reflux de 0,89 point de pourcentage.

De même, au niveau des frais de l'utilisation d'une carte automatique de retrait, les banques utilisent deux types de tarifs. Un coût fixe calculé sur une base mensuelle, trimestrielle ou annuelle et un tarif unitaire par opération. Au cours de la période sous revue, les coûts fixes liés à l'utilisation d'une carte de crédit pour le retrait sont ressortis à 2.329,9 FCFA contre 5.197,5 FCFA en 2011, soit une baisse de 55,2%. Par contre, les banques ont augmenté le coût moyen par opération de retrait de 16,0%. Le tableau ci-après donne le détail des frais prélevés par les banques pour les opérations de retrait avec la carte privative.

Tableau 17 : Evolution des frais de l'utilisation des cartes de retrait dans les pays de l'UEMOA

Pays	2011		2012		Variation en %	
	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération
Bénin	2 625,0	340,0	2 500,0	366,7	-4,8	7,8
Burkina		154,5	154,5			
Côte d'Ivoire	2 000,0	553,3	2 000,0	553,3	0,0	0,0
Guinée-Bissau		500,0		500,0		0,0
Mali	8 200,0	466,7	3 950,0	318,8	-51,8	-31,7
Niger		316,7	3 000,0	519,0		63,9
Sénégal	7 965,0	224,0	2 375,0	337,5	-70,2	50,7
Togo		100,0		100,0		0,0
UEMOA	**5 197,5**	**331,9**	**2 329,9**	**385,0**	**-55,2**	**16,0**

Source : BCEAO

Pour les opérations de paiement, les banques utilisent les mêmes méthodes de tarification. En 2012, le coût moyen par trimestre de l'utilisation d'une carte de paiement est ressorti à 6.285,6 FCFA contre 1.500 en 2011. Ce renchérissement est lié à l'apparition de ce type de tarif au Sénégal, au Niger et au Mali ainsi qu'à son augmentation au Bénin. Quant au tarif à l'opération, il a connu une hausse de 10,1%, en passant de 348,8 FCFA en 2011 à 319,0 FCFA en 2012. Les coûts les plus élevés ont été observés au Niger.

Tableau 18 : Evolution des frais d'utilisation d'une carte privative pour les opérations de paiement

Pays	2011		2012		Variation en %	
	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération
Bénin	1 500,0		3 750,0		150,0	
Burkina						
Côte d'Ivoire						
Guinée-Bissau						
Mali			5 750,0			
Niger		300,0	3 142,5	547,5		82,5
Sénégal		500,0	12 500,0			
Togo		150,0		150,0		0,0
UEMOA	**1 500,0**	**316,7**	**6 285,6**	**348,8**	**319,0**	**10,1**

Source : BCEAO

Les frais de l'utilisation de carte internationale pour les opérations de retrait ont connu des évolutions favorables. En effet, le coût moyen par opération de retrait a baissé de 0,2% et les frais forfaitaires par trimestre de 32,8%. Le recul du coût forfaitaire par trimestre est localisé au Bénin et au Sénégal. L'augmentation de ce coût au Niger a modéré la tendance.

Tableau 19 : Evolution des frais d'utilisation d'une carte internationale pour les opérations de retrait

Pays	2011		2012		Variation en %	
	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération
Bénin	6 333,3	500,0	3 750,0		-40,8	
Burkina	2 038,8	110,0	2 038,8	110,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	4 182,9	402,5	4 182,9	402,5	0,0	0,0
Guinée-Bissau				200,0		
Mali	8 200,0			308,3		
Niger	1 758,3		3 000,0	595,0	70,6	
Sénégal	4 698,4	200,0	2 267,0	200,0	-51,7	0,0
Togo						
UEMOA	**4 535,3**	**303,1**	**3 047,7**	**302,6**	**-32,8**	**-0,2**

Source : BCEAO

Les coûts liés à l'utilisation de la carte internationale pour les opérations de paiement sont en baisse dans les pays de l'UEMOA selon les déclarations des places de Niamey, Dakar, Lomé et Abidjan.

Tableau 20 : Evolution des frais de l'utilisation d'une carte internationale pour les opérations de paiement

Pays	2011		2012		Variation en %	
	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération	Coût forfaitaire par trimestre	Coût moyen par opération
Bénin						
Burkina						
Côte d'Ivoire	5 301,7	516,7	5 301,7	516,7	0,0	0,0
Guinée-Bissau						
Mali						
Niger	1 000,0		1 000,0		0,0	
Sénégal	6 360,3	348,5		200,0		-42,6
Togo	3 000,0	500,0	3 000,0	500,0	0,0	0,0
UEMOA	**3 915,5**	**455,1**	**3 100,6**	**405,6**	**-20,8**	**-10,9**

Source : BCEAO

IV. NOUVEAUX DÉPÔTS BANCAIRES

Les dépôts bancaires sont analysés à travers la répartition du nombre de comptes ouverts et des montants déposés à l'ouverture de ces comptes. De même, un accent particulier sera mis sur les conditions de rémunération offertes aux déposants. Les indicateurs sont ventilés selon la nature du dépôt (dépôt à terme, compte d'épargne à régime spécial, bon de caisse, certificat de dépôt, etc.), sa maturité et le type de déposant (particulier, entreprises, Etat, etc.).

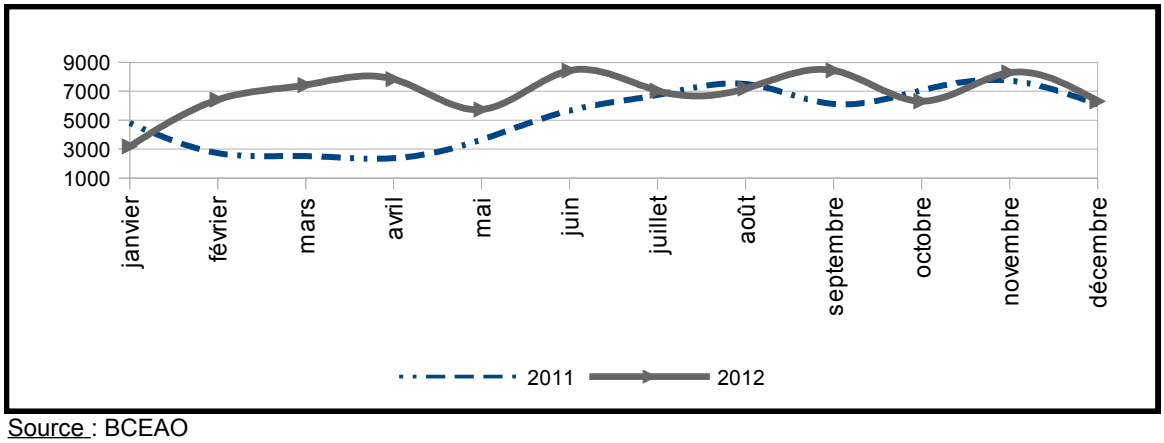
5.1. Dossiers des dépôts

Au cours de la période sous revue, le cumul annuel des dossiers dans les places l'Union a

augmenté de 18,4%, en passant de 62 979 en 2011 à 74 475 en 2012. L'augmentation des dossiers de dépôts est imputable aux particuliers (+13,4 points) et, dans une moindre mesure, aux entreprises privées du secteur productif (+3,6 point). Ces acteurs ont porté leur préférence sur les dépôts à terme et l'épargne à régime spécial qui constituent respectivement 53,2% et 42,4% des dépôts intervenus au cours de l'année 2012. L'ensemble des pays sont concernés par ces mouvements haussiers, à l'exception du Mali et du Sénégal. Au Mali, la baisse est en phase avec la crise socio-politique et au Sénégal, la situation politique du pays avant les élections a affecté les opérations d'épargne. En outre, le ralentissement et /ou la fin des grands travaux a occasionné une baisse des revenus des ménages.

Mensuellement, le nombre de dossiers de nouveaux dépôts en 2012 demeure supérieur à celui du même mois de l'année 2011, sauf en janvier, août et octobre (voir graphique ci-dessous).

Graphique 12 : Evolution mensuelle des nouveaux dossiers de dépôts



Source : BCEAO

5.2. Montants des nouveaux dépôts

Au niveau de l'Union, les dépôts effectués à l'ouverture des nouveaux comptes sont ressortis en nette progression au cours de la période sous revue. Le montant cumulé de ces dépôts est ressorti à 6.552,7 milliards en 2012 contre 4657,4 milliards en 2011, soit un accroissement de 1895,6 milliards ou 40,7% en valeur relative.

La structure des dépôts a légèrement changé par rapport à 2011. Les particuliers deviennent les plus gros déposants avec une part portée à 26,1% en 2012, suivis par les entreprises privées du secteur productif avec 24,6%, contre respectivement 18,7% et 30,0% en 2011. De même, la part de la clientèle financière s'est également accrue en passant de 9,8% en 2011 à 11,3% en 2012. En revanche, les divers déposants (ONG, amicales, syndicats, etc.) et l'Etat et organismes assimilés ont vu leur poids diminuer en 2012 comme le montre le tableau ci-dessous.

Les dépôts d'une durée inférieure à un an ont représenté 77,7% des dépôts contre 73,4% en 2011. Ainsi, la part des dépôts d'une durée de plus d'un an s'est repliée de 4,3 points de pourcentage en 2012, du fait des dépôts entre 2 et 10 ans. Par pays, les dépôts sont en augmentation dans tous les pays sauf au Sénégal. Les hausses annuelles moyennes les plus significatives ont été observées en Guinée-Bissau (387,3%), au Burkina (78,5%), au Bénin (49,8%), au Niger (45,8%) et en Côte d'Ivoire (40,4%). Au Sénégal, la baisse de 13,4% des dépôts est imputable principalement aux entreprises privées du secteur productif et aux divers déposants (ONG, amicales, syndicats, etc.). Ces acteurs ont évolué dans un environnement caractérisé par des incertitudes sur l'issue des échéances électorales.

Tableau 21 : Evolution des nouveaux dépôts dans les pays de l'UEMOA

Pays	2011		2012		Variation (%)	
	Nombre dossiers	Montant de dépôts	Nombre dossiers	Montant de dépôts	Nombre dossiers	Montant de dépôts
Bénin	4 210,0	494 447,7	4 239,0	740 622,8	0,7	49,8
Burkina	5 999,0	956 381,0	7 506,0	1 707 474,1	25,1	78,5
Côte d'Ivoire	32 488,0	1 258 051,8	42 657,0	1 766 394,6	31,3	40,4
Guinée-Bissau	314,0	13 967,7	376,0	68 060,6	19,7	387,3
Mali	2 768,0	308 485,7	2 308,0	311 556,5	-16,6	1,0
Niger	480,0	108 046,5	514,0	157 517,1	7,1	45,8
Sénégal	12 755,0	733 164,5	11 513,0	635 080,8	-9,7	-13,4
Togo	3 965,0	784 562,4	5 462,0	1 165 953,2	37,8	48,6
UEMOA	**62 979,0**	**4 657 107,4**	**74 575,0**	**6 552 659,7**	**18,4**	**40,7**

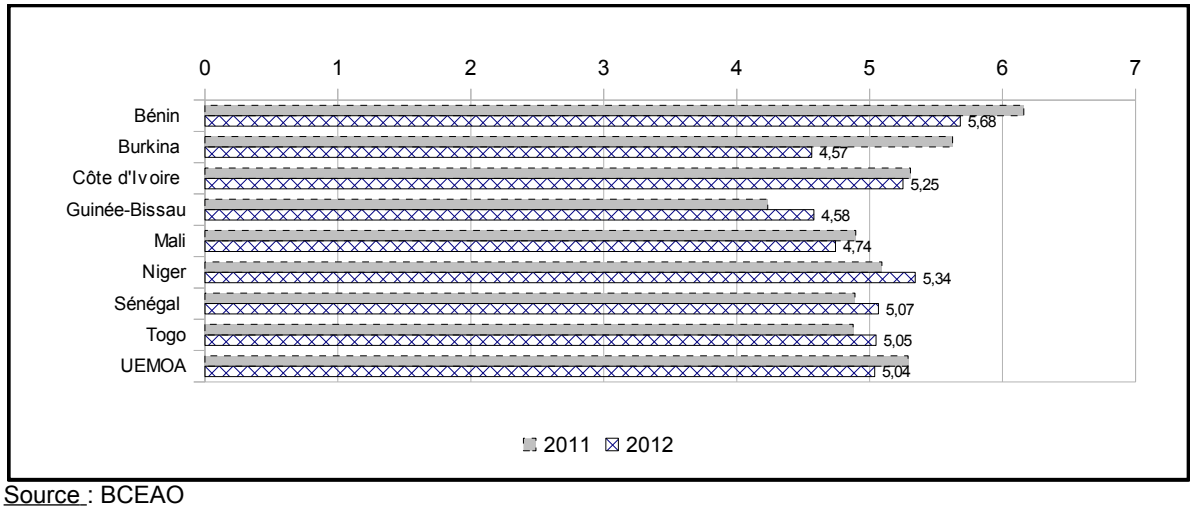
Source : BCEAO

5.3. Taux créditeurs

A l'échelle régionale, le taux de rémunération des dépôts est ressorti en baisse au cours de la période sous revue. En effet, après un niveau de 5,29% en 2011, le taux d'intérêt moyen créditeur est ressorti à 5,04% en 2012, soit un reflux de 25 points de base. Les placements de la clientèle financière, des particuliers et des personnels des banques sont ceux qui sont les plus touchés par le mouvement baissier du taux de rémunération des dépôts. En revanche, les dépôts des entreprises individuelles, des autres déposants et de l'Etat et organismes assimilés ont été mieux rémunérés.

La baisse des taux créditeurs moyens a concerné essentiellement les places de Ouagadougou (-1,06 point), de Cotonou (-0,48 point) et de Bamako (-0,16 point). En revanche, les banques de la Guinée-Bissau, du Niger, du Sénégal et du Togo ont augmenté le taux de rémunération offert à la clientèle. Dans les autres pays, les établissements de crédits n'ont pas sensiblement changé les conditions de mobilisation de l'épargne des agents économiques comme le montre le graphique suivant.

Graphique 13 : Evolution du taux créditeur des pays de l'UEMOA



Source : BCEAO

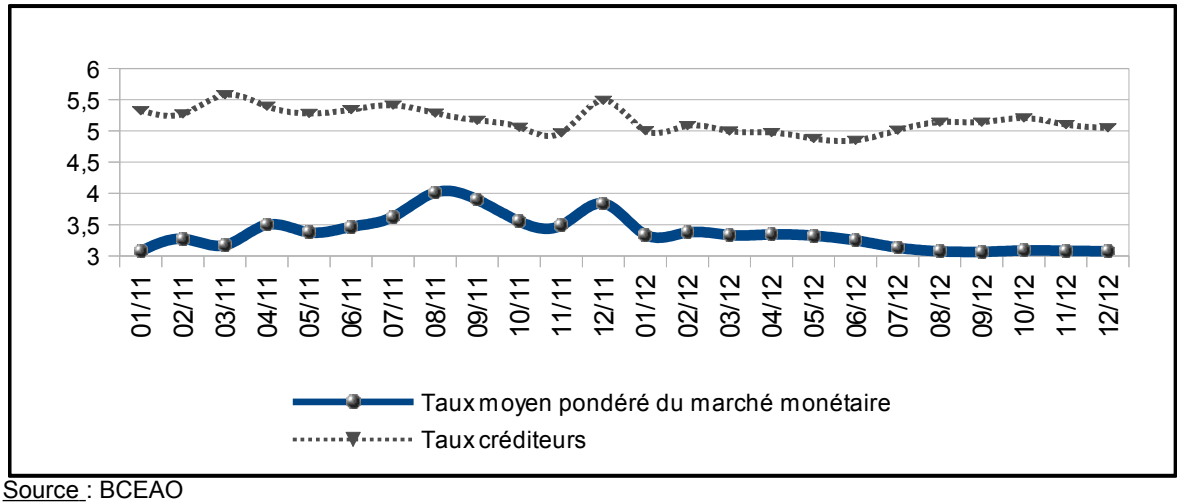
En dépit des évolutions divergentes par pays, on constate à travers la figure ci-dessus que les taux d'intérêt créditeurs servis sur les différentes places bancaires de l'Union sont relativement homogènes. En effet, l'écart entre les taux maximum et minimum s'est replié de 0,81 point pour ressortir à 1,12%.

5.4. Impact de la politique monétaire sur les taux créditeurs

A l'image de ce qui se passe sur le marché du crédit, les actions de la Banque Centrale ont

une incidence sur les taux de rémunération offerts à la clientèle par les banques. Des analyses précédentes, il ressort que les banques de l'Union ont répercuté la baisse des taux directeurs de la BCEAO au taux créditeurs appliqués aux nouveaux dépôts comme le montre la figure suivante.

Graphique14 : Evolution des taux créditeurs et du marché monétaire de l'Union



Source : BCEAO

Sur l'ensemble des années 2011 et 2012, le profil des taux créditeurs a épousé celui du taux du marché monétaire, sauf au cours des mois de juillet, août, septembre, octobre et novembre 2012 où ils ont eu une évolution divergente. Ce phénomène est lié au fait que certaines places de l'Union n'ont pas répercuté la baisse des taux directeurs sur le taux de rémunération, en vue de capter les ressources stables des agents économiques. Dans ces pays, les banques ont au contraire augmenté le taux de rémunération des nouveaux dépôts.

En conséquence, les effets de la politique monétaire sur les taux créditeurs ont été limités par la priorité accordée par les banques à la mobilisation de l'épargne domestique, en raison des tensions perceptibles sur les marchés financiers internationaux. En outre, compte tenu de la situation politique et sociale de certains pays (échéance électorale au Sénégal, crise politique au Mali, insécurité alimentaire dans les pays du Sahel, etc.), les banques ont dû augmenter les taux de rémunération des dépôts pour rendre ces opérations plus attrayantes.

CONCLUSION

Les concours des banques aux économies de l'Union se sont accrus au cours de l'année 2012, en ligne avec le renforcement des activités productives et l'augmentation des interventions de l'Etat et des entreprises publiques sur le marché du crédit. Les concours bancaires sont ressortis en 2012, dans leur ensemble, moins chers dans tous les pays, à l'exception du Niger et du Burkina, en raison du renchérissement des effets escomptés. De même, les conditions d'ouverture de compte on été plus souples. Toutefois, par rapport à la moyenne historique, le niveau du taux d'intérêt demeure élevé au cours de la période sous revue. En outre, les charges assises sur ces concours se sont alourdies, ainsi que celles associées à l'utilisation des autres services bancaires (tenue de compte, mouvements de compte, utilisation des cartes bancaires, etc.).

Sur le compartiment des nouveaux dépôts, la même animation est observée avec une tendance baissière de leur taux de rémunération.

La bonne tenue du marché du crédit avec la baisse du taux d'intérêt est en phase avec la décélération des tensions financières dans les pays de l'Union, en raison de la normalisation de la situation politique en Côte d'Ivoire et des actions vigoureuses entreprises par les pouvoirs publics pour atténuer les effets de la crise de la dette souveraine en Europe. En

outre, la baisse des taux directeurs a accentué ces mouvements, mais ses effets sont limités dans le temps, en raison des perturbations du fonctionnement du secteur bancaire au Mali et en Guinée-Bissau.

Les efforts mis en œuvre par la Banque Centrale pour renforcer le dialogue avec les banques et améliorer les mécanismes de transmission de la politique monétaire devraient être consolidés, en vue de permettre un financement sain des économies de l'Union. Les actions visant un allègement des conditions de banques devront également être poursuivies, notamment pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la campagne de promotion de la bancarisation dans l'espace UEMOA. En outre, compte tenu de l'extrême concentration des crédits bancaires sur quelques acteurs économiques et de la forte dégradation du portefeuille des banques, des mesures vigoureuses devraient être prises pour assurer la stabilité du système bancaire. Dans ce cadre, le mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la réglementation prudentielle devrait être renforcé. Enfin, pour réduire le coût des concours bancaires, un accent particulier doit être mis sur le suivi de l'application effective de la réglementation sur l'usure. Dans ce cadre, le dispositif de suivi des conditions de banque pourrait être élargi aux établissements financiers et aux systèmes financiers décentralisés (SFD). Enfin, des enquêtes ponctuelles auprès des agents non financiers (entreprises, ménages, etc) pourraient être envisagées pour mieux cerner les coûts des concours bancaires.

ANNEXE 1. SITUATION DES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA

I. CREDITS BANCAIRES

1.1. Dossiers de crédit approuvés

Tableau 1.1.1 : Nombre de dossiers de crédit approuvés par le système bancaire en 2011, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	5	2	16	18	194	36	271
Particuliers	11 906	7	62 435	331 091	833	36 405	442 677
Clientèle financière	110	5	31	482	57	458	1 143
Sociétés d'Etat et EPIC		8	7	7	109	26	157
Assurances-Caisses de retraite	2	4	8	1	14	20	49
Entreprises privées du secteur productif	52	112	999	242	12 711	2 557	16 673
Entreprises individuelles	28	101	1 467	1 749	11 022	1 617	15 984
Coopératives et groupements villageois	1		977	920	1 846	945	4 689
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	665		132	1 688	237	5 819	8 541
Personnels des banques	976		2 441	8 740	76	1 837	14 070
Total	13 745	239	68 513	344 938	27 099	49 720	504 254

Source : BCEAO

Tableau 1.1.2 : Nombre de dossiers de crédit approuvés par le système bancaire en 2012, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	3	2	11	16	96	36	164
Particuliers	14 885	346	68 001	384 653	1 112	57 397	526 394
Clientèle financière	70		15	294	76	589	1 044
Sociétés d'Etat et EPIC	4	1	12	287	179	16	499
Assurances-Caisses de retraite	9		13	1	56	36	115
Entreprises privées du secteur productif	70	56	1 161	803	14 251	3 183	19 524
Entreprises individuelles	49	11	522	1 914	11 533	1 669	15 698
Coopératives et groupements villageois	3	7	326	651	1 059	1 138	3 184
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	28		74	269	324	279	974
Personnels des banques	1 418	7	2 397	9 427	35	2 361	15 645
Total	16 539	430	72 532	398 315	28 721	66 704	583 241

Source : BCEAO

Tableau 1.1.3 : Nombre de dossiers de crédit approuvés par le système bancaire en 2011, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	48	66	11	30	30	30	51	5	271
Particuliers	3 653	2 101	16 773	156 974	54 316	188 468	19 260	1 132	442 677
Clientèle financière	455	6	120	330	44	179	8	1	1 143
Sociétés d'Etat et EPIC	37	48	29	15	9	9	10		157
Assurances-Caisses de retraite	3	22	3	6	7	7	1		49
Entreprises privées du secteur productif	4 471	4 160	3 293	1 747	1 166	1 436	323	77	16 673
Entreprises individuelles	4 348	2 525	2 803	3 217	1 226	1 603	249	13	15 984
Coopératives et groupements villageois	558	63	522	2 321	97	1 124	1	3	4 689
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	177	740	267	5 816	299	941	301		8 541
Personnels des banques	736	1 324	915	5 457	570	3 688	714	666	14 070
Total	14 486	11 055	24 736	175 913	57 764	197 485	20 918	1 897	504 254

Source : BCEAO

Tableau 1.1.4 : Nombre de dossiers de crédit approuvés par le système bancaire en 2012, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	42	23	14	19	16	22	27	1	164
Particuliers	4 871	2 189	20 270	198 468	55 998	207 327	33 685	3 586	526 394
Clientèle financière	101	18	189	355	52	285	42	2	1 044
Sociétés d'Etat et EPIC	35	105	27	104	80	136	9	3	499
Assurances-Caisses de retraite	3	21	22	22	9	18	11	9	115
Entreprises privées du secteur productif	5 376	5 324	3 465	2 256	1 124	1 553	350	76	19 524
Entreprises individuelles	4 590	2 726	2 794	3 516	1 095	803	150	24	15 698
Coopératives et groupements villageois	203	92	231	2 199	108	310	35	6	3 184
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	140	64	94	307	61	286	20	2	974
Personnels des banques	396	963	680	7 329	591	4 244	615	827	15 645
Total	15 757	11 525	27 786	214 575	59 134	214 984	34 944	4 536	583 241

Source : BCEAO

Tableau 1.1.5 : Nombre de dossiers de crédit approuvés par le système bancaire en 2011, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	10	39	194	3 645	933	5 198	2 330	1 396	13 745
Exportation	86	45	35	29	28	16			239
Équipement	175	578	698	4 802	6 006	48 398	7 771	85	68 513
Consommation	4 525	2 328	15 364	143 121	43 418	127 109	8 815	258	344 938
Trésorerie	8 249	6 050	5 195	4 444	1 842	1 106	181	32	27 099
Autres	1 441	2 015	3 250	19 872	5 537	15 658	1 821	126	49 720
Total	14 486	11 055	24 736	175 913	57 764	197 485	20 918	1 897	504 254

Source : BCEAO

Tableau 1.1.6 : Nombre de dossiers de crédit approuvés par le système bancaire en 2012, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	23	42	346	4 120	963	6 492	2 268	2 285	16 539
Exportation	32	21	6	36	29	252	52	2	430
Équipement	375	316	587	7 916	6 830	48 767	7 658	83	72 532
Consommation	5 211	2 281	16 489	166 766	46 045	143 493	16 229	1 801	398 315
Trésorerie	8 793	7 079	4 748	4 838	1 561	1 090	426	186	28 721
Autres	1 323	1 786	5 610	30 899	3 706	14 890	8 311	179	66 704
Total	15 757	11 525	27 786	214 575	59 134	214 984	34 944	4 536	583 241

Source : BCEAO

1.2. Nouveaux crédits alloués (en millions de FCFA)

Tableau 1.2.1 : Montants des crédits alloués par le système bancaire en 2011, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	100,5	3 884,4	2 747,6	178,5	140 069,2	35 479,1	182 459,3
Particuliers	56 541,3	60,5	174 677,5	444 480,9	18 655,6	72 907,3	767 323,1
Clientèle financière	6 417,1	63,2	2 233,3	16 256,2	21 725,4	8 024,8	54 720,0
Sociétés d'Etat et EPIC		101,6	5 468,8	22,2	123 994,7	23 805,1	153 392,4
Assurances-Caisses de retraite	3,5	47,4	237,9	0,8	2 543,3	2 633,1	5 465,9
Entreprises privées du secteur productif	5 880,0	41 372,3	432 109,3	18 145,8	2 766 773,3	531 979,3	3 796 259,9
Entreprises individuelles	858,4	10 193,4	55 854,3	19 025,0	715 944,8	40 829,5	842 705,3
Coopératives et groupements villageois	120,9		3 936,9	7 002,9	19 675,5	18 376,7	49 112,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1 394,1		4 947,6	2 880,8	42 518,2	38 773,8	90 514,5
Personnels des banques	9 065,4		8 227,5	17 722,0	7 914,2	2 626,9	45 556,0
Total	80 381,1	55 722,7	690 440,6	525 715,1	3 859 813,9	775 435,7	5 987 509,2

Source : BCEAO

Tableau 1.2.2 : Montants des crédits alloués par le système bancaire en 2012, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	47,6	6 685,0	29 943,4	364,3	141 477,0	36 735,0	215 252,4
Particuliers	84 805,4	1 158,3	213 073,1	621 293,8	19 365,8	132 617,9	1 072 314,2
Clientèle financière	783,7		4 402,2	5 854,4	25 406,4	11 817,0	48 263,8
Sociétés d'Etat et EPIC	131,2	45,0	17 512,0	366,4	203 323,7	20 588,4	241 966,7
Assurances-Caisses de retraite	369,1		239,0	42,9	5 755,4	2 648,0	9 054,5
Entreprises privées du secteur productif	16 296,2	32 090,4	374 053,5	95 775,2	3 121 108,3	520 103,6	4 159 427,2
Entreprises individuelles	3 783,8	1 328,4	65 995,1	28 629,0	1 041 955,5	80 296,9	1 221 988,9
Coopératives et groupements villageois	354,8	289,2	2 049,1	17 190,7	15 218,0	38 661,2	73 763,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	638,6		3 280,1	4 018,4	38 607,1	36 812,7	83 356,9
Personnels des banques	15 545,1	33,1	14 264,0	35 817,9	391,7	3 592,0	69 643,8
Total	122 755,8	41 629,4	724 811,6	809 353,1	4 612 608,9	883 872,6	7 195 031,3

Source : BCEAO

Tableau 1.2.3 : Montants des crédits alloués par le système bancaire en 2011, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	32 978,4	48 386,2	4 909,9	18 186,3	35 690,3	33 512,2	8 738,6	57,4	182 459,3
Particuliers	16 004,6	23 689,0	24 916,3	82 590,7	70 521,6	457 000,1	77 069,9	15 530,9	767 323,1
Clientèle financière	4 942,3	1 857,4	20 618,7	12 434,0	2 326,6	7 377,5	763,4	4 400,0	54 720,0
Sociétés d'Etat et EPIC	35 600,6	28 331,8	65 701,5	7 053,3	2 896,4	4 976,9	8 831,8		153 392,4
Assurances-Caisses de retraite	58,3	2 611,5	152,8	528,7	67,8	46,9	2 000,0		5 465,9
Entreprises privées du secteur productif	1 181 457,6	870 782,4	629 424,2	259 554,0	218 622,4	419 032,6	204 642,1	12 744,5	3 796 259,9
Entreprises individuelles	246 240,8	288 470,0	92 668,1	87 483,1	35 190,0	83 143,2	9 017,7	492,3	842 705,3
Coopératives et groupements villageois	11 465,3	874,6	9 032,9	14 038,5	3 796,4	4 791,0	14,2	5 100,0	49 112,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10 986,2	22 057,2	21 334,3	15 016,0	3 093,6	9 595,2	8 432,0		90 514,5
Personnels des banques	1 298,4	1 361,3	5 713,1	3 854,5	1 957,2	16 930,5	5 215,0	9 226,0	45 556,0
Total	1 541 032,5	1 288 421,4	874 471,8	500 739,1	374 162,3	1 036 406,0	324 724,8	47 551,1	5 987 509,2

Source : BCEAO

Tableau 1.2.4 : Montants des crédits alloués par le système bancaire en 2012, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	38 234	17 069	65 521	3 114	42 095	25 383	23 819	18	215 252
Particuliers	34 413	21 957	66 079	122 512	77 676	576 280	139 205	34 192	1 072 314
Clientèle financière	5 900	7 022	6 341	4 659	3 144	20 582	394	220	48 264
Sociétés d'Etat et EPIC	63 981	50 953	72 665	32 111	3 715	17 368	1 051	123	241 967
Assurances-Caisses de retraite	1 096	530	1 283	3 172	1 253	1 307	43	369	9 054
Entreprises privées du secteur productif	1 313 234	1 180 053	616 212	289 829	197 978	354 562	199 911	7 649	4 159 427
Entreprises individuelles	336 568	485 268	117 695	108 116	40 943	95 337	36 750	1 311	1 221 989
Coopératives et groupements villageois	12 733	6 576	8 926	15 583	23 232	4 556	945	1 212	73 763
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8 414	37 490	19 049	1 811	1 234	8 045	7 238	77	83 357
Personnels des banques	7 689	989	6 565	2 852	1 354	30 253	6 557	13 386	69 644
Total	1 822 261,8	1 807 907,0	980 335,5	583 758,0	392 625,0	1 133 673,7	415 913,8	58 556,5	7 195 031,3

Source : BCEAO

Tableau 1.2.5 : Montants des crédits alloués par le système bancaire en 2011, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	120,4	1 224,7	6 392,8	3 021,3	3 790,5	22 487,7	25 280,5	18 063,2	80 381,1
Exportation	27 486,6	6 196,0	4 350,3	2 658,0	14 508,8	522,8			55 722,7
Équipement	11 085,2	34 693,8	45 112,1	18 315,4	73 396,2	367 490,9	137 148,7	3 198,2	690 440,6
Consommation	14 476,3	15 663,4	34 911,0	80 717,1	55 922,5	289 674,3	30 294,0	4 056,5	525 715,1
Trésorerie	1 377 912,8	1 139 831,0	646 786,8	300 963,6	172 385,0	159 084,6	53 186,3	9 663,8	3 859 813,9
Autres	109 951,2	90 812,4	136 918,8	95 063,8	54 159,2	197 145,6	78 815,3	12 569,4	775 435,7
Total	1 541 032,5	1 288 421,4	874 471,8	500 739,1	374 162,3	1 036 406,0	324 724,8	47 551,1	5 987 509,2

Source : BCEAO

Tableau 1.2.6 : Montants des crédits alloués par le système bancaire en 2012, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	5 195	925	4 324	2 942	3 084	31 786	37 507	36 994	122 756
Exportation	10 618	1 589	2 156	13 630	12 778	683	176	0	41 629
Équipement	26 904	98 464	47 706	32 698	63 086	339 566	113 773	2 613	724 812
Consommation	55 117	17 779	57 379	103 706	72 711	428 221	64 741	9 699	809 353
Trésorerie	1 600 251	1 558 443	703 277	319 799	172 361	163 748	91 481	3 249	4 612 609
Autres	124 177	130 707	165 493	110 984	68 604	169 670	108 236	6 001	883 873
Total	1 822 261,8	1 807 907,0	980 335,5	583 758,0	392 625,0	1 133 673,7	415 913,8	58 556,5	7 195 031,3

Source : BCEAO

1.3. Taux d'intérêt débiteurs (en %)

Tableau 1.3.1 : Taux d'intérêt moyens des crédits bancaires en 2011, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	9,64	9,00	8,90	13,03	7,82	7,56	7,82
Particuliers	9,76	10,90	10,41	10,93	9,73	10,06	10,61
Clientèle financière	9,27	12,58	8,60	8,88	6,93	8,06	8,03
Sociétés d'Etat et EPIC		13,23	7,85	11,27	7,24	8,48	7,46
Assurances-Caisses de retraite	7,00	13,01	11,59	12,00	9,51	10,45	10,08
Entreprises privées du secteur productif	10,36	8,39	8,40	10,29	7,47	8,93	7,81
Entreprises individuelles	12,34	10,39	9,87	12,85	8,63	10,90	8,94
Coopératives et groupements villageois	9,15		9,68	8,50	6,98	8,76	8,09
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,04		8,81	9,81	8,59	9,59	9,11
Personnels des banques	2,44		4,51	2,68	10,07	3,68	4,30
Total	8,99	8,82	8,99	10,60	7,72	9,07	8,32

Source : BCEAO

Tableau 1.3.2 : Taux d'intérêt moyens des crédits bancaires en 2012, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	8,80	9,00	7,55	9,81	7,13	8,19	7,43
Particuliers	9,32	10,86	10,18	10,52	10,48	10,00	10,30
Clientèle financière	10,90		8,15	8,35	8,28	8,00	8,25
Sociétés d'Etat et EPIC	17,81	13,50	7,96	11,68	6,44	8,25	6,72
Assurances-Caisses de retraite	11,78		9,01	6,00	9,69	10,88	10,09
Entreprises privées du secteur productif	8,99	7,49	8,11	9,50	7,07	9,09	7,48
Entreprises individuelles	9,92	11,79	9,16	12,03	7,92	11,29	8,31
Coopératives et groupements villageois	7,78	10,45	9,56	7,91	9,89	8,18	8,52
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	7,64		11,25	9,67	7,85	6,22	7,35
Personnels des banques	2,58	12,63	5,80	3,97	6,59	2,47	3,97
Total	8,45	7,99	8,76	10,09	7,27	9,17	8,00

Source : BCEAO

Tableau 1.3.3 : Taux d'intérêt moyens des crédits bancaires en 2011, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	7,29	7,14	5,81	9,07	8,90	7,42	9,17	9,10	7,82
Particuliers	10,22	9,44	10,52	10,00	11,37	10,90	9,99	7,35	10,61
Clientèle financière	8,03	7,24	8,97	8,06	8,42	8,68	2,42	3,50	8,03
Sociétés d'Etat et EPIC	7,78	7,74	6,74	8,76	8,31	9,10	8,31		7,46
Assurances-Caisses de retraite	12,70	10,36	13,31	9,59	11,45	8,91	9,50		10,08
Entreprises privées du secteur productif	6,46	7,29	8,72	9,32	9,32	9,22	8,48	9,48	7,81
Entreprises individuelles	8,79	7,18	11,05	11,30	11,46	9,61	9,20	8,42	8,94
Coopératives et groupements villageois	3,60	9,12	10,33	9,29	8,82	9,84	6,57	8,50	8,09
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,86	8,00	8,94	11,09	11,12	8,59	7,82		9,11
Personnels des banques	1,91	8,42	8,96	2,63	4,95	4,44	2,39	2,59	4,31
Total	6,93	7,33	8,89	9,73	9,84	9,85	8,75	6,78	8,32

Source : BCEAO

Tableau 1.3.4 : Taux d'intérêt moyens des crédits bancaires en 2012, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	7,51	7,07	6,87	6,20	7,81	7,74	8,27	6,00	7,43
Particuliers	9,65	8,24	9,08	9,22	11,74	10,81	10,20	6,92	10,30
Clientèle financière	8,54	7,89	7,51	9,44	9,47	8,04	11,46	5,73	8,25
Sociétés d'Etat et EPIC	5,36	7,44	7,16	6,68	8,00	7,49	7,15	19,00	6,72
Assurances-Caisses de retraite	8,10	12,73	12,86	7,61	13,28	10,42	10,49	11,78	10,09
Entreprises privées du secteur productif	6,29	6,72	8,63	9,34	9,25	9,27	8,56	8,37	7,48
Entreprises individuelles	8,62	6,45	10,49	10,71	10,70	10,43	8,13	5,77	8,31
Coopératives et groupements villageois	9,17	9,07	8,61	8,83	8,06	7,04	9,23	7,61	8,52
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,17	5,44	8,32	10,54	9,87	9,90	7,37	3,00	7,35
Personnels des banques	5,32	1,70	7,27	1,61	4,25	4,12	3,63	2,05	3,97
Total	6,82	6,67	8,64	9,35	9,66	9,92	8,96	6,03	8,00

Source : BCEAO

Tableau 1.3.5 : Taux d'intérêt moyens des crédits bancaires en 2011, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	6,18	8,86	9,21	10,32	11,51	10,44	9,33	5,86	8,98
Exportation	7,77	9,52	10,55	11,38	9,48	9,95			8,82
Équipement	7,19	6,87	6,89	10,16	9,29	9,55	8,59	8,07	8,99
Consommation	10,01	9,58	9,77	9,92	11,47	10,97	9,80	4,36	10,60
Trésorerie	6,72	7,19	8,94	9,59	9,64	9,23	8,71	6,22	7,72
Autres	8,84	8,65	9,01	9,86	9,52	9,20	8,46	8,97	9,07
Total	6,93	7,33	8,89	9,73	9,84	9,85	8,75	6,78	8,32

Source : BCEAO

Tableau 1.3.6 : Taux d'intérêt moyens des crédits bancaires en 2012, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	8,02	8,82	8,74	9,58	11,57	10,73	8,64	5,98	8,45
Exportation	5,96	10,30	10,48	8,22	8,59	10,06	10,18	12,18	7,99
Équipement	8,69	6,46	8,28	8,64	8,94	9,64	8,32	6,98	8,76
Consommation	9,07	8,57	8,33	9,11	11,69	10,53	10,54	4,91	10,09
Trésorerie	6,55	6,55	8,60	9,32	9,30	8,89	8,08	7,21	7,27
Autres	8,91	7,95	8,98	10,01	9,18	9,79	9,53	7,11	9,17
Total	6,82	6,67	8,64	9,35	9,66	9,92	8,96	6,03	8,00

Source : BCEAO

1.4. Charges globales payées lors des opérations de crédit (frais de dossiers, commissions d'engagement, autres commissions ou frais)

Tableau 1.4.1 : Ratios moyens des charges payées sur les crédits bancaires en 2011, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	0,78	0,01	0,28	0,38	0,96	0,14	0,45
Particuliers	1,04	0,44	0,67	1,10	0,83	1,10	0,92
Clientèle financière	0,53	1,81	0,26	0,09	0,59	0,22	0,36
Sociétés d'Etat et EPIC		3,66	0,05	0,02	0,41	0,48	0,39
Assurances-Caisses de retraite	0,86	1,27	0,29	0,86	0,04	0,15	0,12
Entreprises privées du secteur productif	0,27	0,04	0,18	0,24	0,20	0,18	0,19
Entreprises individuelles	0,41	0,08	0,49	3,56	0,40	0,44	0,56
Coopératives et groupements villageois			0,25	0,71	0,64	1,58	0,97
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,41		0,26	1,37	0,10	0,49	0,35
Personnels des banques	0,58		0,39	1,24	0,97	0,46	0,92
Total	0,97	0,06	0,48	1,16	0,25	0,43	0,44

Source : BCEAO

Tableau 1.4.2 : Ratios moyens des charges payées sur les crédits bancaires en 2012, selon la nature du débiteur et l'objet du crédit

Nature du débiteur	Habitation	Exportation	Équipement	Consommation	Trésorerie	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	2,42	0,01	0,62	0,68	0,40	0,39	0,43
Particuliers	1,13	0,90	1,31	1,38	1,72	1,18	1,32
Clientèle financière	0,55		0,05	0,11	0,31	0,83	0,44
Sociétés d'Etat et EPIC			0,00	0,45	0,08	0,17	0,00
Assurances-Caisses de retraite			0,21		0,32	1,22	0,52
Entreprises privées du secteur productif	1,31	0,48	0,34	0,36	0,27	0,23	0,28
Entreprises individuelles	0,28	0,72	0,29	2,58	0,52	0,50	0,60
Coopératives et groupements villageois	0,10		0,41	0,83	0,94	0,55	0,64
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,20		0,33	0,52	0,07	0,32	0,16
Personnels des banques	0,44	2,00	1,07	0,20	0,69	0,40	0,47
Total	1,10	0,36	0,78	1,28	0,32	0,51	0,58

Source : BCEAO

Tableau 1.4.3 : Ratios moyens des charges payées sur les crédits bancaires en 2011, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	0,44	1,03	0,56	0,11	0,59	0,44	0,53	0,53	0,45
Particuliers	0,37	0,34	0,89	1,11	1,04	0,91	0,95	0,60	0,92
Clientèle financière	1,10	1,58	1,23	0,09	0,86	0,27	0,00		0,36
Sociétés d'Etat et EPIC	0,15	0,53	0,38	0,23	0,30	0,47	0,38		0,39
Assurances-Caisses de retraite	0,71	0,14	0,39	0,32	0,96	0,49	0,00		0,12
Entreprises privées du secteur productif	0,12	0,21	0,16	0,25	0,33	0,22	0,10	1,20	0,19
Entreprises individuelles	0,40	0,43	0,58	1,15	0,81	0,35	0,34	1,68	0,56
Coopératives et groupements villageois	1,97	0,19	0,28	0,66	0,58	0,90	1,42		0,97
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,33	0,32	0,14	0,45	0,78	0,59	0,44		0,35
Personnels des banques	0,11	0,28	2,46	0,17	0,31	0,49	0,50	0,13	0,92
Total	0,22	0,25	0,27	0,61	0,64	0,67	0,44	0,78	0,44

Source : BCEAO

Tableau 1.4.4 : Ratios moyens des charges payées sur les crédits bancaires en 2012, selon la nature du débiteur et la durée du crédit

Nature du débiteur	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	0,04	0,17	3,80	0,69	0,08	0,55	1,76	0,01	0,43
Particuliers	0,52	0,53	0,87	2,10	1,67	1,22	1,01	1,31	1,32
Clientèle financière	0,13	0,39	0,52	0,69	0,24	0,48	1,22	0,02	0,44
Sociétés d'Etat et EPIC	0,40	0,01	0,07	0,09	3,20	0,14	0,05		0,09
Assurances-Caisses de retraite	2,60	0,97	0,32	0,56	0,57	0,14	1,49		0,52
Entreprises privées du secteur productif	0,17	0,23	0,28	0,47	0,36	0,35	0,43	0,11	0,28
Entreprises individuelles	0,41	0,62	0,58	0,83	0,81	0,55	0,60	3,45	0,60
Coopératives et groupements villageois	0,36	0,92	0,52	0,99	0,47	0,81	1,09	0,25	0,64
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,13	0,17	0,03	0,71	0,13	0,49	0,12	1,02	0,16
Personnels des banques	0,30	0,03	0,16	0,38	0,66	0,15	0,95	0,22	0,47
Total	0,23	0,26	0,36	1,00	0,71	0,86	0,78	1,17	0,58

Source : BCEAO

Tableau 1.4.5 : Ratios moyens des charges payées sur les crédits bancaires en 2011, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	1,36	0,53	0,66	1,85	0,95	1,16	0,79	0,77	0,97
Exportation	0,11	0,06	0,06	0,17	0,02	1,94			0,06
Équipement	0,43	0,12	0,61	0,76	0,53	0,45	0,54	3,25	0,48
Consommation	0,70	0,59	0,98	1,35	1,11	1,23	0,86	0,18	1,16
Trésorerie	0,20	0,24	0,25	0,22	0,42	0,50	0,23	0,18	0,25
Autres	0,25	0,30	0,24	0,74	0,70	0,57	0,15	0,05	0,43
Total	0,22	0,25	0,27	0,61	0,64	0,66	0,46	0,78	0,44

Source : BCEAO

Tableau 1.4.6 : Ratios moyens des charges payées sur les crédits bancaires en 2012, selon la nature de l'objet et la durée du crédit

Objet de credit	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Habitation	0,86	1,26	1,70	2,08	1,56	1,24	0,81	1,05	1,10
Exportation	0,47	1,39		0,48	0,22	1,39	2,00		0,36
Équipement	0,47	0,35	0,21	0,75	0,69	0,87	0,78	2,88	0,78
Consommation	0,51	1,20	0,59	0,90	1,60	1,09	1,00	0,85	1,28
Trésorerie	0,21	0,23	0,40	0,42	0,46	0,42	0,80	3,41	0,32
Autres	0,25	0,38	0,21	1,13	0,46	0,59	0,60	0,45	0,51
Total	0,23	0,26	0,36	1,00	0,71	0,86	0,78	1,17	0,58

Source : BCEAO

Tableau 1 .4.7 Structure des charges payées par la clientèle des banques

NATURE DU débiteur	2011					2012				
	Total des crédits concernés en millions	Total des charges en millions	Frais de dossier en%	Commission engagement en %	Autres frais en %	Total des crédits concernés en millions	Total des charges en millions	Frais de dossier en %	Commission engagement en %	Autres frais en %
Etat et organismes assimilés	61582,1	279,4	42,5	55,9	1,6	66278,9	287,7	40,4	59,4	0,2
Particuliers	968543,0	8938,2	87,0	1,3	11,7	1044438,1	13855,4	89,1	1,0	9,9
Clientèle financière	16030,9	57,3	49,8	9,9	40,3	27697,2	112,9	82,3	4,8	12,9
Sociétés d'Etat et EPIC	86888,7	339,1	20,9	8,2	70,8	102615,6	2,1	0,0	97,1	2,9
Assurances-Caisses de retraite	5135,1	6,2	97,1	1,1	1,9	6773,4	30,1	67,3	7,7	25,0
Entreprises privées du secteur productif	2121802,1	4074,3	75,6	4,3	20,1	2356257,4	6618,1	79,0	6,7	14,3
Entreprises individuelles	383998,6	2168,7	88,1	7,0	4,9	550243,8	3178,9	79,2	5,9	15,0
Coopératives et groupements villageois	37648,2	364,7	89,1	0,3	10,6	88064,8	566,7	53,3	0,2	46,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	93182,3	330,4	83,3	0,7	16,0	38228,8	64,2	82,1	2,5	15,4
Personnels des banques	19730,4	181,2	98,6	0,5	0,9	29243,2	136,4	91,7	5,0	3,3
Total	3794541,3	16739,5	82,3	3,8	13,9	4309841,2	24946,4	83,7	3,8	12,4

Source : BCEAO

II. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE

2.1. Dossiers d'escomptes d'effets de commerce approuvés

Tableau 2.1.1 : Nombre de dossiers d'escomptes d'effets de commerce approuvés par le système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	261	189	44	14	12	520
Particuliers	563	115	602	51	127	1 458
Clientèle financière	1 222	13	26	10	10	1 281
Sociétés d'Etat et EPIC	392	642	518	143	25	1 720
Assurances-Caisses de retraite	1	4	4	1	3	13
Entreprises privées du secteur productif	10 852	11 935	10 042	3 706	4 332	40 867
Entreprises individuelles	1 319	3 147	2 707	854	874	8 901
Coopératives et groupements villageois	16	9	5	2	2	34
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12	10	12	2		36
Personnels des banques	1	1	2	1		5
Total	14 639	16 065	13 962	4 784	5 385	54 835

Source : BCEAO

Tableau 2.1.2 : Nombre de dossiers d'escomptes d'effets de commerce approuvés par le système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	493	330	9	2	4	837
Particuliers	729	92	85	33	36	974
Clientèle financière	1 019	255	37	21	41	1 373
Sociétés d'Etat et EPIC	318	536	530	102	9	1 396
Assurances-Caisses de retraite	45	6	4	3	30	88
Entreprises privées du secteur productif	11 568	15 326	12 444	4 392	2 652	46 356
Entreprises individuelles	3 223	4 496	3 969	1 270	1 780	14 707
Coopératives et groupements villageois	39	35	4	2		80
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4	7	5	1	3	19
Personnels des banques	4	8	1			13
Total	17 442	21 091	17 088	5 826	4 555	65 843

Source : BCEAO

2.2. Montants des effets de commerce escomptés

Tableau 2.2.1 : Montants des effets de commerce escomptés par le système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	5 757,0	3 959,0	1 784,4	858,3	279,5	12 638,2
Particuliers	3 597,8	1 426,0	5 312,0	2 085,5	2 935,9	15 357,1
Clientèle financière	1 806,7	349,2	2 523,5	1 373,1	106,8	6 159,4
Sociétés d'Etat et EPIC	45 352,6	22 894,7	8 440,2	1 470,7	337,9	78 496,1
Assurances-Caisses de retraite	7,0	22,2	29,2	7,0	20,9	86,2
Entreprises privées du secteur productif	231 890,3	287 412,7	257 845,3	109 487,8	133 733,3	1 020 369,3
Entreprises individuelles	18 377,3	41 811,9	47 233,3	27 071,0	12 308,0	146 801,5
Coopératives et groupements villageois	88,0	25,9	189,0	9,5	2,5	314,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	371,4	61,4	390,4	52,6		875,8
Personnels des banques	1,0	0,9	1,7	157,0		160,5
Total	307 249,1	357 963,9	323 749,0	142 572,4	149 724,6	1 281 259,0

Source : BCEAO

Tableau 2.2.2 : Montants des effets de commerce escomptés par le système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	10 404,9	7 557,3	143,9	55,9	49,8	18 211,8
Particuliers	8 988,9	1 537,0	6 458,0	704,9	963,5	18 652,4
Clientèle financière	3 051,2	6 098,3	2 088,2	325,0	5 072,3	16 634,9
Sociétés d'Etat et EPIC	13 858,3	12 204,8	7 122,7	1 598,5	425,2	35 209,5
Assurances-Caisses de retraite	98,8	6,3	39,2	40,8	344,6	529,7
Entreprises privées du secteur productif	244 616,6	279 549,4	263 763,8	124 995,1	155 100,1	1 068 025,0
Entreprises individuelles	35 189,3	61 768,1	56 570,0	24 084,9	15 627,6	193 239,9
Coopératives et groupements villageois	5 724,4	502,7	522,1	160,0		6 909,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	439,2	648,5	392,1	9,0	30,7	1 519,5
Personnels des banques	5,5	59,8	13,0			78,3
Total	322 377,1	369 932,2	337 113,1	151 974,0	177 613,8	1 359 010,3

Source : BCEAO

2.3. Taux d'escompte des effets de commerce

Tableau 2.3.1 : Taux moyens d'escompte des effets de commerce en 2011, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	7,23	8,26	8,53	7,72	8,31	7,79
Particuliers	11,20	11,65	11,43	8,60	7,76	10,31
Clientèle financière	4,46	10,43	6,84	7,13	11,10	6,48
Sociétés d'Etat et EPIC	7,24	7,93	8,84	10,02	9,96	7,68
Assurances-Caisses de retraite	15,25	14,42	13,57	15,25	15,25	14,47
Entreprises privées du secteur productif	8,96	8,60	9,08	8,76	8,30	8,78
Entreprises individuelles	8,95	9,49	9,71	9,52	8,62	9,43
Coopératives et groupements villageois	11,33	13,80	15,88	13,00	6,50	14,27
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,17	9,63	10,55	9,23		9,40
Personnels des banques	10,00	10,00	10,00	7,00		7,07
Total	8,67	8,67	9,19	8,89	8,33	8,79

Source : BCEAO

Tableau 2.3.2 : Taux moyens d'escompte des effets de commerce en 2012, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	7,04	7,03	11,37	11,76	9,00	7,09
Particuliers	10,74	10,56	11,96	11,72	11,42	11,22
Clientèle financière	6,20	7,57	7,30	9,93	8,36	7,57
Sociétés d'Etat et EPIC	5,92	9,03	9,93	9,54	11,72	8,04
Assurances-Caisses de retraite	2,51	4,63	10,09	9,50	9,49	8,17
Entreprises privées du secteur productif	8,52	8,92	9,03	8,23	7,79	8,61
Entreprises individuelles	7,63	9,70	9,66	9,45	9,06	9,23
Coopératives et groupements villageois	9,93	11,80	4,82	7,03		9,61
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,06	9,80	10,23	13,00	9,15	10,28
Personnels des banques		8,67	13,00			8,78
Total	8,33	9,00	9,20	8,46	7,95	8,69

Source : BCEAO

2.4. Charges payées par la clientèle sur les effets de commerce escomptés

Tableau 2.4.1 : Ratios moyens des agios payes sur les escomptes en 2011, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	0,41	2,44	1,75	2,67	3,32	1,73
Particuliers	0,09	0,75	1,61	1,36	2,33	0,79
Clientèle financière	0,13	0,51	0,59	0,74	0,17	0,54
Sociétés d'Etat et EPIC	0,62	0,98	1,48	2,31	4,28	0,86
Assurances-Caisses de retraite	0,26	1,38	0,29			0,66
Entreprises privées du secteur productif	0,64	0,79	1,04	1,28	1,12	0,92
Entreprises individuelles	0,79	1,51	2,02	1,97	2,26	1,77
Coopératives et groupements villageois	0,66	0,94	0,17			0,25
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,38		1,16	0,19	3,19	0,58
Personnels des banques						
Total	0,62	0,88	1,19	1,43	1,25	1,00

Source : BCEAO

Tableau 2.4.2 : Ratios moyens des agios payes sur les escomptes en 2012, selon la nature du déposant et la durée de l'effet

NATURE DU DEPOSANT	Moins de 30 jours	30 jours à moins de 60 jours	60 jours à moins de 90 jours	90 jours à moins de 120 jours	120 jours et plus	Total
Etat et organismes assimilés	2,73			0,20		1,78
Particuliers	0,06	1,35	2,82	1,21	0,41	0,99
Clientèle financière	0,13	0,21	0,25	0,27	0,12	0,15
Sociétés d'Etat et EPIC	0,54	1,07	1,03	1,84	5,01	1,06
Assurances-Caisses de retraite	0,73	1,44	2,28	1,59	0,38	1,46
Entreprises privées du secteur productif	0,37	0,66	0,74	0,94	1,92	0,90
Entreprises individuelles	1,31	1,69	2,06	2,48	0,93	1,78
Coopératives et groupements villageois	0,95	1,67	2,65	3,13	5,52	2,05
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,68	3,34	5,44	9,73	4,32	1,97
Personnels des banques	4,28	1,20	2,74			3,10
Total	0,52	1,02	1,16	1,35	1,80	1,12

Source : BCEAO

III. NOUVEAUX DEPOTS BANCAIRES

3.1. Nouveaux comptes de dépôt

Tableau 3.1.1 : Nombre de nouveaux comptes de dépôt ouverts par le système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et celle du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	Dépôt à terme	Epargne à régime spécial	Bon de caisse	Certificat de dépôt	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	1 191	7	1			1 199
Particuliers	20 225	27 683	30		42	47 980
Clientèle financière	495		3			498
Sociétés d'Etat et EPIC	633	2				635
Assurances-Caisses de retraite	1 257	6	235			1 498
Entreprises privées du secteur productif	5 379	7	43		5	5 434
Entreprises individuelles	2 018	22	146		5	2 191
Coopératives et groupements villageois	611		3			614
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1 979	5	32		2	2 018
Personnels des banques	907	5				912
Total	**34 695**	**27 737**	**493**		**54**	**62 979**

Source : BCEAO

Tableau 3.1.2 : Nombre de nouveaux comptes de dépôt ouverts par le système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et celle du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	Dépôt à terme	Épargne à régime spécial	Bon de caisse	Certificat de dépôt	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	956	174				1 130
Particuliers	22 630	30 935	2 769		108	56 442
Clientèle financière	707	1				708
Sociétés d'Etat et EPIC	766	1	1			768
Assurances-Caisses de retraite	1 364	24	159		9	1 556
Entreprises privées du secteur productif	7 246	416	33		7	7 702
Entreprises individuelles	1 999	13	169		1	2 182
Coopératives et groupements villageois	871	5	1			877
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1 979	10	48		4	2 041
Personnels des banques	1 155	14				1 169
Total	**39 673**	**31 593**	**3 180**		**129**	**74 575**

Source : BCEAO

Tableau 3.1.3 : Nombre de nouveaux comptes de dépôt ouverts par le système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et le terme du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	486	325	104	126	39	86	15	18	1 199
Particuliers	4 239	5 380	3 330	6 967	4 743	15 228	2 939	5 154	47 980
Clientèle financière	130	132	76	81	19	47	5	8	498
Sociétés d'Etat et EPIC	195	136	45	52	50	111	30	16	635
Assurances-Caisses de retraite	765	262	85	129	69	140	37	11	1 498
Entreprises privées du secteur productif	1 339	1 379	608	868	463	642	75	60	5 434
Entreprises individuelles	732	418	196	345	300	130	24	46	2 191
Coopératives et groupements villageois	164	146	91	74	49	63	21	6	614
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	648	555	389	220	95	61	29	21	2 018
Personnels des banques	377	406	44	38	28	10	8	1	912
Total	**9 075**	**9 139**	**4 968**	**8 900**	**5 855**	**16 518**	**3 183**	**5 341**	**62 979**

Source : BCEAO

Tableau 3.1.4 : Nombre de nouveaux comptes de dépôt ouverts par le système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et la durée du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	597	212	88	105	47	58	10	13	1 130
Particuliers	5 651	4 862	3 363	6 917	4 773	21 461	4 248	5 167	56 442
Clientèle financière	208	134	108	140	43	59	7	9	708
Sociétés d'Etat et EPIC	314	181	77	76	56	52	6	6	768
Assurances-Caisses de retraite	507	276	166	188	180	165	50	24	1 556
Entreprises privées du secteur productif	1 955	1 715	838	1 269	652	776	95	402	7 702
Entreprises individuelles	571	387	240	404	425	124	12	19	2 182
Coopératives et groupements villageois	208	279	98	153	75	47	12	5	877
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	542	502	464	266	133	90	31	13	2 041
Personnels des banques	533	401	56	54	33	84	1	7	1 169
Total	**11 086**	**8 949**	**5 498**	**9 572**	**6 417**	**22 916**	**4 472**	**5 665**	**74 575**

Source : BCEAO

3.2. Montants des dépôts à l'ouverture des comptes

Tableau 3.2.1 : Montants des dépôts à l'ouverture des comptes au niveau du système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et celle du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	Dépôt à terme	Epargne à régime spécial	Bon de caisse	Certificat de dépôt	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	451 123,2	538,5	83,0			451 744,6
Particuliers	848 858,3	16 642,8	1 800,7		1 352,6	868 654,5
Clientèle financière	451 486,5		2 300,0			453 786,5
Sociétés d'Etat et EPIC	492 638,7	1 143,4				493 782,2
Assurances-Caisses de retraite	345 732,3	6 415,0	20 530,2			372 677,4
Entreprises privées du secteur productif	1 364 022,1	3 285,0	30 571,7		102,0	1 397 980,9
Entreprises individuelles	118 965,5	99,5	85 946,4		8,3	205 019,6
Coopératives et groupements villageois	62 313,0		8,1			62 321,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	339 176,9	121,1	1 719,2		153,0	341 170,2
Personnels des banques	9 969,0	1,4				9 970,5
Total	**4 484 285,6**	**28 246,6**	**142 959,3**		**1 615,9**	**4 657 107,4**

Source : BCEAO

Tableau 3.2.2 : Montants des dépôts à l'ouverture des comptes au niveau du système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et celle du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	Dépôt à terme	Epargne à régime spécial	Bon de caisse	Certificat de dépôt	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	497 160,9	89,7				497 250,6
Particuliers	1 680 481,6	24 811,2	21 767,8		1 933,4	1 728 994,0
Clientèle financière	737 513,5	50,0				737 563,5
Sociétés d'Etat et EPIC	697 586,0	200,0	0,0			697 786,0
Assurances-Caisses de retraite	499 994,9	13 170,0	10 350,0		888,4	524 403,2
Entreprises privées du secteur productif	1 585 430,0	3 678,1	25 410,7		214,0	1 614 732,8
Entreprises individuelles	218 904,6	15,3	100 411,9		150,0	319 481,8
Coopératives et groupements villageois	117 118,3	73,5	2,7			117 194,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	292 134,9	741,0	3 762,2		99,3	296 737,4
Personnels des banques	18 494,5	21,4				18 515,9
Total	**6 344 819,1**	**42 850,2**	**161 705,3**		**3 285,1**	**6 552 659,7**

Source : BCEAO

Tableau 3.2.3 : Montants des dépôts à l'ouverture des comptes au niveau du système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et la durée du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	114 100,1	82 647,9	77 832,9	54 546,9	29 523,1	66 111,5	19 708,6	7 273,6	451 744,6
Particuliers	102 196,1	287 373,8	98 126,9	124 599,1	83 790,6	131 972,5	28 108,8	12 486,7	868 654,5
Clientèle financière	111 509,9	161 026,2	82 757,6	47 967,5	16 423,5	27 166,5	2 770,1	4 165,2	453 786,5
Sociétés d'Etat et EPIC	103 695,7	73 766,2	33 461,7	43 110,0	61 817,1	130 345,9	36 315,9	11 269,8	493 782,2
Assurances-Caisses de retraite	140 429,2	78 884,3	26 068,1	27 926,5	16 613,8	63 864,0	15 476,5	3 415,0	372 677,4
Entreprises privées du secteur productif	370 248,9	342 644,8	171 837,4	137 295,5	98 242,6	235 308,3	32 265,9	8 137,4	1 395 980,9
Entreprises individuelles	116 613,2	36 868,0	11 316,5	10 734,7	11 885,1	13 077,8	3 050,8	1 473,5	205 019,6
Coopératives et groupements villageois	8 662,0	6 568,5	26 530,0	4 382,5	2 639,2	10 812,3	1 551,1	1 175,6	62 321,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	83 975,4	145 687,4	38 655,5	23 514,2	17 008,0	21 040,5	10 728,7	560,4	341 170,2
Personnels des banques	6 723,7	1 838,4	594,8	391,6	231,8	114,0	75,7	0,4	9 970,5
Total	**1 158 154,3**	**1 217 305,5**	**567 181,3**	**474 468,4**	**338 174,8**	**699 813,3**	**150 052,2**	**49 957,5**	**4 655 107,4**

Source : BCEAO

Tableau 3.2.4 : Montants des dépôts à l'ouverture des comptes au niveau du système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et la durée du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	121 803,0	114 161,7	58 803,1	47 586,2	59 962,2	88 536,9	3 538,1	2 859,5	497 250,6
Particuliers	235 168,0	350 517,2	382 489,9	337 790,4	221 137,5	148 729,9	33 022,5	20 138,6	1 728 994,0
Clientèle financière	352 082,0	90 345,4	79 897,7	126 299,4	47 874,2	17 058,6	5 966,1	18 040,0	737 563,5
Sociétés d'Etat et EPIC	325 720,3	143 909,6	69 980,6	50 382,2	47 505,8	48 225,3	10 300,0	1 762,3	697 786,0
Assurances-Caisses de retraite	104 398,4	94 420,6	100 363,5	73 861,5	37 717,2	81 703,6	21 305,7	10 632,8	524 403,2
Entreprises privées du secteur productif	414 084,0	356 953,4	259 305,6	174 546,9	115 463,5	231 336,8	35 591,1	27 451,4	1 614 732,8
Entreprises individuelles	100 927,9	41 246,7	121 251,1	36 553,6	9 834,9	9 291,5	194,2	181,8	319 481,8
Coopératives et groupements villageois	20 490,0	19 109,2	14 594,0	42 284,0	14 586,2	4 043,1	888,0	1 200,0	117 194,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	70 244,4	82 195,5	43 408,3	15 694,7	58 960,4	22 417,0	3 249,0	568,0	296 737,4
Personnels des banques	12 734,8	2 267,7	858,8	711,5	249,1	714,0	961,5	18,5	18 515,9
Total	**1 757 652,9**	**1 295 127,0**	**1 130 952,5**	**905 710,4**	**613 291,0**	**652 056,6**	**115 016,4**	**82 852,9**	**6 552 659,7**

Source : BCEAO

3.3. Taux de rémunération des nouveaux dépôts

Tableau 3.3.1 : Taux moyens de rémunération des dépôts au niveau du système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et celle du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	Dépôt à terme	Epargne à régime spécial	Bon de caisse	Certificat de dépôt	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	5,22	5,82	4,75			5,22
Particuliers	4,84	3,71	5,00		5,52	4,82
Clientèle financière	5,53		4,33			5,52
Sociétés d'Etat et EPIC	5,35	5,21				5,35
Assurances-Caisses de retraite	5,51	6,64	6,21			5,57
Entreprises privées du secteur productif	5,43	5,82	4,84		1,37	5,42
Entreprises individuelles	4,49	2,93	5,68		2,16	4,99
Coopératives et groupements villageois	5,54		3,50			5,54
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,46	4,84	3,89		1,08	5,45
Personnels des banques	5,51	2,51				5,51
Total	**5,28**	**4,73**	**5,52**		**4,82**	**5,29**

Source : BCEAO

Tableau 3.3.2 : Taux moyens de rémunération des dépôts au niveau du système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et celle du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	Dépôt à terme	Epargne à régime spécial	Bon de caisse	Certificat de dépôt	Autres	Total
Etat et organismes assimilés	5,34	3,11				5,34
Particuliers	4,50	3,79	4,25		5,65	4,49
Clientèle financière	4,81	4,50				4,81
Sociétés d'Etat et EPIC	5,12	5,75				5,12
Assurances-Caisses de retraite	5,53	5,68	6,05		5,81	5,54
Entreprises privées du secteur productif	5,31	2,77	5,23		4,45	5,30
Entreprises individuelles	4,79	3,51	5,68		5,00	5,07
Coopératives et groupements villageois	5,54	2,11	3,50			5,53
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,53	5,91	4,49		4,36	5,52
Personnels des banques	5,12	3,50				5,12
Total	**5,03**	**4,32**	**5,41**		**5,54**	**5,04**

Source : BCEAO

Tableau 3.3.3 : Taux moyens de rémunération des dépôts au niveau du système bancaire en 2011, selon la nature du déposant et la durée du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	4,63	5,02	5,06	5,72	6,37	6,15	4,22	4,70	5,22
Particuliers	4,45	4,71	5,20	4,51	5,09	4,99	6,16	3,95	4,82
Clientèle financière	4,92	5,45	5,83	5,83	6,22	6,62	5,63	4,63	5,52
Sociétés d'Etat et EPIC	4,79	5,13	5,70	5,70	6,59	5,36	4,73	4,82	5,35
Assurances-Caisses de retraite	5,25	5,47	5,68	5,67	5,79	6,32	5,43	5,23	5,57
Entreprises privées du secteur productif	5,22	5,33	5,68	5,11	5,71	5,50	7,39	6,04	5,43
Entreprises individuelles	5,07	5,12	4,09	3,92	4,53	5,70	6,17	4,15	4,99
Coopératives et groupements villageois	5,21	4,66	5,83	5,45	5,02	5,81	5,13	5,73	5,54
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,29	5,56	5,10	4,31	5,64	6,43	6,77	4,18	5,45
Personnels des banques	5,28	6,58	4,96	4,93	6,00	5,93	5,41		5,51
Total	**5,02**	**5,19**	**5,47**	**5,12**	**5,75**	**5,59**	**5,77**	**4,79**	**5,29**

Source : BCEAO

Tableau 3.3.4 : Taux moyens de rémunération des dépôts au niveau du système bancaire en 2012, selon la nature du déposant et la durée du dépôt

NATURE DU DEPOSANT	inf ou égale à 1 mois	sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Etat et organismes assimilés	4,37	4,73	5,84	5,64	6,24	6,36	5,87	4,60	5,34
Particuliers	4,70	4,31	4,20	4,08	5,17	5,03	5,26	4,92	4,49
Clientèle financière	3,63	5,74	5,93	5,86	6,04	5,82	7,01	6,22	4,81
Sociétés d'Etat et EPIC	4,53	5,41	5,60	5,60	6,07	6,10	4,66	6,45	5,12
Assurances-Caisses de retraite	5,14	5,62	4,90	5,99	5,94	5,93	6,10	6,24	5,54
Entreprises privées du secteur productif	4,80	5,33	5,67	5,33	5,88	5,47	5,77	4,46	5,30
Entreprises individuelles	5,21	5,09	5,39	3,93	3,96	4,94	3,68	5,00	5,07
Coopératives et groupements villageois	5,20	4,93	5,26	5,96	5,93	5,50	4,92	4,90	5,53
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,38	5,60	5,38	4,58	5,63	6,23	6,49	4,05	5,52
Personnels des banques	4,81	6,27	5,59	4,66	5,79	6,09	5,49	5,71	5,12
Total	**4,54**	**5,07**	**5,08**	**4,98**	**5,64**	**5,62**	**5,66**	**5,24**	**5,04**

Source : BCEAO

Tableau 4.1 : Montants et taux d'intérêt moyens des découverts, selon la nature du bénéficiaire du découvert

	2011					**2012**				
NATURE DU débiteur	Nombre de découverts autorises	Montants maximums autorisés	Montants effectivement accordés	Soldes des comptes de découvert (en millions de FCFA)	Taux d'intérêt moyen (en %)	Nombre de découverts autorises	Montants maximums autorisés	Montants effectivement accordés	Soldes des comptes de découvert (en millions de FCFA)	Taux d'intérêt moyen (en %)
Etat et organismes assimilés	326	7 627,8	5 145,4	724,7	10,49	616	6 217,9	5 888,6	4 043,1	7,62
Particuliers	85 991	23 521,3	30 513,5	-9 333,7	11,78	97316	187 760,5	-116 737,7	-141 839,7	16,76
Clientèle financière	43	1 195,0	35 522,2	57,6	8,15	40	11 232,0	3 138,0	2 625,3	0,88
Sociétés d'Etat et EPIC	103	18 487,9	17 766,7	4 981,6	11,70	77	49 408,4	23 333,2	8 457,8	7,99
Assurances-Caisses de retraite	38	2 692,3	1 975,4	-1 056,2	8,62	44	4 729,8	517,0	-3 195,0	4,07
Entreprises privées du secteur productif	4 622	632 851,5	619 229,1	28 792,2	11,47	3464	1 068 074,4	606 970,1	-471 014,6	6,57
Entreprises individuelles	3 666	46 402,1	46 843,5	242 737,9	12,04	3400	317 894,0	-222 563,7	-175 470,6	5,35
Coopératives et groupements villageois	295	5 188,0	581 501,1	-1 260,5	11,12	234	17 974,9	6 788,3	3 673,6	5,27
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5 700	3 437,4	4 156,2	-6 947,1	12,05	8245	4 806,5	4 484,7	309,3	9,51
Personnels des banques	3 100	1 294,4	798,5	30 220,4	7,11	2599	6 620,1	-3 513,9	789,2	3,15
Total	**103 884**	**749 772,7**	**1 350 527,3**	**283 847,7**	**11,38**	**116 035**	**1 674 718,4**	**308 304,6**	**-771 621,5**	**7,46**

Source : BCEAO

VI. CONDITIONS GÉNÉRALES MOYENNES PAR BANQUE EN 2012

	2011			2012			Variation		
	Montant moyen par trimestre	Coût moyen par opération	Coût moyen en pourcentage du montant de l'opération	Montant moyen par trimestre	Coût moyen par opération	Coût moyen en pourcentage du montant de l'opération	Montant moyen par trimestre	Coût moyen par opération	Coût moyen en pourcentage du montant de l'opération
1. Dépôt minimum exigé lors de l'ouverture d'un compte, selon le type de compte									
Compte courant (entreprise)	765 625			778 325			-6,3		
Compte d'épargne	86 111			89 848			1,6		
Compte chèque (particulier)	169 615			168 333			-3,1		
2. Frais de tenue de compte (mensuels ou trimestriels, à préciser)									
2.1. Montant minimum exigé, selon le type de compte									
Compte courant	25 898			25 929			-2,4		
Compte d'épargne	8 233			2 263			-38,7		
Compte chèque	10 071			10 878			-1,4		
2.2. Montant minimum exigé, selon la nature du débiteur									
Etat et organismes assimilés	28 556		3,00%	38 667			9,2		-1,4
Particuliers	9 788		4,75%	12 083			-5,0		-2,3
Clientèle financière	26 682		3,00%	32 000			2,8		-1,4
Sociétés d'Etat et EPIC	24 417		3,00%	30 875		9,00%	5,8		3,0
Assurances et Caisses de retraite	25 667		3,00%	25 950		9,00%	2,1		3,0
Entreprises privées du secteur productif	28 762		3,50%	30 500			3,2		-1,6
Entreprises individuelles	22 846		3,50%	24 000			-2,5		-1,7
Coopératives et groupements villageois	21 292		3,50%	27 667			0,4		-1,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	21 036		3,50%	27 667			3,3		-1,7
Personnels des banques	11 833		3,50%	6 500			-7,1		-1,7
3. Commissions de mouvement de compte (mensuelles ou trimestrielles, à préciser)									
Compte courant	2 667		0,88%	6 875		6,88%	85,3	0,0	-2,3
Compte d'épargne	1 000		0,06%	1 000			-22,5		
Compte chèque	2 250		0,76%			2,50%	10,0	0,0	-1,8
4. Frais liés à l'utilisation d'une carte de retrait automatique (mensuels ou trimestriels, à préciser)									
4.1. Carte privative									
Retrait	7 965	224		2 375	338		-55,2	16,0	
Paiement		500		12 500			319,0	10,1	
4.2. Carte internationale									
Retrait	4 698	200	2,1%	2 267	200		-9,6	-0,2	
Paiement	6 360	349	2,5%		200		-20,8	-10,9	

ANNEXE 2 : EVOLUTION ANNUELLE DES CONDITIONS DE BANQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

1. UEMOA

1.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards FCFA)

Tableau 1.1.1. Par catégorie de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	66,3	64,0	76,6	218,2	136,7	182,5	215,3
Particuliers	255,8	369,7	511,4	543,7	711,0	767,3	1 072,3
Clientèle financière	33,8	12,5	29,9	46,7	27,9	54,7	48,3
Sociétés d'Etat et EPIC	183,6	149,2	183,2	193,8	209,4	153,4	242,0
Assurances-Caisses de retraite	6,8	6,2	12,0	6,5	6,9	5,5	9,1
Entreprises privées du secteur productif	1 977,2	2 271,3	2 837,2	2 978,4	3 393,6	3 796,3	4 159,4
Entreprises individuelles	526,7	535,0	819,8	950,7	1 085,5	842,7	1 222,0
Coopératives et groupements villageois	68,4	56,8	39,1	37,4	37,2	49,1	73,8
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,9	15,5	29,9	56,5	26,4	90,5	83,4
Personnels des banques	18,8	25,4	48,3	31,5	34,7	45,6	69,6
Total	**3 147,3**	**3 505,8**	**4 587,5**	**5 063,3**	**5 669,3**	**5 987,5**	**7 195,0**

Tableau 1.1.2. Par objet économique	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	61,1	78,0	75,4	70,7	78,8	80,4	122,8
Exportation	18,5	15,3	7,9	65,2	61,8	55,7	41,6
Equipement	350,1	377,2	419,5	507,9	507,9	690,4	724,8
Consommation	159,5	244,0	407,8	342,4	470,4	525,7	809,4
Trésorerie	2 335,1	2 441,9	3 239,3	3 646,3	3 992,8	3 859,8	4 612,6
Autres	223,1	349,4	437,5	430,8	557,6	775,4	883,9
Total	**3 147,3**	**3 505,8**	**4 587,5**	**5 063,3**	**5 669,3**	**5 987,5**	**7 195,0**

Tableau 1.1.3. Par durée	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	1 221,7	1 314,1	1 816,8	1 893,7	1 954,9	1 541,0	1 822,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	794,1	871,9	975,6	1 104,9	1 194,0	1 288,4	1 807,9
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	189,3	198,5	356,0	475,7	587,6	874,5	980,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	265,9	213,7	278,1	332,9	470,8	500,7	583,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	194,7	208,9	260,2	282,4	359,2	374,2	392,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	358,3	560,8	679,3	805,9	873,7	1 036,4	1 133,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	96,3	101,5	180,5	136,6	189,5	324,7	415,9
Plus de 10 ans	27,0	36,2	41,1	31,2	39,6	47,6	58,6
Total	**3 147,3**	**3 505,8**	**4 587,5**	**5 063,3**	**5 669,3**	**5 987,5**	**7 195,0**

1.2. TAUX DEBITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.2.1. Par catégorie de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	8,20	6,73	8,24	7,75	7,33	7,82	7,43
Particuliers	11,96	11,10	11,28	11,25	10,72	10,61	10,30
Clientèle financière	7,41	7,82	9,76	8,72	7,99	8,03	8,25
Sociétés d'Etat et EPIC	7,42	7,90	7,25	7,98	8,04	7,46	6,72
Assurances-Caisses de retraite	11,75	9,95	7,97	9,44	4,87	10,08	10,09
Entreprises privées du secteur productif	7,16	7,21	7,70	8,31	8,11	7,81	7,48
Entreprises individuelles	8,27	8,17	7,99	8,18	8,09	8,94	8,32
Coopératives et groupements villageois	9,92	9,94	9,68	9,68	9,48	8,09	8,52
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,66	10,02	9,46	10,04	9,42	9,11	7,35
Personnels des banques	3,48	2,83	3,76	3,09	3,07	4,30	3,97
Total	**7,83**	**7,82**	**8,14**	**8,57**	**8,39**	**8,32**	**8,00**
Hors personnel de banque	**7,86**	**7,86**	**8,19**	**8,60**	**8,42**	**8,35**	**8,04**

Tableau 1.2.2. Par objet économique	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	9,18	9,39	8,23	9,10	9,21	8,98	8,45
Exportation	9,69	8,08	9,38	8,82	8,92	8,82	7,99
Equipement	8,17	8,65	8,85	8,95	9,45	8,99	8,76
Consommation	12,47	11,32	11,12	11,41	10,96	10,60	10,09
Trésorerie	7,20	7,12	7,45	8,06	7,85	7,72	7,27
Autres	10,02	8,98	9,80	9,99	8,96	9,07	9,17
Total	**7,83**	**7,82**	**8,14**	**8,57**	**8,39**	**8,32**	**8,00**

Tableau 1.2.3. Par durée	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	6,27	6,30	6,73	7,26	7,13	6,93	6,82
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,40	7,26	7,97	8,11	7,71	7,33	6,67
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,84	9,44	8,79	9,95	9,44	8,89	8,64
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,75	10,08	9,71	9,45	9,14	9,74	9,35
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,84	10,27	9,95	10,87	10,41	9,84	9,66
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,31	9,79	10,29	10,12	10,15	9,85	9,92
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,68	9,36	9,36	9,60	8,97	8,75	8,96
Plus de 10 ans	7,42	5,24	5,99	7,64	6,65	6,76	6,03
Total	**7,83**	**7,82**	**8,14**	**8,57**	**8,39**	**8,32**	**8,00**

1.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 1.3.1. Répartition par débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	7,1	14,9	74,0	43,7	33,3	12,6	18,2
Particuliers	19,7	9,5	22,9	17,9	13,2	15,4	18,7
Clientèle financière	4,3	15,8	18,6	9,0	11,6	6,2	16,6
Sociétés d'Etat et EPIC	74,7	57,5	79,3	72,7	150,0	78,5	35,2
Assurances-Caisses de retraite	1,6	2,3	1,5	0,9	1,7	0,1	0,5
Entreprises privées du secteur productif	732,5	823,2	987,5	894,2	1014,1	1020,4	1068,0
Entreprises individuelles	141,3	128,5	186,1	193,7	204,6	146,8	193,2
Coopératives et groupements villageois	4,4	1,2	2,1	1,9	87,4	0,3	6,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	16,3	22,5	28,5	68,5	1,1	0,9	1,5
Personnels des banques	0,0		0,0	0,0	0,2	0,2	0,1
Total	**1002,1**	**1075,4**	**1400,5**	**1302,5**	**1517,3**	**1281,3**	**1359,0**

Tableau 1.3.2. Répartition par durée	2006,0	2007,0	2008,0	2009,0	2010,0	2011,0	
Moins de 30 jours	186,6	206,3	347,0	295,6	415,4	307,2	322,4
30 jours à moins de 60 jours	335,1	358,2	457,5	426,5	361,4	358,0	369,9
60 jours à moins de 90 jours	250,0	296,2	372,1	304,3	403,0	323,7	337,1
90 jours à moins de 120 jours	115,6	97,5	145,9	160,0	195,2	142,6	152,0
120 jours et plus	114,7	117,2	77,9	116,1	142,3	149,7	177,6
Total	**1002,1**	**1075,4**	**1400,5**	**1302,5**	**1517,3**	**1281,3**	**1359,0**

1.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyennes pondérées, en %)

Tableau 1.4.1. Taux d'escompte par débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	6,50	7,11	7,93	10,52	11,03	7,79	7,09
Particuliers	11,97	12,07	11,16	10,39	10,24	10,31	11,28
Clientèle financière	8,10	9,42	9,04	6,98	6,98	6,48	7,91
Sociétés d'Etat et EPIC	7,46	8,23	7,70	8,20	8,40	7,68	8,04
Assurances-Caisses de retraite	12,79	9,47	8,13	9,11	9,29	14,47	8,17
Entreprises privées du secteur productif	10,12	9,91	9,77	9,85	9,72	8,78	8,74
Entreprises individuelles	10,93	11,22	10,73	10,57	10,09	9,40	9,29
Coopératives et groupements villageois	12,24	11,86	12,52	12,74	9,03	14,27	9,62
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,40	10,80	8,91	8,56	10,23	9,40	10,28
Personnels des banques	2,72		2,55	2,50	7,00	7,07	8,78
Total	10,02	9,97	9,68	9,81	9,61	8,79	8,81

Tableau 1.4.2. Taux d'escompte par durée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	9,93	9,75	9,11	9,80	10,16	8,68	8,35
30 jours à moins de 60 jours	10,22	9,89	9,83	9,66	9,39	8,67	9,12
60 jours à moins de 90 jours	10,54	10,45	10,00	10,24	9,84	9,19	9,29
90 jours à moins de 120 jours	10,10	10,56	10,00	9,99	9,54	8,91	8,61
120 jours et plus	8,39	8,87	9,25	8,99	8,04	8,30	8,25
Total	10,02	9,97	9,68	9,81	9,61	8,79	8,81

1.3. DEPOTS A L'OUVERTURE DES COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 1.3.1. Par catégorie de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	261,2	304,0	281,8	493,2	456,5	451,7	497,3
Particuliers	684,6	562,5	690,0	745,2	807,3	868,7	1 729,0
Clientèle financière	270,3	300,7	330,4	206,6	301,3	453,8	737,6
Sociétés d'Etat et EPIC	256,8	289,7	386,4	408,0	440,6	493,8	697,8
Assurances-Caisses de retraite	297,9	268,2	319,4	343,0	417,0	372,7	524,4
Entreprises privées du secteur productif	851,7	748,5	953,6	1 105,2	1 334,4	1 398,0	1 614,7
Entreprises individuelles	125,2	134,9	167,0	185,1	286,9	205,0	319,5
Coopératives et groupements villageois	37,7	42,3	99,2	49,2	70,9	62,3	117,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	187,9	158,7	201,4	215,2	223,9	341,2	296,7
Personnels des banques	6,9	5,0	10,5	8,4	19,1	10,0	18,5
Total	**2 980,1**	**2 814,4**	**3 439,6**	**3 759,1**	**4 357,9**	**4 657,1**	**6 552,7**

Tableau 1.3.2. Par objet économique	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	2 694,4	2 712,7	3 332,4	3 665,9	4 134,1	4 484,3	6 344,8
Epargne à régime spécial	214,7	47,4	23,9	30,4	30,6	28,2	42,9
Bon de caisse	61,2	44,3	53,6	56,6	177,7	143,0	161,7
Certificat de dépôt	3,2	2,7	4,1	0,0	0,2		
Autres	6,5	7,3	25,5	6,2	15,3	1,6	3,3
Total	**2 980,0**	**2 814,4**	**3 439,6**	**3 759,1**	**4 357,9**	**4 657,1**	**6 552,7**

1.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES (milliards FCFA)

Tableau 1.3.3. Par durée	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	935,8	850,2	986,2	992,9	1 323,5	1 158,2	1 757,7
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	764,3	784,1	814,4	791,6	1 078,6	1 219,3	1 295,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	307,1	266,2	347,6	413,8	444,2	567,2	1 131,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	358,1	331,8	372,2	475,3	468,0	474,5	905,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	119,5	127,8	157,6	234,1	225,3	338,2	613,3
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	447,5	318,3	556,5	589,9	639,6	699,8	652,1
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,1	24,0	36,8	51,9	83,4	150,1	115,0
Non déterminée	36,6	111,9	168,1	209,5	95,2	50,0	82,9
Total	**2 980,0**	**2 814,4**	**3 439,6**	**3 759,1**	**4 357,9**	**4 657,1**	**6 552,7**

1.4. TAUX CREDITEURS MOYENS (en %)

Tableau 1.4.1. Par catégorie de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	4,97	4,99	4,92	4,94	5,09	5,26	5,34
Particuliers	4,18	4,37	4,73	4,77	4,71	4,82	4,49
Clientèle financière	5,14	5,00	5,61	5,69	5,42	5,52	4,81
Sociétés d'Etat et EPIC	5,17	4,89	5,13	5,15	5,16	5,31	5,12
Assurances-Caisses de retraite	5,39	5,49	5,46	5,52	5,48	5,57	5,54
Entreprises privées du secteur productif	4,80	4,83	4,99	5,14	5,19	5,42	5,30
Entreprises individuelles	4,41	4,35	4,61	4,77	5,11	4,99	5,07
Coopératives et groupements villageois	4,64	5,07	5,53	5,44	5,73	5,54	5,53
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,10	4,34	4,91	5,24	5,24	5,45	5,52
Personnels des banques	4,62	5,66	5,41	5,30	5,04	5,51	5,12
Total	4,73	4,80	5,05	5,10	5,14	5,29	5,04

Tableau 1.4.2. Par objet économique	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,82	4,81	5,05	5,10	5,12	5,28	5,03
Epargne à régime spécial	3,51	3,54	4,87	5,08	4,75	4,73	4,32
Bon de caisse	5,00	5,37	5,40	5,34	5,74	5,52	5,41
Certificat de dépôt	4,34	4,00	3,47	3,50	4,88		
Autres	4,41	4,96	4,15	3,49	4,14	4,82	5,54
Total	4,73	4,80	5,05	5,10	5,14	5,29	5,04

Tableau 1.4.3. Par durée	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,61	4,84	4,93	5,00	5,00	5,02	4,56
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,78	4,76	5,04	5,08	5,07	5,17	5,06
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,54	4,75	5,10	4,96	5,12	5,47	5,07
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,90	4,74	4,92	5,09	5,14	5,12	4,96
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,47	5,01	5,21	5,20	5,31	5,75	5,64
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,70	4,76	5,25	5,42	5,47	5,60	5,62
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	4,95	5,11	5,21	5,42	5,62	5,77	5,66
Non déterminée	4,80	4,84	5,11	4,78	4,79	4,79	5,24
Total	4,73	4,80	5,05	5,10	5,14	5,29	5,04

2. BENIN

2.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 2.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	4,1	0,7	19,8	23,6	11,1	10,5	42,2
Particuliers	17,1	30,8	52,7	35,7	39,0	52,6	48,2
Clientèle financière	9,1	1,3	12,4	8,9	5,0	8,5	3,6
Sociétés d'Etat et EPIC	21,7	21,7	2,7	10,9	17,4	10,1	31,1
Assurances-Caisses de retraite	0,2	2,0	0,2	2,6	0,2	0,0	1,9
Entreprises privées du secteur productif	129,7	145,4	222,5	374,1	351,2	428,4	465,2
Entreprises individuelles	11,2	17,3	21,7	39,3	44,6	58,4	93,9
Coopératives et groupements villageois	1,4	2,0	1,4	1,8	1,5	2,4	1,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,0	6,0	17,8	19,8	6,7	5,2	4,2
Personnels des banques	1,0	1,8	2,1	2,4	2,3	4,0	6,3
Total	**198,5**	**229,1**	**353,1**	**519,1**	**478,9**	**580,1**	**698,0**

Tableau 2.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	3,3	1,6	0,7	1,2	8,5	5,0	4,1
Exportation	3,1	0,5	0,3	30,7	0,6	0,7	7,7
Equipement	9,0	35,5	34,0	74,6	66,2	115,7	146,0
Consommation	15,6	32,5	71,8	34,8	17,4	25,0	29,6
Trésorerie	99,4	133,8	195,3	312,2	326,1	332,7	417,5
Autres	68,2	25,2	51,0	65,6	60,2	101,0	93,1
Total	**198,5**	**229,1**	**353,1**	**519,1**	**478,9**	**580,1**	**698,0**

Tableau 2.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	38,1	21,1	19,7	42,0	71,2	64,9	95,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	29,8	67,8	94,7	113,6	114,6	135,0	183,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	21,3	33,4	58,2	122,7	89,7	102,0	152,4
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	22,5	30,5	41,7	47,1	56,1	74,1	83,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	33,0	16,7	31,6	64,3	56,9	65,2	55,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	33,8	46,4	62,5	92,0	69,5	96,2	87,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	18,5	11,7	43,1	36,4	19,4	36,8	38,8
Plus de 10 ans	1,5	1,5	1,6	1,0	1,4	6,0	1,4
Total	**198,5**	**229,1**	**353,1**	**519,1**	**478,9**	**580,1**	**698,0**

2.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	8,04	7,00	7,56	8,33	9,64	7,75	7,10
Particuliers	10,72	10,76	11,14	11,01	10,53	10,17	10,09
Clientèle financière	7,40	7,74	11,46	7,82	8,37	5,53	7,71
Sociétés d'Etat et EPIC	7,50	8,22	7,74	8,73	8,22	8,55	8,45
Assurances-Caisses de retraite	9,03	7,78	11,69	10,16	14,00	13,84	9,69
Entreprises privées du secteur productif	9,66	10,80	11,84	11,66	11,70	8,97	8,67
Entreprises individuelles	11,82	12,47	13,17	12,45	12,82	11,17	9,98
Coopératives et groupements villageois	8,13	10,56	10,96	9,82	8,67	8,35	7,18
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	9,95	9,60	9,41	10,03	8,30	8,54	8,52
Personnels des banques	2,58	2,45	2,54	2,15	1,97	4,43	6,43
Total	**9,46**	**10,52**	**11,35**	**11,27**	**11,40**	**9,18**	**8,81**

Tableau 2.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	10,86	10,23	10,15	10,14	11,00	9,71	8,98
Exportation	9,62	11,26	12,83	8,24	11,98	10,84	7,79
Equipement	10,25	9,55	10,82	10,27	10,27	9,03	8,72
Consommation	10,00	10,32	10,55	10,39	9,86	9,06	9,52
Trésorerie	9,30	10,92	12,26	12,43	12,31	9,31	8,83
Autres	9,38	10,05	9,36	8,81	8,19	8,92	8,74
Total	**9,46**	**10,52**	**11,35**	**11,27**	**11,40**	**9,18**	**8,81**

Tableau 2.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	9,80	10,49	11,99	11,28	12,23	8,97	8,58
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	9,79	10,82	11,40	11,33	11,95	8,61	8,53
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,03	9,99	12,64	11,57	12,02	9,25	8,85
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,62	10,79	9,91	10,11	9,55	9,89	9,23
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,48	10,74	11,17	11,96	11,37	9,99	9,13
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,78	10,27	11,17	10,98	10,80	9,64	9,21
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,53	10,44	11,11	11,20	10,07	8,29	8,43
Plus de 10 ans	9,29	9,69	8,17	7,85	6,62	3,83	4,62
Total	**9,46**	**10,52**	**11,35**	**11,27**	**11,40**	**9,18**	**8,81**

2.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 2.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,8		0,1			2,2	
Particuliers		0,3	0,1	0,5	0,2	0,2	0,8
Clientèle financière	0,0	7,2	0,8			0,1	0,0
Sociétés d'Etat et EPIC	2,5	1,4	0,0	4,4	0,1	0,1	0,0
Assurances-Caisses de retraite			0,1	0,7			
Entreprises privées du secteur productif	22,4	32,1	55,8	33,9	32,9	50,9	55,2
Entreprises individuelles	14,3	12,5	16,3	26,2	36,0	23,4	14,0
Coopératives et groupements villageois							
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,2		0,3	0,5	0,1	0,1	
Personnel des banques							
Total	**40,26**	**53,45**	**73,56**	**66,16**	**69,39**	**77,05**	**70,03**

Tableau 2.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
Moins de 30 jours	5,3	10,2	8,4	8,0	5,6	8,0	11,0
30 jours à moins de 60 jours	9,5	11,5	30,1	22,1	20,8	24,8	24,8
60 jours à moins de 90 jours	10,6	11,6	26,8	17,7	23,1	30,1	23,2
90 jours à moins de 120 jours	8,2	7,6	6,6	14,0	14,7	6,9	8,0
120 jours et plus	6,6	12,4	1,6	4,5	5,2	7,2	3,0
Total	**40,26**	**53,45**	**73,56**	**66,16**	**69,39**	**77,05**	**70,03**

2.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	8,00		11,00			6,91	
Particuliers		10,71	11,05	9,36	8,50	7,54	9,33
Clientèle financière	12,00	11,00	11,00			7,37	9,00
Sociétés d'Etat et EPIC	7,39	8,00	11,47	8,15	12,00	9,00	12,00
Assurances-Caisses de retraite			11,00	8,13			
Entreprises privées du secteur productif	8,53	9,57	9,63	9,48	9,91	7,65	7,44
Entreprises individuelles	9,39	10,22	10,44	10,97	10,52	10,14	9,61
Coopératives et groupements villageois							
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,46		10,67	10,60	9,86	9,50	
Personnel des banques							
Total	**8,77**	**9,88**	**9,83**	**9,97**	**10,22**	**8,39**	**7,90**

Tableau 2.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	8,26	9,59	9,59	9,83	10,20	8,86	8,11
30 jours à moins de 60 jours	9,24	9,50	9,83	9,69	10,15	7,53	8,07
60 jours à moins de 90 jours	9,33	10,03	9,69	10,24	10,19	8,76	8,59
90 jours à moins de 120 jours	8,67	10,21	10,32	10,09	10,36	9,49	5,04
120 jours et plus	7,76	10,11	11,39	10,22	10,33	8,19	8,03
Total	**8,77**	**9,88**	**9,83**	**9,97**	**10,22**	**8,39**	**7,90**

2.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 2.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	47,3	94,1	40,1	76,6	68,3	96,7	118,3
Particuliers	62,8	59,3	48,6	71,7	52,0	70,9	297,9
Clientèle financière	28,8	75,4	49,2	44,2	22,5	40,8	17,5
Sociétés d'Etat et EPIC	30,5	47,4	69,6	76,2	54,5	85,3	94,6
Assurances-Caisses de retraite	18,8	14,3	21,0	50,5	33,3	28,4	46,8
Entreprises privées du secteur productif	76,0	100,5	59,4	168,5	110,8	142,5	132,4
Entreprises individuelles	2,6	1,2	2,7	9,6	1,8	11,6	13,1
Coopératives et groupements villageois	2,1	4,6	2,4	4,5	5,6	3,1	4,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,7	9,1	11,2	28,3	15,6	14,5	14,3
Personnel des banques	0,0	0,1	0,8	0,3	6,8	0,5	1,4
Total	**275,78**	**405,99**	**305,12**	**530,43**	**371,13**	**494,45**	**740,62**

Tableau 2.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
Dépôt à terme	274,9	405,0	302,6	528,6	357,8	491,5	717,0
Epargne à régime spécial	0,7	0,5	0,9	0,7	3,6	0,6	0,4
Bon de caisse	0,1		0,1			1,0	20,5
Certificat de dépôt		0,1	0,0				
Autres	0,1	0,4	1,5	1,2	9,7	1,3	2,7
Total	**275,78**	**405,99**	**305,12**	**530,43**	**371,13**	**494,45**	**740,62**

2.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 2.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	71,2	73,7	45,8	99,4	61,5	54,4	93,8
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	96,9	140,7	72,7	81,4	70,7	89,0	216,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	40,8	27,1	51,3	78,5	76,3	97,3	136,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	46,2	73,4	48,5	101,9	55,1	53,4	15,1
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	2,8	16,0	23,1	59,5	45,6	69,2	17,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	13,8	46,5	35,9	84,8	56,0	123,0	740,6
sup à 5 et inf à 10 ans				9,0	5,5	7,7	
Sup à 10 ans ou non déterminée	4,1	28,7	27,8	16,0	0,5	0,5	
Total	**275,78**	**405,99**	**305,12**	**530,43**	**371,13**	**494,45**	**740,62**

2.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 2.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	4,29	5,25	5,75	5,10	5,19	6,27	6,38
Particuliers	4,49	4,04	3,67	3,81	3,94	5,39	4,95
Clientèle financière	5,32	4,84	5,95	5,75	5,82	6,25	6,74
Sociétés d'Etat et EPIC	5,60	5,99	5,79	5,50	5,87	6,63	6,69
Assurances-Caisses de retraite	5,85	5,64	5,38	5,50	5,50	6,40	6,71
Entreprises privées du secteur productif	4,97	4,93	4,37	4,74	4,64	6,08	5,53
Entreprises individuelles	4,17	3,82	4,17	4,91	4,79	6,40	4,19
Coopératives et groupements villageois	5,47	4,98	4,98	5,35	5,56	6,64	6,33
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,79	4,02	4,22	4,45	4,71	6,18	6,40
Personnel des banques	4,15	4,05	4,53	4,68	5,02	5,32	5,40
Total	**4,88**	**4,99**	**5,09**	**4,93**	**5,00**	**6,16**	**5,68**

Tableau 2.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,88	4,99	5,09	4,92	5,00	6,16	5,72
Epargne à régime spécial	3,51	4,01	4,29	4,04	4,29	3,62	3,66
Bon de caisse	3,23		3,94			6,38	4,27
Certificat de dépôt		3,86	3,94				
Autres	4,80	5,18	5,91	5,60	5,04	5,56	5,67
Total	**4,88**	**4,99**	**5,09**	**4,93**	**5,00**	**6,16**	**5,68**

Tableau 2.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,45	5,10	5,74	5,20	5,69	5,83	2,47
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,82	5,44	5,21	4,93	5,01	5,87	1,64
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,00	4,72	5,05	4,69	4,77	6,11	6,34
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,62	5,09	5,10	4,85	4,70	6,09	34,29
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,91	5,61	4,48	4,38	4,79	6,34	69,87
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,53	3,44	4,70	5,22	5,06	6,54	1,13
sup ou égale à 10 ans				4,77	4,37	5,43	
Non déterminée	5,19	4,62	4,72	5,36	5,98	5,84	
Total	**4,88**	**4,99**	**5,09**	**4,93**	**5,00**	**6,16**	**5,68**

3. BURKINA

3.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 3.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés			1,5	16,9	25,4	36,1	21,3
Particuliers	40,8	38,2	48,2	63,8	74,0	82,6	131,7
Clientèle financière	1,5	0,4	2,0	3,8	0,4	0,2	0,1
Sociétés d'Etat et EPIC	10,8	20,2	33,1	41,3	40,4	7,4	36,1
Assurances-Caisses de retraite		0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées du secteur productif	73,0	95,0	172,6	204,9	400,5	607,8	570,2
Entreprises individuelles	19,4	23,6	38,9	63,2	98,2	155,7	151,4
Coopératives et groupements villageois	2,5	2,6	2,0	2,8	3,1	0,4	0,9
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,0	0,2	0,6	3,8	6,2	6,4	7,4
Personnels des banques	3,6	4,5	15,8	7,0	8,9	3,7	5,9
Total	**152,7**	**184,7**	**314,7**	**407,5**	**657,1**	**900,3**	**924,9**

Tableau 3.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	10,5	8,4	17,7	8,4	7,2	5,5	11,9
Exportation	7,1	3,5	2,2	8,9	30,8	13,2	7,9
Equipement	32,1	62,0	39,8	32,8	38,2	69,4	69,2
Consommation	27,8	24,3	30,1	48,1	65,0	67,6	99,9
Trésorerie	63,3	66,0	164,6	249,5	374,8	540,2	503,1
Autres	11,9	20,5	60,4	59,9	141,1	204,3	232,9
Total	**152,7**	**184,7**	**314,7**	**407,5**	**657,1**	**900,3**	**924,9**

Tableau 3.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	9,9	15,8	39,8	95,4	169,2	278,7	265,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	22,9	40,1	85,7	86,5	104,1	176,2	134,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,9	5,7	26,7	51,6	128,9	122,0	147,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	32,1	19,2	35,0	52,1	51,0	74,3	108,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	18,0	22,1	34,2	30,9	74,3	72,5	68,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	40,4	70,1	66,4	76,5	103,4	126,6	146,3
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	12,6	5,4	13,3	9,9	25,3	44,3	49,9
Plus de 10 ans	7,8	6,4	13,6	4,6	0,9	5,7	4,2
Total	**152,7**	**184,7**	**314,7**	**407,5**	**657,1**	**900,3**	**924,9**

3.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés			8,0	8,2	8,4	8,6	8,3
Particuliers	12,6	11,7	11,5	11,2	10,6	10,5	10,3
Clientèle financière	8,4	8,3	9,3	9,4	7,2	9,1	10,8
Sociétés d'Etat et EPIC	9,2	7,5	6,4	7,3	6,6	5,4	7,3
Assurances-Caisses de retraite		12,0	9,3	12,5	12,5	10,0	9,8
Entreprises privées du secteur productif	8,9	8,2	8,5	9,4	9,3	9,2	9,2
Entreprises individuelles	11,5	10,6	10,6	10,9	10,8	10,4	10,5
Coopératives et groupements villageois	12,9	12,9	12,8	12,3	8,9	11,9	8,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,1	11,7	10,0	8,6	9,1	9,7	9,6
Personnels des banques	3,0	2,2	3,7	3,2	3,1	2,4	3,4
Total	**10,2**	**9,1**	**8,8**	**9,6**	**9,4**	**9,4**	**9,4**

Tableau 3.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	10,9	10,0	6,3	9,0	9,3	10,2	9,1
Exportation	9,4	9,2	9,0	9,1	8,8	9,2	9,1
Equipement	9,8	8,8	8,1	9,7	9,6	9,9	9,8
Consommation	12,3	11,3	11,5	10,9	9,9	10,1	10,2
Trésorerie	9,5	8,4	8,9	9,3	9,5	9,4	9,3
Autres	10,0	9,1	8,4	9,7	8,8	9,0	9,2
Total	10,19	9,09	8,79	9,55	9,38	9,43	9,42

Tableau 3.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	10,6	8,5	9,7	10,3	9,8	10,0	10,1
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	8,6	7,6	7,8	8,2	9,1	8,5	8,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,8	11,2	10,0	8,9	8,9	8,9	8,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,5	11,3	9,7	10,2	9,7	9,9	9,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,4	9,3	9,0	10,3	9,1	9,3	9,2
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,6	9,5	9,8	10,1	9,7	9,9	9,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,6	8,2	7,1	8,9	8,5	9,2	10,5
Plus de 10 ans	7,6	6,7	3,9	8,4	4,4	10,6	6,7
Total	10,19	9,09	8,79	9,55	9,38	9,43	9,42

3.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 3.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,0				4,1		
Particuliers	1,9	0,8	0,7	1,9	0,3	2,6	5,3
Clientèle financière	0,0	0,2	0,0		0,2		
Sociétés d'Etat et EPIC	0,4	0,0		0,4	0,0		1,1
Assurances-Caisses de retraite	0,1	0,0	0,1		0,0	0,0	
Entreprises privées du secteur productif	35,1	63,4	80,1	80,9	112,4	188,9	143,6
Entreprises individuelles	20,6	11,2	14,6	13,5	9,7	4,6	5,3
Coopératives et groupements villageois	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0		0,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	1,9	8,2	0,0	0,1	0,0	0,0
Personnels des banques	0,0			0,0			
Total	58,2	77,5	103,7	96,8	126,9	196,2	155,4

Tableau 3.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	10,8	12,9	8,9	5,4	12,7	7,8	14,8
30 jours à moins de 60 jours	17,9	22,0	35,0	34,2	44,9	76,0	33,3
60 jours à moins de 90 jours	15,7	25,2	28,4	25,9	35,0	74,9	55,2
90 jours à moins de 120 jours	4,8	7,9	18,3	22,1	14,2	16,8	11,4
120 jours et plus	9,0	9,5	13,1	9,1	20,1	20,7	40,8
Total	58,2	77,5	103,7	96,8	126,9	196,2	155,4

3.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	12,3				8,8		
Particuliers	12,6	10,8	10,9	9,9	11,3	12,9	12,9
Clientèle financière	12,2	13,1	11,8		8,9		
Sociétés d'Etat et EPIC	11,0	10,0		8,9	12,5		6,8
Assurances-Caisses de retraite	12,3	10,6	16,7		12,7	14,0	
Entreprises privées du secteur productif	10,5	9,9	9,0	8,7	8,7	8,1	8,4
Entreprises individuelles	10,4	11,4	9,7	10,4	10,5	11,8	10,6
Coopératives et groupements villageois	14,0	12,5	7,3	11,4	17,4		7,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12,3	7,2	10,1	13,6	9,6	8,8	12,5
Personnels des banques	2,3			2,5			
Total	10,56	10,09	9,18	8,97	8,82	8,22	8,65

Tableau 3.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	11,6	9,7	9,4	10,1	9,2	9,2	9,4
30 jours à moins de 60 jours	10,7	10,5	9,2	8,4	8,4	7,9	8,7
60 jours à moins de 90 jours	11,0	10,2	9,2	9,5	9,2	8,5	8,9
90 jours à moins de 120 jours	11,7	10,6	8,9	8,7	9,0	8,8	9,2
120 jours et plus	7,5	8,9	9,5	9,6	8,7	7,6	7,9
Total	10,56	10,09	9,18	8,97	8,82	8,22	8,65

3.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	91,9	84,9	71,0	152,7	100,7	62,1	107,7
Particuliers	62,2	61,9	82,3	89,7	131,8	90,6	672,3
Clientèle financière	13,9	18,5	19,5	34,3	47,4	200,7	474,0
Sociétés d'Etat et EPIC	38,6	48,3	71,8	106,6	49,9	56,6	23,7
Assurances-Caisses de retraite	39,7	16,7	53,6	37,8	61,1	35,5	54,1
Entreprises privées du secteur productif	120,9	89,7	128,5	117,8	239,3	379,1	216,9
Entreprises individuelles	28,1	19,7	14,8	13,4	28,2	13,5	9,7
Coopératives et groupements villageois	13,3	13,7	53,4	22,2	42,8	38,2	52,3
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	85,4	87,9	111,2	73,9	100,8	79,4	96,1
Personnels des banques	0,3	0,1	0,1	0,6	0,7	0,8	0,6
Total	494,4	441,4	606,3	649,0	802,8	956,4	1707,5

Tableau 3.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	494,3	441,0	605,4	648,7	802,8	956,4	1 707,2
Epargne à régime spécial			0,9	0,3			0,2
Bon de caisse	0,1	0,4					
Certificat de dépôt							
Autres							0,1
Total	494,4	441,4	606,3	649,0	802,8	956,4	1707,5

3.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 3.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	174,0	147,3	205,4	165,3	215,0	204,5	405,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	121,0	121,2	126,2	79,9	168,9	146,3	300,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	49,7	59,0	66,0	41,3	60,7	74,2	285,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	90,8	67,3	85,7	144,6	123,3	72,1	358,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	35,8	31,4	24,3	65,5	62,1	89,6	213,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	23,1	15,2	62,0	152,3	172,8	157,1	119,8
sup ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,0
Non déterminée	0,0	0,0	36,7	0,0	0,0	0,0	0,1
Total	494,4	441,4	606,3	649,0	802,8	743,7	1707,5

3.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 3.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	5,3	5,3	4,7	5,5	5,6	5,6	5,8
Particuliers	3,9	4,2	4,4	4,6	4,4	4,6	3,7
Clientèle financière	5,4	5,6	5,3	5,7	5,8	5,5	4,3
Sociétés d'Etat et EPIC	5,4	5,2	5,3	5,5	5,7	6,2	6,0
Assurances-Caisses de retraite	5,4	5,7	6,1	6,1	6,2	5,9	6,0
Entreprises privées du secteur productif	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	6,0	5,9
Entreprises individuelles	5,0	5,0	4,3	4,3	5,9	4,2	4,2
Coopératives et groupements villageois	3,5	4,8	5,9	6,0	6,2	5,7	6,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,0	4,4	5,1	5,5	5,8	5,2	5,7
Personnels des banques	4,2	3,4	3,8	4,2	4,6	4,9	4,8
Total	4,94	5,02	5,26	5,48	5,56	5,62	4,57

Tableau 3.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,9	5,0	5,3	5,5	5,6	5,6	4,6
Epargne à régime spécial			5,8	4,6			3,5
Bon de caisse	3,8	3,6					
Certificat de dépôt							
Autres							3,5
Total	4,94	5,02	5,26	5,48	5,56	5,62	4,57

Tableau 3.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,6	5,0	5,2	5,2	5,5	5,2	3,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,7	4,6	5,0	4,9	5,0	5,4	4,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,5	4,9	5,1	4,8	5,2	5,4	4,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,3	5,3	5,2	5,7	5,7	5,5	4,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	6,1	6,0	5,6	6,0	6,1	6,4	6,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	6,2	5,8	5,9	5,9	6,0	6,1	6,1
sup ou égale à 10 ans						6,2	5,8
Non déterminée			5,1			4,2	3,8
Total	4,94	5,02	5,26	5,48	5,56	5,62	4,57

4. COTE D'IVOIRE

4.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 4.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	12,9	23,6	29,0	41,1	46,4	69,1	87,9
Particuliers	51,5	80,0	84,7	100,3	157,0	125,3	249,9
Clientèle financière	11,8	3,1	1,8	14,7	8,5	7,0	25,1
Sociétés d'Etat et EPIC	9,5	35,8	72,4	72,6	81,0	41,7	66,1
Assurances-Caisses de retraite	4,6	2,4	11,4	1,6	1,2	3,0	2,3
Entreprises privées du secteur productif	659,4	864,2	1 211,8	913,3	884,9	615,3	1 014,2
Entreprises individuelles	404,3	387,7	621,0	691,9	748,2	384,1	674,1
Coopératives et groupements villageois	5,4	3,9	1,3	0,8	0,9	2,7	16,4
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,1	0,3	6,5	16,6	5,4	4,5	3,0
Personnels des banques	4,8	9,8	17,5	6,0	6,8	8,5	19,7
Total	1 164,5	1 410,8	2 057,3	1 858,9	1 940,2	1261,29	2158,62

Tableau 4.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	5,0	6,5	6,6	8,1	12,1	6,2	16,4
Exportation	6,9	11,0	4,2	25,4	26,2	28,4	21,1
Equipement	27,5	56,3	105,6	70,9	81,4	78,7	153,9
Consommation	40,9	70,7	100,8	96,0	145,2	109,8	251,8
Trésorerie	990,9	1 095,9	1 671,6	1 551,0	1 573,7	919,3	1 611,0
Autres	93,2	170,3	168,5	107,6	101,6	119,0	104,4
Total	1 164,5	1 410,8	2 057,3	1 858,9	1 940,2	1261,29	2158,62

Tableau 4.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	531,0	739,1	1 266,0	1 097,1	928,1	385,7	575,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	397,6	379,8	395,4	411,9	571,0	415,5	848,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	31,2	10,8	42,9	35,8	41,1	82,0	197,9
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	57,1	45,4	36,6	30,4	50,8	42,8	38,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	51,6	42,1	72,7	65,2	71,9	67,8	91,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	87,4	174,9	196,0	197,9	224,4	225,1	282,8
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,4	8,1	40,3	16,2	36,3	38,2	116,3
Plus de 10 ans	3,2	10,6	7,4	4,6	16,5	4,1	7,1
Total	1 164,5	1 410,8	2 057,3	1 858,9	1 940,2	1261,29	2158,62

4.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	8,66	9,77	8,62	9,57	7,39	7,4	7,1
Particuliers	13,44	11,70	13,16	13,11	12,59	12,3	11,7
Clientèle financière	9,50	6,03	7,17	8,27	8,31	7,9	7,8
Sociétés d'Etat et EPIC	10,43	7,75	7,15	8,79	9,31	7,7	7,1
Assurances-Caisses de retraite	11,85	11,86	11,33	11,18	11,18	10,2	10,6
Entreprises privées du secteur productif	7,69	6,63	6,90	7,79	7,83	8,0	7,5
Entreprises individuelles	7,07	6,86	6,78	7,10	6,62	6,6	6,3
Coopératives et groupements villageois	10,70	9,83	12,57	11,04	11,14	8,8	8,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12,62	7,75	9,95	7,86	9,75	9,7	11,4
Personnels des banques	4,71	3,90	4,07	3,84	3,38	4,1	4,3
Total	7,72	6,90	7,12	7,84	7,72	7,93	7,59

Tableau 4.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	9,23	9,18	9,24	9,59	10,97	11,3	10,2
Exportation	10,66	9,74	10,45	9,57	8,54	7,8	6,8
Equipement	11,31	9,70	8,81	9,77	10,70	9,5	9,3
Consommation	13,71	11,63	11,95	12,77	12,29	12,0	10,9
Trésorerie	7,10	6,27	6,46	7,29	7,09	7,1	6,8
Autres	11,12	9,09	10,36	9,94	8,77	9,1	8,8
Total	7,72	6,90	7,12	7,84	7,73	7,93	7,59

Tableau 4.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	6,96	6,40	6,56	7,31	7,06	7,2	7,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	7,18	5,94	6,59	7,08	6,62	6,6	6,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,04	10,81	10,32	9,19	10,07	8,0	7,5
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,92	9,89	10,41	10,29	10,50	9,7	8,2
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,65	11,72	11,40	12,47	12,20	10,4	10,5
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,26	9,90	10,65	10,74	11,39	10,3	10,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,22	10,67	10,14	8,58	9,43	9,5	8,5
Plus de 10 ans	8,29	6,06	6,67	7,59	6,46	5,9	7,6
Total	7,72	6,90	7,12	7,84	7,72	7,93	7,59

4.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 4.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	2,9	9,0	17,1	36,3	7,2	7,7	18,1
Particuliers	1,2	0,8	9,2	1,4	2,4	0,4	0,4
Clientèle financière	1,7	5,5	6,7	1,8	3,5	0,7	9,2
Sociétés d'Etat et EPIC	13,9	11,9	17,9	35,7	61,3	4,9	9,4
Assurances-Caisses de retraite	0,1	0,2	0,0	0,0	0,8	0,1	0,2
Entreprises privées du secteur productif	251,4	229,6	319,7	282,4	251,2	163,5	309,5
Entreprises individuelles	53,3	59,3	101,6	97,9	101,0	43,9	90,2
Coopératives et groupements villageois	2,0	0,3	1,5	0,9	0,0	0,0	6,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	14,7	0,6	1,9	1,3	0,3	0,0	0,1
Personnels des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,1
Total	341,2	317,2	475,7	457,6	427,6	221,2	443,8

Tableau 4.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
Moins de 30 jours	80,6	55,0	144,3	123,5	126,8	70,2	143,9
30 jours à moins de 60 jours	144,0	128,6	182,0	170,2	132,6	84,3	158,1
60 jours à moins de 90 jours	82,9	88,8	102,4	106,0	99,9	48,7	111,0
90 jours à moins de 120 jours	26,9	19,5	38,5	40,4	45,6	14,7	20,7
120 jours et plus	6,8	25,4	8,5	17,6	22,7	3,2	10,1
Total	341,2	317,2	475,7	457,6	427,6	221,2	443,8

4.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	5,35	2,87	6,61	8,82	8,73	7,24	7,04
Particuliers	14,44	14,28	12,59	12,88	10,59	8,14	7,52
Clientèle financière	-	10,98	9,30	2,30	4,79		7,45
Sociétés d'Etat et EPIC	8,11	7,87	9,43	9,97	8,23	10,95	7,76
Assurances-Caisses de retraite	11,88	12,59	14,75	14,00	8,42	15,25	5,24
Entreprises privées du secteur productif	11,68	11,07	10,85	11,09	10,80	9,89	9,82
Entreprises individuelles	12,06	11,46	10,92	10,56	10,12	9,50	9,12
Coopératives et groupements villageois	12,17	13,50	12,93	12,44	11,87	12,00	9,66
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8,36	11,21	8,75	12,50	11,01	2,64	11,58
Personnels des banques	-	-	-	-	-		8,78
Total	11,29	10,79	10,55	10,74	10,13	9,71	9,46

Tableau 4.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	10,74	10,64	10,00	10,59	9,26	8,65	7,98
30 jours à moins de 60 jours	11,16	10,57	10,46	10,33	10,54	9,79	9,92
60 jours à moins de 90 jours	11,87	11,54	11,65	11,22	11,46	10,81	10,34
90 jours à moins de 120 jours	11,93	12,44	11,28	11,39	11,09	10,54	11,60
120 jours et plus	13,20	10,28	10,91	11,02	8,77	9,94	9,37
Total	11,29	10,78	10,55	10,74	10,15	9,71	9,46

4.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 4.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	30,8	36,9	62,2	116,7	81,5	25,2	26,0
Particuliers	360,1	225,7	341,0	306,2	341,6	274,3	395,4
Clientèle financière	78,7	68,8	161,5	72,7	146,9	72,9	20,2
Sociétés d'Etat et EPIC	51,7	59,7	75,9	88,2	230,8	210,9	422,9
Assurances-Caisses de retraite	71,4	69,5	67,0	93,6	129,1	103,3	119,9
Entreprises privées du secteur productif	297,0	266,2	426,6	360,0	393,8	315,7	522,4
Entreprises individuelles	74,9	90,9	120,0	131,5	197,8	121,0	144,6
Coopératives et groupements villageois	14,2	13,9	21,2	8,1	8,8	11,3	13,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	50,0	27,1	18,3	50,5	24,8	117,6	93,0
Personnels des banques	6,1	4,8	6,5	4,6	7,9	5,8	8,4
Total	1034,8	863,4	1300,1	1231,9	1563,1	1258,1	1766,4

Tableau 4.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	786,2	779,4	1233,0	1179,6	1392,5	1147,7	1649,5
Epargne à régime spécial	209,2	41,4	5,6	6,5	10,0	4,1	6,4
Bon de caisse	38,3	39,6	41,0	43,8	154,9	106,0	110,5
Certificat de dépôt	0,0	0,0	2,2	0,0	0,1		
Autres	1,0	3,0	18,4	2,1	5,6	0,3	0,0
Total	1034,8	863,4	1300,1	1231,9	1563,1	1258,1	1766,4

4.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 4.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	287,2	251,6	390,6	333,7	516,5	363,9	678,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	267,7	220,1	301,2	286,4	399,1	354,8	414,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	87,7	81,5	135,8	103,1	138,7	103,5	226,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	125,4	103,2	127,0	110,2	141,2	109,4	179,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	23,1	47,6	69,2	57,7	63,8	70,2	103,9
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	228,5	99,5	215,7	159,4	219,9	161,7	125,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	83,4	25,3
Non déterminée	15,2	59,8	60,5	181,4	83,8	11,1	13,2
Total	1034,8	863,4	1300,1	1231,9	1563,1	1258,1	1766,4

4.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 4.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	6,00	5,57	4,68	4,54	4,71	4,09	4,43
Particuliers	4,48	4,91	5,16	5,47	5,36	5,52	5,56
Clientèle financière	5,39	4,89	5,74	5,85	5,47	5,12	5,64
Sociétés d'Etat et EPIC	5,34	3,94	4,89	4,74	4,92	4,73	4,68
Assurances-Caisses de retraite	6,00	5,94	5,74	6,06	6,29	5,58	5,74
Entreprises privées du secteur productif	4,89	4,80	5,22	5,06	5,07	5,32	5,35
Entreprises individuelles	4,34	4,36	4,81	4,87	5,16	5,28	5,06
Coopératives et groupements villageois	5,97	5,83	4,91	4,34	4,59	5,45	4,88
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,39	4,55	5,64	5,53	4,92	5,92	5,75
Personnels des banques	4,75	5,77	6,21	5,94	5,89	6,28	5,87
Total	4,95	4,87	5,27	5,22	5,22	5,31	5,25

Tableau 4.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	5,28	4,91	5,28	5,22	5,16	5,27	5,23
Epargne à régime spécial	3,52	3,35	3,42	3,37	4,30	3,48	3,48
Bon de caisse	5,71	5,58	5,41	5,69	5,90	5,76	5,69
Certificat de dépôt	-	-	2,32	3,50	7,62		
Autres	1,65	5,21	3,69	1,28	1,91	1,14	3,75
Total	4,95	4,87	5,27	5,22	5,22	5,31	5,25

Tableau 4.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	5,12	4,93	4,92	5,46	5,24	5,28	5,01
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,47	5,12	5,59	5,51	5,18	5,34	5,43
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,10	5,09	6,45	5,09	5,28	5,65	5,80
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,54	4,34	4,94	4,88	5,09	5,08	4,91
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,21	4,40	5,12	5,05	5,14	5,25	5,17
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,16	4,92	4,99	4,69	5,43	5,11	5,46
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	-	-	5,64	5,31
Non déterminée	4,04	4,74	5,16	4,87	5,04	4,78	5,78
Total	4,95	4,87	5,27	5,22	5,22	5,31	5,25

5. GUINEE BISSAU

5.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 5.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	3,8	3,9
Particuliers	0,7	1,3	2,1	2,6	3,6	7,9	9,2
Clientèle financière	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0		
Sociétés d'Etat et EPIC	0,1	0,0	0,5	0,1	0,0	2,5	0,1
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,3
Entreprises privées du secteur productif	0,2	1,7	2,3	2,7	2,9	16,8	11,9
Entreprises individuelles	0,1	0,6	1,7	0,6	2,6	2,8	8,9
Coopératives et groupements villageois	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0		
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3
Personnels des banques	0,0	0,4	0,4	0,4	0,8	0,2	1,2
Total	**1,1**	**4,3**	**8,7**	**6,4**	**10,0**	**34,4**	**35,8**

Tableau 5.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	0,4	0,6	0,6	1,0	1,1	1,2	3,0
Exportation	0,1	0,0	0,1	0,3	1,8	0,0	1,9
Equipement	0,0	0,5	1,3	0,9	1,9	3,8	1,6
Consommation	0,3	0,6	0,6	1,1	1,5	3,1	7,9
Trésorerie	0,1	0,8	3,4	1,0	2,1	14,7	14,7
Autres	0,2	1,8	2,7	2,0	1,6	11,5	6,8
Total	1,1	4,3	8,7	6,4	10,0	34,4	35,8

Tableau 5.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	0,1	1,7	1,6	1,5	2,8	13,7	11,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	0,0	0,3	1,4	0,5	0,4	5,7	0,4
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	0,0	0,1	0,2	0,4	0,3	3,5	3,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,3	0,3	0,6	0,3	0,8	2,5	3,9
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,6	0,8	1,6	0,9	1,4	4,1	3,4
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	0,2	1,1	3,1	1,7	4,0	4,2	5,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	1,0	0,3	0,6	6,8
Plus de 10 ans	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5
Total	1,1	4,3	8,7	6,4	10,0	34,4	35,8

5.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	-	-	10,00	-	-	9,82	9,65
Particuliers	12,27	10,70	11,36	11,41	11,65	11,81	10,44
Clientèle financière	-	-	6,25	12,00	-		
Sociétés d'Etat et EPIC	8,35	12,00	6,15	12,00	-	9,00	12,62
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-	-		10,00
Entreprises privées du secteur productif	12,43	12,75	12,62	12,18	11,90	10,08	10,13
Entreprises individuelles	14,75	13,16	12,83	13,58	12,32	11,26	10,26
Coopératives et groupements villageois	-	13,50	12,80	-	-		
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	13,71	10,20	12,00	11,00	14,00	5,85	5,72
Personnels des banques	8,00	4,80	2,74	2,83	4,11	2,55	4,07
Total	12,39	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,96

Tableau 5.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	12,01	10,45	9,61	9,64	9,38	10,20	8,69
Exportation	8,35	-	13,42	10,67	12,01	12,46	12,12
Equipement	14,33	11,75	10,77	11,80	10,89	10,26	7,86
Consommation	12,08	10,45	9,02	9,66	9,08	11,73	10,15
Trésorerie	14,62	12,51	12,75	12,56	11,24	10,57	10,12
Autres	11,66	10,62	10,07	11,79	11,88	9,83	9,85
Total	12,39	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,96

Tableau 5.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	14,33	13,35	12,94	12,74	12,55	11,27	10,52
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	14,00	12,24	12,65	11,56	7,71	8,80	11,56
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	12,08	11,50	12,26	10,68	8,91	10,94	10,17
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	12,12	11,66	10,91	10,95	11,00	9,72	9,92
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,54	11,22	10,87	11,49	12,13	9,99	9,04
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,39	8,49	9,23	10,26	10,03	10,21	9,98
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	8,31	4,47	8,63	9,60
Plus de 10 ans	-	-	12,00	-	-	3,00	5,04
Total	12,39	10,87	10,76	10,87	10,62	10,38	9,96

5.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 5.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	-	-	-	-
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises privées du secteur productif	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises individuelles	-	-	-	-	-	-	-
Coopératives et groupements villageois	-	-	-	-	-	-	-
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	-	-	-	-	-	-
Personnel de banque	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 5.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	-	-	-	-	-	-	-
30 jours à moins de 60 jours	-	-	-	-	-	-	-
60 jours à moins de 90 jours	-	-	-	-	-	-	-
90 jours à moins de 120 jours	-	-	-	-	-	-	-
120 jours et plus	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

5.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	-	-	-	-
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises privées du secteur productif	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises individuelles	-	-	-	-	-	-	-
Coopératives et groupements villageois	-	-	-	-	-	-	-
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	-	-	-	-	-	-
Personnel de banque	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 5.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	-	-	-	-	-	-	-
30 jours à moins de 60 jours	-	-	-	-	-	-	-
60 jours à moins de 90 jours	-	-	-	-	-	-	-
90 jours à moins de 120 jours	-	-	-	-	-	-	-
120 jours et plus	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

5.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 5.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	1,2
Particuliers	0,8	0,7	0,0	0,0	0,3	4,0	31,8
Clientèle financière	0,0	0,8	3,7	3,8	3,1		
Sociétés d'Etat et EPIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	
Assurances-Caisses de retraite	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	1,1
Entreprises privées du secteur productif	0,0	0,0	7,6	14,6	10,6	5,6	33,8
Entreprises individuelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Coopératives et groupements villageois	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0		0,1
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	0,0	0,9	0,2	0,1	4,0	0,2
Personnels des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Total	1,1	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	68,1

Tableau 5.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	1,1	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	68,1
Epargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Total	1,1	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	68,1

5.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 5.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	0,0	0,1	2,4	11,3	8,4	3,7	26,2
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	0,3	0,6	2,7	2,4	1,1	1,1	28,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	0,5	0,8	3,2	1,2	2,3	1,8	5,8
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	0,1	0,1	2,5	0,7	0,8	7,0	3,1
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	0,2	2,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	0,0	0,0	1,0	2,5	1,3	0,1	1,4
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0		0,0
Non déterminée	0,1	0,0	0,7	0,0	0,0		
Total	1,1	1,6	12,5	19,0	14,5	14,0	68,1

5.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 5.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	-	-	-	2,75	3,53	3,50	3,50
Particuliers	-	2,16	2,40	2,30	2,67	3,41	4,60
Clientèle financière	-	3,06	2,26	2,50	3,20		
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	-	-	3,00	
Assurances-Caisses de retraite	-	2,88	1,77	3,00	4,75	4,67	4,14
Entreprises privées du secteur productif	-	1,50	4,25	4,19	4,06	3,79	4,63
Entreprises individuelles	-	3,00	-	1,50	1,50		
Coopératives et groupements villageois	-	-	1,73	3,00	-		3,39
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	-	3,25	2,90	3,41	5,73	2,72
Personnel de banque	-	-	-	-	-		
Total	-	2,01	3,22	3,76	3,71	4,23	4,58

Tableau 5.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	-	2,01	3,22	3,76	3,71	4,62	4,58
Epargne à régime spécial	-	-	-	-	-	3,58	
Bon de caisse	-	-	-	-	-		
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-		
Autres	-	-	-	-	-	4,91	
Total	-	2,01	3,22	3,76	3,71	4,23	4,58

Tableau 5.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	-	2,27	2,90	4,00	4,15	3,86	4,72
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	-	1,94	2,16	2,29	3,31	2,99	4,60
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	-	2,20	2,43	2,14	2,87	3,49	4,19
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	-	3,10	2,16	3,12	3,61	4,85	4,24
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	-	-	5,25	3,10	3,00	3,13	4,35
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	-	-	-	5,00	3,96	4,80	4,33
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	2,01	-		3,50
Non déterminée	-	-	5,00	-	-		
Total	-	2,01	3,22	3,76	3,71	4,23	4,58

6. MALI

6.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 6.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	48,7	14,5	0,2	34,2	2,1	4,6	13,6
Particuliers	27,8	53,0	62,3	66,2	106,3	115,7	135,5
Clientèle financière	6,8	6,2	10,3	8,6	3,6	9,4	6,2
Sociétés d'Etat et EPIC	16,7	16,7	18,4	19,8	20,0	45,9	50,5
Assurances-Caisses de retraite	0,5	0,1	0,0	1,0	0,4	0,1	2,7
Entreprises privées du secteur productif	144,8	221,0	218,6	279,7	318,3	571,7	413,7
Entreprises individuelles	17,8	27,1	26,7	23,9	66,2	90,5	69,8
Coopératives et groupements villageois	42,9	34,6	15,4	8,3	7,7	16,3	5,4
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,2	1,5	0,3	11,1	1,6	34,3	19,4
Personnels des banques	2,9	1,9	3,5	3,5	3,9	13,3	9,6
Total	310,0	376,7	355,8	456,4	530,1	901,7	726,4

Tableau 6.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	2,4	6,5	6,0	3,1	3,3	6,7	5,8
Exportation	0,9	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Equipement	23,3	17,3	16,1	34,1	59,7	85,7	90,5
Consommation	21,1	37,2	74,1	40,8	71,6	96,0	108,0
Trésorerie	244,1	261,6	223,2	346,5	379,1	700,1	466,0
Autres	18,2	53,9	36,2	31,8	16,4	13,2	55,9
Total	310,0	376,7	355,8	456,4	530,1	901,7	726,4

Tableau 6.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	49,3	32,1	24,0	38,3	30,6	48,8	32,3
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	60,5	114,5	71,5	72,3	90,4	146,9	86,1
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	47,8	65,8	96,1	143,9	179,8	351,5	257,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	83,0	65,9	55,2	75,3	82,5	132,6	154,7
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	29,5	27,9	40,3	32,3	30,3	39,0	44,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	29,2	54,5	59,8	82,7	83,3	130,8	114,9
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,5	13,0	7,2	8,6	29,8	41,1	32,3
Plus de 10 ans	0,2	3,2	1,7	3,0	3,4	10,9	4,3
Total	310,0	376,7	355,8	456,4	530,1	901,7	726,4

6.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	8,42	8,29	9,83	8,22	11,81	7,71	6,94
Particuliers	12,57	12,03	11,57	11,18	10,60	10,50	10,17
Clientèle financière	7,11	8,06	9,03	9,46	8,59	7,57	8,55
Sociétés d'Etat et EPIC	8,63	8,77	8,74	8,48	9,09	6,91	6,90
Assurances-Caisses de retraite	12,94	11,75	14,50	12,00	10,33	12,06	8,15
Entreprises privées du secteur productif	9,67	9,70	9,44	9,53	9,14	8,99	8,80
Entreprises individuelles	11,98	11,34	10,87	11,43	11,47	11,28	11,22
Coopératives et groupements villageois	10,80	10,73	10,15	9,44	10,79	5,61	10,28
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12,49	10,66	5,19	9,09	11,14	8,31	8,61
Personnels des banques	2,96	2,68	2,90	2,36	1,99	6,58	5,41
Total	9,74	9,98	9,75	9,65	9,35	9,17	9,07

Tableau 6.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	10,91	9,28	8,83	9,63	8,10	8,73	8,13
Exportation	11,35	11,61	10,19	6,00	-	10,00	14,81
Equipement	9,46	10,28	10,03	10,14	9,87	9,76	9,17
Consommation	12,80	12,34	11,24	11,32	11,04	10,43	10,53
Trésorerie	9,47	9,83	9,25	9,38	8,96	8,97	8,82
Autres	10,94	9,77	10,63	10,51	8,08	6,69	8,33
Total	9,74	9,98	9,75	9,66	9,35	9,17	9,07

Tableau 6.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	8,93	10,14	10,73	9,38	6,73	6,96	8,35
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	10,33	9,81	9,48	9,74	9,17	8,71	8,76
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,84	10,16	9,78	10,03	9,42	9,09	8,88
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	9,97	10,37	9,56	10,07	10,26	9,90	9,35
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	11,90	11,59	11,09	11,14	10,78	10,70	10,07
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,37	9,87	10,05	9,74	10,40	9,86	9,58
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,23	8,82	8,52	7,90	8,75	8,49	8,09
Plus de 10 ans	3,52	7,05	6,84	7,22	5,62	7,56	6,12
Total	9,74	9,98	9,75	9,65	9,35	9,17	9,07

6.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 6.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	3,2	2,5	0,0	0,1	0,0		
Particuliers	4,5	1,4	3,5	2,3	1,5	1,3	1,5
Clientèle financière	2,6	2,4	2,7	2,8	6,7	2,6	7,4
Sociétés d'Etat et EPIC	2,8	10,9	2,8	0,2	2,7	1,8	1,2
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,4	1,2	0,2	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées du secteur productif	175,7	145,9	128,8	117,7	103,5	163,7	162,2
Entreprises individuelles	29,2	14,5	12,1	12,3	11,7	17,1	22,5
Coopératives et groupements villageois	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,1	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	
Personnel des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	
Total	218,3	178,1	152,0	135,5	126,4	186,8	194,8

Tableau 6.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	22,0	26,2	32,1	10,0	8,8	16,7	19,6
30 jours à moins de 60 jours	33,0	30,6	17,7	24,2	24,2	30,6	26,3
60 jours à moins de 90 jours	58,4	48,0	48,2	30,1	23,9	33,7	38,8
90 jours à moins de 120 jours	34,6	19,9	22,2	19,7	25,4	39,1	33,2
120 jours et plus	70,2	53,3	31,8	51,5	44,0	66,6	76,9
Total	218,3	178,1	152,0	135,5	126,4	186,8	194,8

6.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	7,33	7,00	-	7,00	10,30		
Particuliers	8,45	10,73	7,77	10,31	10,84	10,76	10,68
Clientèle financière	2,55	3,26	5,17	6,93	4,91	8,39	8,46
Sociétés d'Etat et EPIC	10,23	7,91	7,26	8,75	7,00	7,19	9,04
Assurances-Caisses de retraite	-	9,34	10,13	11,45	8,32	12,00	12,00
Entreprises privées du secteur productif	8,77	8,15	14,18	7,83	7,73	7,77	7,94
Entreprises individuelles	9,26	8,93	8,33	8,41	8,64	8,06	8,15
Coopératives et groupements villageois	13,05	12,50	-	-	-		8,00
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12,21	12,88	7,37	-	-	15,00	
Personnel des banques	-	-	-	-	-	7,00	
Total	8,67	8,08	13,39	7,86	7,70	7,82	8,01

Tableau 6.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	8,11	7,68	7,03	7,58	7,50	7,46	7,48
30 jours à moins de 60 jours	8,71	8,51	8,22	7,84	7,54	7,80	7,85
60 jours à moins de 90 jours	8,96	8,16	8,72	7,90	8,16	7,66	8,02
90 jours à moins de 120 jours	8,93	8,15	9,04	8,23	7,88	7,89	8,07
120 jours et plus	8,46	7,70	9,48	7,84	7,41	7,96	8,17
Total	8,67	8,08	14,97	7,91	7,62	7,82	8,01

6.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 6.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	5,9	15,9	17,6	36,8	33,4	33,8	39,7
Particuliers	35,6	40,2	43,1	65,3	57,6	107,6	76,0
Clientèle financière	20,5	11,1	5,0	1,7	0,4	4,5	7,2
Sociétés d'Etat et EPIC	26,8	32,4	36,7	17,2	11,2	20,5	42,0
Assurances-Caisses de retraite	19,8	10,7	10,3	15,5	1,2	9,3	19,9
Entreprises privées du secteur productif	34,9	69,7	58,4	68,2	122,0	111,7	106,3
Entreprises individuelles	1,4	1,4	1,4	1,5	3,5	3,4	10,5
Coopératives et groupements villageois	0,6	0,1	0,3	0,4	1,0	0,8	0,5
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,0	6,1	5,5	16,6	13,5	17,0	9,5
Personnel des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Total	150,6	187,8	178,4	223,1	243,8	308,5	311,6

Tableau 6.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	148,4	186,8	178,4	222,7	241,2	303,4	309,4
Epargne à régime spécial	0,0	0,1	0,0	0,4	2,6	5,0	2,2
Bon de caisse	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres	0,7	0,9	0,0	0,0	0,0		
Total	150,2	187,8	178,4	223,1	243,8	308,5	311,6

6.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 6.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	31,0	24,1	13,5	15,3	19,7	14,4	23,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	47,8	65,3	42,0	82,6	90,0	68,6	57,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	16,9	30,4	17,3	27,4	30,0	39,3	66,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	24,5	30,7	16,4	29,7	23,8	44,6	56,4
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	9,6	8,8	4,7	11,5	8,9	36,3	28,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	19,4	14,4	53,8	42,0	30,0	78,6	66,5
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	9,6	41,4	11,8	10,8
Non déterminée	1,1	14,1	30,6	5,2	0,0	14,9	2,0
Total	150,2	187,8	178,4	223,2	243,8	308,5	311,6

6.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 6.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	5,03	4,67	5,09	5,10	4,79	4,90	4,81
Particuliers	4,39	4,30	4,30	4,20	4,15	4,42	4,53
Clientèle financière	3,32	3,79	4,67	4,29	3,39	3,79	4,29
Sociétés d'Etat et EPIC	5,54	5,43	5,35	5,01	5,43	4,78	4,64
Assurances-Caisses de retraite	5,20	5,27	5,25	5,39	5,01	5,02	5,04
Entreprises privées du secteur productif	4,64	4,86	5,10	5,13	5,16	5,36	4,97
Entreprises individuelles	4,32	4,16	3,98	3,97	3,78	4,46	4,16
Coopératives et groupements villageois	4,38	4,17	3,86	3,90	4,42	4,23	3,42
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	5,20	4,33	4,44	4,67	4,54	5,34	4,57
Personnel des banques	6,50	4,85	-	3,15	6,00	5,70	4,57
Total	4,70	4,80	5,00	4,84	4,86	4,90	4,74

Tableau 6.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,71	4,81	5,00	4,84	4,86	4,89	4,74
Epargne à régime spécial	4,48	4,34	-	4,96	4,65	5,57	4,82
Bon de caisse	-	-	-	-	-	4,75	
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-		
Autres	3,55	1,91	-	-	-		
Total	4,70	4,80	5,00	4,84	4,86	4,90	4,74

Tableau 6.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,48	4,79	4,61	4,61	3,76	4,94	4,09
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,89	4,63	5,15	5,15	5,42	5,29	4,79
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,19	4,31	4,18	4,34	4,13	4,97	4,78
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,31	4,21	3,97	4,46	4,46	4,59	4,56
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,16	4,23	3,98	4,33	3,76	4,69	4,58
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,04	4,92	5,29	4,67	5,13	4,83	5,14
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	4,69	5,12	5,31	5,50
Non déterminée	4,80	4,77	4,69	4,21	-	4,34	0,06
Total	4,70	4,80	5,00	4,84	4,86	4,90	4,74

7. NIGER

7.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 7.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,6	1,0	0,9	1,2	3,4	3,7	4,6
Particuliers	20,0	33,6	41,3	44,3	76,8	91,4	112,0
Clientèle financière	2,7	0,0	0,4	0,7	1,5	1,0	1,8
Sociétés d'Etat et EPIC	14,7	5,5	11,2	6,0	6,5	3,1	8,2
Assurances-Caisses de retraite	1,5	0,1	0,2	0,1	0,0	0,2	1,5
Entreprises privées du secteur productif	17,1	42,9	68,5	60,1	67,1	87,1	161,6
Entreprises individuelles	46,8	50,9	70,2	86,3	74,6	72,0	96,8
Coopératives et groupements villageois	2,2	3,4	2,0	5,0	3,1	3,2	5,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,7	0,5	0,5	1,7	2,1	2,8	1,4
Personnels des banques	1,2	1,8	2,3	2,4	1,2	2,6	2,0
Total	**107,4**	**139,7**	**197,5**	**207,7**	**236,3**	**267,0**	**394,9**

Tableau 7.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	2,7	14,3	9,8	7,3	9,4	10,2	19,6
Exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	6,9	0,0
Equipement	11,9	12,7	14,1	18,2	10,5	8,3	10,5
Consommation	12,3	18,3	32,9	35,0	68,4	76,1	86,4
Trésorerie	76,6	74,3	116,3	132,4	123,5	146,4	248,8
Autres	3,8	20,1	24,4	14,8	22,5	19,1	29,6
Total	107,4	139,7	197,5	207,7	236,3	267,0	394,9

Tableau 7.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	35,1	37,5	57,8	67,6	66,1	58,6	73,9
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	12,7	17,9	21,4	34,2	19,2	33,9	69,8
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	9,0	11,9	12,2	21,2	18,3	28,7	71,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	22,6	16,5	21,2	22,8	32,8	48,5	74,8
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	13,0	20,0	20,5	13,4	29,9	19,8	20,3
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	12,9	29,1	35,1	39,8	55,8	61,4	47,5
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,9	6,7	25,2	7,0	13,3	15,7	30,4
Plus de 10 ans	1,2	0,2	4,2	1,6	0,8	0,5	7,1
Total	107,4	139,7	197,5	207,7	236,3	267,0	394,9

7.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	11,17	5,47	11,25	12,56	11,38	8,75	8,97
Particuliers	13,46	13,27	12,36	12,72	12,00	11,52	9,83
Clientèle financière	12,00	8,50	11,79	12,58	14,24	12,52	11,88
Sociétés d'Etat et EPIC	10,69	8,81	9,27	10,62	10,48	8,31	7,78
Assurances-Caisses de retraite	10,30	6,33	12,25	12,94	13,33	12,11	12,80
Entreprises privées du secteur productif	12,78	10,90	9,76	10,16	10,54	10,58	10,92
Entreprises individuelles	13,15	12,65	13,03	12,72	12,11	11,80	11,48
Coopératives et groupements villageois	11,74	11,61	11,26	10,54	10,55	10,81	9,52
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,80	8,51	10,23	11,45	10,67	10,35	10,37
Personnels des banques	2,73	3,36	3,58	3,17	2,98	2,67	3,81
Total	12,05	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62

Tableau 7.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	11,19	11,57	9,43	10,70	10,42	10,15	9,40
Exportation	-	-	17,00	-	-	9,63	12,62
Equipement	11,84	11,52	10,87	11,34	11,53	11,80	10,71
Consommation	12,83	12,99	12,44	12,49	11,99	11,55	9,55
Trésorerie	12,14	12,06	11,42	11,77	11,35	11,02	11,08
Autres	12,68	11,16	12,12	12,19	11,20	10,82	10,62
Total	12,05	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62

Tableau 7.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	12,90	12,64	11,47	12,04	11,80	11,77	11,99
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	12,65	11,67	11,72	11,37	11,73	9,51	10,66
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	13,26	12,62	13,40	11,90	12,18	10,56	9,62
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,57	11,71	12,50	12,23	11,39	11,22	10,10
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	13,16	11,61	11,14	12,54	11,67	11,78	11,83
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	11,43	11,84	12,12	11,99	11,60	11,56	11,08
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,43	10,65	8,93	9,49	9,32	10,31	9,84
Plus de 10 ans	3,02	1,80	5,46	5,77	7,77	6,93	7,94
Total	12,05	11,63	11,30	11,66	11,18	11,11	10,62

7.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 7.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,04	3,03	2,17	6,36	1,43	0,82	0,06
Particuliers	0,46	0,34	0,63	1,34	0,37	0,84	0,47
Clientèle financière	0,00	0,48	0,00	1,54	0,42	0,33	0,02
Sociétés d'Etat et EPIC	49,34	23,22	52,27	24,12	58,84	59,15	13,50
Assurances-Caisses de retraite	1,36	0,12	0,10	0,00	0,00	0,01	
Entreprises privées du secteur productif	10,28	44,49	26,89	47,86	12,24	22,21	27,28
Entreprises individuelles	11,11	16,55	20,88	19,53	20,45	31,08	35,17
Coopératives et groupements villageois	0,00	0,02	0,00	0,00	0,01		
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,28	0,02	0,09	1,01	0,27	0,28	1,37
Personnel de banques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total	72,87	88,27	103,03	101,75	94,02	114,71	77,88

Tableau 7.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	11,45	27,54	12,54	17,52	31,55	50,93	9,31
30 jours à moins de 60 jours	42,24	43,40	64,13	54,22	37,70	27,41	33,80
60 jours à moins de 90 jours	5,05	11,12	18,44	19,42	19,39	20,22	17,62
90 jours à moins de 120 jours	3,65	3,83	4,76	8,41	4,13	12,84	13,09
120 jours et plus	10,48	2,37	3,16	2,18	1,26	3,32	4,06
Total	72,87	88,27	103,03	101,75	94,02	114,71	77,88

7.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	12,00	7,97	11,97	8,50	7,30	9,96	13,00
Particuliers	8,15	12,85	13,70	12,72	12,67	12,00	10,31
Clientèle financière	-	11,25	-	9,59	7,00	9,00	14,00
Sociétés d'Etat et EPIC	7,13	7,64	7,35	7,17	7,11	7,10	7,38
Assurances-Caisses de retraite	12,92	10,67	10,08	-	-	13,00	
Entreprises privées du secteur productif	11,22	8,64	9,83	8,72	10,80	8,37	9,01
Entreprises individuelles	11,71	11,85	11,49	11,77	10,55	8,83	10,18
Coopératives et groupements villageois	-	11,75	-	-	-		
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,98	11,38	11,63	9,50	11,45	7,78	10,19
Personnel de banques	-	-	-	-	-		
Total	8,38	8,77	8,81	8,76	8,31	7,88	9,29

Tableau 7.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	8,69	8,30	9,48	8,22	8,42	7,25	9,04
30 jours à moins de 60 jours	8,68	8,41	8,06	8,30	8,05	8,29	9,40
60 jours à moins de 90 jours	12,32	11,35	11,24	10,67	9,68	8,58	9,02
90 jours à moins de 120 jours	11,77	11,31	11,95	10,54	9,85	8,71	9,59
120 jours et plus	10,03	10,41	10,49	10,56	10,06	6,65	9,07
Total	8,38	8,78	8,81	8,83	8,31	7,88	9,29

7.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 7.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	1,1	1,2	8,0	11,1	12,8	28,2	31,0
Particuliers	3,6	8,2	6,9	10,7	9,4	25,1	10,9
Clientèle financière	2,6	2,2	2,2	1,4	4,1	11,9	15,7
Sociétés d'Etat et EPIC	2,8	12,5	23,4	17,3	6,5	6,0	17,0
Assurances-Caisses de retraite	2,7	3,3	5,8	2,8	5,9	5,0	27,2
Entreprises privées du secteur productif	3,8	11,8	5,8	19,7	27,8	18,7	36,5
Entreprises individuelles	2,5	0,4	1,2	1,2	6,6	2,6	3,3
Coopératives et groupements villageois	0,6	0,8	1,6	1,5	0,7	0,4	0,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,8	3,8	4,6	0,9	10,0	10,2	15,1
Personnel de banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,1
Total	21,6	44,2	59,5	66,6	83,8	108,0	157,5

Tableau 7.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	21,3	44,2	59,3	65,0	83,8	108,0	157,5
Epargne à régime spécial	0,1	0,0	0,0	1,5	0,0		0,0
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0		
Total	21,6	44,2	59,5	66,6	83,8	108,0	157,5

7.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 7.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	3,6	7,6	2,4	8,4	12,3	14,1	35,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	1,4	9,4	3,7	13,9	15,4	19,5	37,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	5,4	10,1	11,1	18,6	16,4	17,4	22,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,7	10,4	31,4	16,5	27,2	24,6	27,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,2	2,7	4,6	2,1	5,4	5,7	11,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	2,8	2,2	4,1	6,6	6,4	25,0	19,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,1	1,2
Non déterminée	2,5	1,8	2,2	0,6	0,0	1,7	1,9
Total	21,6	44,2	59,5	66,6	83,8	108,0	157,5

7.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 7.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	3,01	4,03	5,12	5,09	5,26	5,48	5,45
Particuliers	4,63	4,59	4,80	4,69	4,60	4,85	5,01
Clientèle financière	5,22	4,74	5,10	5,00	5,08	5,08	4,97
Sociétés d'Etat et EPIC	4,47	4,46	4,07	4,52	5,06	5,45	6,40
Assurances-Caisses de retraite	5,32	5,25	5,80	5,72	5,67	5,85	6,25
Entreprises privées du secteur productif	4,61	4,69	4,78	5,29	5,18	4,52	4,49
Entreprises individuelles	4,64	4,34	4,97	4,63	4,29	4,32	4,24
Coopératives et groupements villageois	4,24	3,79	3,91	4,07	3,99	3,66	3,79
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	4,25	4,60	4,81	4,49	4,81	5,36	5,30
Personnel de banques	-	-	-	-	-		5,00
Total	4,82	4,68	4,99	5,23	5,07	5,09	5,34

Tableau 7.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,85	4,67	4,98	5,22	5,08	4,62	5,34
Epargne à régime spécial	5,50	3,61	3,97	3,57	-	3,58	4,00
Bon de caisse	-	-	-	-	-		
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-		
Autres	3,52	-	6,00	-	-	4,91	
Total	4,82	4,67	4,99	5,23	5,08	5,09	5,34

Tableau 7.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,53	4,24	4,35	5,25	4,45	4,21	4,79
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,18	4,16	4,89	4,79	4,43	4,93	5,64
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,72	4,34	4,77	4,59	4,81	5,01	5,33
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,12	4,82	5,32	5,15	5,31	5,54	4,79
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,46	4,80	5,18	4,79	5,19	5,87	6,08
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,15	5,24	5,47	5,27	5,27	5,15	6,07
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	-	-	-	-	4,25	5,67
Non déterminée	3,09	5,20	4,46	3,82	-	5,19	5,72
Total	4,82	4,67	4,98	5,23	5,04	5,09	5,34

8. SENEGAL

8.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 8.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,0	22,9	17,0	94,5	36,3	41,5	8,3
Particuliers	82,8	107,3	181,6	191,3	205,7	236,3	310,3
Clientèle financière	1,9	1,2	2,1	8,3	7,5	7,8	10,5
Sociétés d'Etat et EPIC	106,5	42,1	42,2	40,1	37,0	29,2	49,3
Assurances-Caisses de retraite	0,1	0,0	0,0	0,0	5,0		
Entreprises privées du secteur productif	892,0	824,3	855,3	1 048,1	1 243,8	1 347,1	1 335,3
Entreprises individuelles	21,8	18,1	18,6	21,5	20,3	19,2	55,7
Coopératives et groupements villageois	13,7	9,9	15,2	18,2	19,5	22,7	44,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,1	6,2	3,9	3,1	3,8	31,8	45,9
Personnels des banques	3,6	3,2	4,6	6,1	6,6	9,4	20,9
Total	**1 125,6**	**1 035,2**	**1 140,4**	**1 431,1**	**1 585,5**	**1 745,0**	**1 880,1**

Tableau 8.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	33,1	32,0	28,3	31,2	30,6	32,7	51,5
Exportation	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0		
Equipement	233,6	177,8	189,2	255,2	224,6	295,1	192,0
Consommation	29,1	43,4	66,2	61,7	63,7	92,7	134,4
Trésorerie	803,8	725,5	775,0	947,0	1 106,7	1 085,1	1 193,6
Autres	25,9	56,5	81,4	136,1	160,0	239,3	308,6
Total	1 125,6	1 035,2	1 140,4	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 880,1

Tableau 8.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	549,6	454,0	403,7	540,9	675,2	675,0	739,4
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	252,3	224,5	267,7	354,9	261,8	318,8	445,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	62,6	42,4	80,2	57,5	74,4	115,1	81,7
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	42,3	25,3	78,2	97,2	184,5	100,9	91,1
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	40,3	72,1	49,2	62,9	67,1	86,0	73,0
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	128,5	149,9	205,4	253,6	256,6	302,9	332,6
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	37,6	53,0	44,0	48,9	50,9	127,3	89,6
Plus de 10 ans	12,4	13,9	11,9	15,3	15,1	19,0	27,3
Total	1 125,6	1 035,2	1 140,4	1 431,1	1 585,5	1 745,0	1 880,1

8.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	-	6,63	9,94	10,31	9,17	7,44	8,52
Particuliers	10,26	10,22	10,15	10,05	9,65	9,41	9,39
Clientèle financière	8,32	6,82	9,12	8,71	8,00	8,12	8,52
Sociétés d'Etat et EPIC	6,54	7,71	6,83	6,95	8,72	7,59	4,29
Assurances-Caisses de retraite	2,38	-	-	-	-		
Entreprises privées du secteur productif	5,69	6,11	6,77	6,86	6,44	5,90	5,26
Entreprises individuelles	11,78	11,81	11,18	10,72	10,48	11,20	11,52
Coopératives et groupements villageois	8,69	10,21	9,80	9,93	9,87	9,17	8,14
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	11,11	10,46	10,50	10,86	11,14	9,93	5,97
Personnels des banques	2,59	2,17	2,31	2,34	1,88	1,98	2,27
Total	6,25	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,19

Tableau 8.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	8,05	8,10	8,30	8,42	7,94	7,72	7,09
Exportation	9,25	-	6,01	-	-		
Equipement	7,56	8,17	9,17	8,40	8,90	8,14	7,74
Consommation	11,36	10,98	10,50	10,11	9,81	8,94	8,47
Trésorerie	5,65	6,00	6,61	6,58	6,04	5,35	4,80
Autres	8,66	8,97	10,00	10,52	9,76	9,37	9,44
Total	6,25	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,19

Tableau 8.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,60	5,01	5,61	5,80	5,32	4,72	4,35
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	6,34	6,99	7,77	7,91	6,70	5,71	4,88
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,23	8,39	8,57	9,43	8,51	7,82	8,51
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	10,49	9,60	9,47	8,75	8,32	8,71	9,36
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	10,08	9,82	9,51	9,21	9,83	8,94	8,74
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	9,83	9,80	10,00	9,53	9,30	9,19	9,35
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,88	8,89	9,09	9,33	9,08	8,41	8,98
Plus de 10 ans	6,45	6,91	6,70	7,25	6,47	6,36	5,42
Total	6,25	6,76	7,47	7,44	7,02	6,61	6,19

8.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 8.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,2	0,3	54,6	0,3	20,6	1,9	0,0
Particuliers	11,6	5,4	8,4	10,4	8,4	9,9	10,2
Clientèle financière	0,0	0,0	8,3	2,9	0,7	2,4	
Sociétés d'Etat et EPIC	5,8	10,1	6,3	7,5	26,4	12,6	10,1
Assurances-Caisses de retraite	0,0	0,2	0,0	0,0	0,9		
Entreprises privées du secteur productif	226,3	288,7	359,6	318,7	382,4	407,5	344,9
Entreprises individuelles	11,8	10,2	17,0	13,8	11,8	15,8	10,1
Coopératives et groupements villageois	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,0
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	1,1	20,0	17,1	65,5	0,3	0,4	0,0
Personnel des banques	-	-	-	-	-	0,0	
Total	257,5	335,5	471,8	419,6	451,8	450,8	375,4

Tableau 8.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	52,3	70,5	137,8	128,5	140,2	150,0	120,4
30 jours à moins de 60 jours	84,7	113,9	122,6	115,5	95,0	107,0	87,1
60 jours à moins de 90 jours	72,7	104,0	140,3	100,0	105,9	101,1	78,8
90 jours à moins de 120 jours	36,3	37,3	52,9	51,7	79,3	48,8	61,2
120 jours et plus	11,5	9,9	18,2	23,9	31,4	43,9	27,9
Total	257,5	335,5	471,8	419,6	451,8	450,8	375,4

8.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	8,89	6,55	13,07	16,40	11,67	10,09	17,75
Particuliers	12,91	12,54	12,30	11,24	10,93	9,59	10,89
Clientèle financière	-	-	10,67	8,50	5,00	6,01	
Sociétés d'Etat et EPIC	11,72	11,60	10,38	11,15	11,25	9,18	9,22
Assurances-Caisses de retraite	14,00	12,02	-	-	-		
Entreprises privées du secteur productif	9,97	10,34	9,93	10,02	9,55	9,28	8,58
Entreprises individuelles	12,96	13,15	12,59	12,37	11,72	10,70	10,54
Coopératives et groupements villageois	14,64	14,40	13,86	13,89	13,70	14,64	15,65
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	12,23	11,47	12,73	11,03	13,04	10,61	9,15
Personnel des banques	-	-	-	-	-	10,00	
Total	10,27	10,56	9,88	9,89	9,88	9,33	8,71

Tableau 8.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	11,04	10,58	9,13	9,28	10,31	9,28	8,74
30 jours à moins de 60 jours	10,46	10,23	10,35	10,20	9,36	8,99	8,44
60 jours à moins de 90 jours	10,55	10,69	9,94	10,25	10,02	9,85	9,19
90 jours à moins de 120 jours	10,60	11,06	10,54	10,40	9,49	9,24	8,09
120 jours et plus	10,83	10,43	9,89	9,59	9,16	9,21	9,43
Total	10,43	10,56	9,88	9,89	9,87	9,33	8,71

8.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 8.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	25,0	30,9	30,8	38,7	56,0	72,9	52,7
Particuliers	138,6	135,8	132,9	139,6	156,6	132,0	119,5
Clientèle financière	57,9	58,3	62,3	26,6	25,9	49,1	49,0
Sociétés d'Etat et EPIC	82,8	56,4	53,7	12,7	48,7	50,7	40,5
Assurances-Caisses de retraite	72,1	48,9	70,8	56,9	66,3	53,2	93,7
Entreprises privées du secteur productif	270,2	171,8	223,7	268,9	270,1	285,3	226,5
Entreprises individuelles	5,4	11,8	10,8	8,3	19,0	5,9	2,7
Coopératives et groupements villageois	4,5	4,9	8,8	7,7	7,2	4,3	2,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	19,8	9,8	13,1	28,9	45,7	79,4	47,5
personnel des banques	0,4	0,1	0,2	0,0	0,3	0,2	0,3
Total	676,8	528,6	607,1	588,4	695,9	733,2	635,1

Tableau 8.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	647,4	516,3	576,0	554,5	658,5	678,7	570,6
Epargne à régime spécial	4,6	5,4	16,5	21,1	14,5	18,5	33,6
Bon de caisse	21,6	4,3	12,6	12,8	22,7	35,9	30,7
Certificat de dépôt	3,2	2,6	1,9	0,0	0,1		
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,2
Total	676,9	528,6	607,1	588,4	695,9	733,2	635,1

8.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 8.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	122,8	77,3	84,3	119,0	150,0	96,5	55,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	177,0	174,2	191,0	163,3	205,1	238,8	186,0
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	101,3	53,0	41,1	57,7	81,7	129,0	124,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	64,1	45,0	45,2	61,0	77,8	93,8	87,3
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	47,6	20,9	31,7	30,4	33,1	23,4	26,7
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	149,1	129,8	172,9	121,1	104,7	98,3	104,5
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	11,1	24,0	34,9	29,4	32,6	44,2	30,3
Non déterminée	3,8	4,3	6,1	6,4	11,0	9,1	20,4
Total	676,9	528,6	607,1	588,4	695,9	733,2	635,1

8.6. TAUX CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 8.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	3,65	4,40	4,98	5,27	5,75	5,01	4,49
Particuliers	3,22	3,47	4,09	4,08	4,02	3,79	4,07
Clientèle financière	4,73	5,40	5,67	6,23	5,84	5,97	5,70
Sociétés d'Etat et EPIC	4,20	4,37	4,83	4,63	5,86	5,69	5,41
Assurances-Caisses de retraite	5,11	5,29	5,56	5,21	4,55	5,94	4,88
Entreprises privées du secteur productif	4,38	4,42	4,72	5,27	5,38	4,80	5,56
Entreprises individuelles	2,93	3,38	3,60	3,82	4,14	3,39	4,46
Coopératives et groupements villageois	3,11	3,04	3,58	3,83	3,96	3,81	3,73
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,35	3,63	4,01	4,31	4,41	5,22	5,40
Personnel des banques	3,57	3,71	3,53	3,50	3,87	3,64	3,89
Total	4,26	4,36	4,79	5,00	5,02	4,89	5,07

Tableau 8.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,28	4,36	4,79	4,99	5,04	4,62	5,10
Epargne à régime spécial	3,58	3,75	4,47	4,61	4,26	3,58	4,47
Bon de caisse	3,07	3,58	4,39	4,09	4,22		5,17
Certificat de dépôt	-	-	4,75	-	5,00		
Autres	4,91	3,76	-	-	-	4,91	4,51
Total	4,26	4,36	4,79	5,00	5,02	4,89	5,07

Tableau 8.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	3,49	3,80	4,89	4,64	4,01	4,96	4,48
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	3,78	4,03	4,33	4,50	5,22	4,75	5,17
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	3,90	4,32	4,26	4,30	4,97	5,08	4,77
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,25	4,04	4,46	4,71	4,62	4,13	5,34
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	5,22	4,58	5,07	5,07	4,81	3,97	5,25
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	5,37	5,08	5,08	6,04	5,71	5,23	5,22
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	5,24	5,04	5,13	5,72	6,41	6,24	5,63
Non déterminée	3,49	3,59	3,65	3,72	3,89	5,15	4,49
Total	4,26	4,36	4,78	5,00	5,02	4,89	5,07

9. TOGO

9.1. CREDITS MIS EN PLACE (milliards de FCFA)

Tableau 9.1.1. Répartition par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,0	1,3	7,4	6,7	11,9	13,2	33,5
Particuliers	15,2	25,5	38,5	39,5	48,6	55,5	75,5
Clientèle financière	0,0	0,3	0,4	1,7	1,4	20,8	1,0
Sociétés d'Etat et EPIC	3,6	7,1	2,8	2,9	7,1	13,5	0,6
Assurances-Caisses de retraite	0,0	1,6	0,2	1,2	0,0	2,1	0,4
Entreprises privées du secteur productif	61,0	76,7	85,6	95,6	124,9	122,1	187,4
Entreprises individuelles	5,3	9,6	21,1	24,1	30,8	60,0	71,4
Coopératives et groupements villageois	0,3	0,3	1,7	0,5	1,6	1,4	0,7
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,7	0,7	0,2	0,4	0,7	5,2	1,8
Personnels des banques	1,6	2,1	2,2	3,5	4,2	3,9	4,1
Total	**87,5**	**125,3**	**160,0**	**176,1**	**231,2**	**297,7**	**376,3**

Tableau 9.1.2. Répartition par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	3,6	8,0	5,6	10,3	6,5	12,8	10,5
Exportation	0,3	0,0	0,7	0,0	0,4	6,6	2,9
Equipement	12,6	15,0	19,5	21,1	25,5	33,9	61,2
Consommation	12,3	17,1	31,2	24,8	37,7	55,2	91,2
Trésorerie	56,9	84,1	89,9	106,7	106,9	121,2	157,9
Autres	1,8	1,1	13,0	13,1	54,3	68,0	52,7
Total	87,5	125,3	160,0	176,1	231,2	297,7	376,3

Tableau 9.1.3. Répartition par durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	8,7	12,9	4,1	11,0	11,7	15,7	28,6
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	18,3	27,1	37,6	30,9	32,5	56,4	39,5
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,5	28,4	39,5	42,8	55,1	69,5	70,0
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	5,9	10,8	9,5	7,6	12,3	25,0	28,5
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,8	7,1	10,1	12,5	27,3	19,9	34,6
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	25,9	34,8	51,0	61,7	76,6	89,2	116,7
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	10,8	3,7	7,5	8,6	14,2	20,8	51,8
Plus de 10 ans	0,6	0,4	0,7	1,2	1,5	1,3	6,7
Total	87,5	125,3	160,0	176,1	231,2	297,7	376,3

9.2. TAUX D'INTERET DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.2.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	9,00	10,14	8,90	8,50	9,33	8,08	7,71
Particuliers	14,07	11,52	11,38	11,29	11,13	11,11	10,27
Clientèle financière	-	9,10	10,67	10,17	10,09	9,01	9,19
Sociétés d'Etat et EPIC	10,02	10,94	8,50	9,50	9,59	8,02	10,24
Assurances-Caisses de retraite	-	10,50	10,00	10,50	13,00	9,48	11,78
Entreprises privées du secteur productif	9,25	9,94	9,63	9,52	9,04	9,28	9,08
Entreprises individuelles	12,79	11,46	10,70	10,94	11,18	10,49	10,18
Coopératives et groupements villageois	9,75	11,57	11,86	12,33	11,68	10,31	9,22
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	6,12	11,31	11,31	11,24	11,70	8,22	7,83
Personnels des banques	5,87	5,62	4,86	4,34	4,66	5,49	4,68
Total	10,31	10,27	9,82	9,97	9,65	9,67	9,36

Tableau 9.2.2. Taux d'intérêt par objet du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Habitation	10,87	10,10	9,46	9,77	9,68	9,39	9,83
Exportation	14,30	-	10,23	12,00	11,63	11,20	10,89
Equipement	11,02	10,15	9,67	9,33	9,61	10,40	8,61
Consommation	14,22	11,92	11,59	11,48	11,48	10,75	10,23
Trésorerie	9,43	10,09	9,74	9,84	9,83	9,67	9,20
Autres	12,29	10,95	9,62	10,16	8,54	8,36	9,00
Total	10,31	10,27	9,82	9,97	9,64	9,67	9,36

Tableau 9.2.3. Taux d'intérêt selon la durée du crédit	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	9,22	10,33	11,25	10,27	11,06	10,25	9,88
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	10,91	10,66	10,28	10,37	10,66	10,09	9,83
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	10,94	10,54	9,42	9,64	9,27	9,30	9,18
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	11,72	10,58	10,97	10,94	9,93	9,25	9,19
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	12,02	11,23	10,51	10,60	10,11	9,53	9,31
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	12,10	10,90	10,39	10,41	10,01	10,06	9,78
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,92	7,68	9,10	9,11	9,31	8,62	8,69
Plus de 10 ans	3,76	8,93	4,94	6,08	5,68	5,46	4,68
Total	10,31	10,27	9,82	9,97	9,64	9,67	9,36

9.3. ESCOMPTES D'EFFETS DE COMMERCE (milliards FCFA)

Tableau 9.3.1. Répartition selon la nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	0,0	0,1	0,0	0,5	0,0		0,0
Particuliers	0,1	0,4	0,3	0,0	0,0	0,1	0,1
Clientèle financière	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1		
Sociétés d'Etat et EPIC	0,0	0,0	0,0	0,4	0,7		
Assurances-Caisses de retraite	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0		0,3
Entreprises privées du secteur productif	11,2	18,9	16,5	12,9	119,4	23,6	25,3
Entreprises individuelles	1,1	4,3	3,6	10,6	13,9	10,9	15,9
Coopératives et groupements villageois	1,4	0,3	0,0	0,4	87,0		
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0		
Personnel de banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Total	13,8	25,4	20,7	25,1	221,1	34,6	41,7

Tableau 9.3.2. Répartition selon la urée des effets	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	4,1	3,9	3,0	2,7	89,7	3,5	3,4
30 jours à moins de 60 jours	3,7	8,2	5,9	6,1	6,1	7,8	6,5
60 jours à moins de 90 jours	4,7	7,5	7,5	5,2	95,8	15,0	12,5
90 jours à moins de 120 jours	1,1	1,5	2,7	3,7	11,9	3,4	4,4
120 jours et plus	0,1	4,3	1,6	7,3	17,7	4,9	14,8
Total	13,8	25,4	20,7	25,1	221,1	34,6	41,7

9.4. TAUX D'ESCOMPTE (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.4.1. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	-	-	-	12,50	0,00		12,00
Particuliers	14,75	9,00	10,09	12,00	0,00	9,23	10,23
Clientèle financière	-	-	10,00	-	-		
Sociétés d'Etat et EPIC	-	-	-	13,00	4,54		
Assurances-Caisses de retraite	-	-	-	-	-		9,50
Entreprises privées du secteur productif	10,31	8,28	8,46	9,50	8,57	8,09	7,14
Entreprises individuelles	10,68	9,76	8,54	10,12	8,99	8,28	8,37
Coopératives et groupements villageois	10,56	11,16	-	14,00	4,50		
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	-	-	12,64	9,00	0,00		
Personnel de banques	-	-	-	-	-		
Total	10,49	8,51	8,66	9,83	8,52	8,15	7,64

Tableau 9.4.2. Taux d'intérêt par nature du débiteur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	10,15	9,06	8,13	10,20	9,85	8,73	9,20
30 jours à moins de 60 jours	11,61	9,09	8,21	10,03	8,36	7,54	8,38
60 jours à moins de 90 jours	10,41	8,46	8,59	9,70	8,53	8,22	7,94
90 jours à moins de 120 jours	9,97	8,97	9,15	9,15	9,55	8,73	7,92
120 jours et plus	7,96	9,81	8,19	9,79	8,51	8,12	6,61
Total	10,49	8,51	8,56	9,83	8,45	8,15	7,64

9.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 9.5.1. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	59,1	40,1	52,0	60,4	103,5	132,8	120,6
Particuliers	20,8	30,5	35,2	62,0	58,0	164,1	125,1
Clientèle financière	67,9	65,7	26,9	21,9	51,0	73,9	154,0
Sociétés d'Etat et EPIC	23,5	33,1	55,2	89,9	38,9	63,5	57,0
Assurances-Caisses de retraite	73,2	104,6	90,7	85,6	120,0	137,8	161,7
Entreprises privées du secteur productif	48,8	38,8	43,6	87,5	160,0	139,5	340,0
Entreprises individuelles	10,2	9,4	16,0	19,6	30,0	47,1	135,6
Coopératives et groupements villageois	2,5	4,3	11,4	4,7	4,8	4,2	43,2
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	19,1	14,9	36,7	16,1	13,4	19,1	21,1
Personnel de banques	0,0	0,0	2,9	2,9	3,4	2,5	7,6
Total	325,0	341,4	370,6	450,7	583,0	784,6	1 166,0

Tableau 9.5.2. Répartition selon la nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	320,4	338,4	365,3	447,8	583,0	784,6	1 165,6
Epargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,1
Bon de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Certificat de dépôt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres	4,6	3,1	5,4	2,9	0,0		0,3
Total	325,0	341,4	370,6	450,7	583,0	784,6	1 166,0

9.5. LES DEPOTS A L'OUVERTURE DE NOUVEAUX COMPTES

Tableau 9.5.3. Répartition selon la nature de la clientèle	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	246,0	268,6	241,9	240,5	340,1	365,5	488,5
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	52,3	52,6	74,9	81,6	128,3	241,5	210,3
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,7	4,3	21,7	86,0	38,1	67,4	243,1
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	1,0	1,6	15,4	10,7	18,9	42,7	100,2
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	0,4	0,5	0,1	6,7	5,8	7,1	9,8
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	10,9	10,7	11,1	21,2	48,6	46,1	78,0
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	0,0	0,0	2,0	3,9	3,1	1,6	8,3
Non déterminée	9,7	3,3	3,6	0,0	0,0	12,7	27,8
Total	325,0	341,4	370,6	450,7	583,0	784,6	1 166,0

9.6. TAUX D'INTERET CREDITEURS (moyenne pondéré, en %)

Tableau 9.6.1. Taux d'intérêt par nature du créditeur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat et organismes assimilés	4,37	4,28	4,57	4,57	4,77	4,74	4,64
Particuliers	3,86	4,95	4,12	3,98	3,95	4,64	4,57
Clientèle financière	5,42	5,13	5,28	4,37	4,29	5,57	5,83
Sociétés d'Etat et EPIC	5,20	4,77	4,32	4,62	4,32	4,53	5,12
Assurances-Caisses de retraite	4,86	5,15	5,04	4,99	5,01	5,18	5,23
Entreprises privées du secteur productif	4,02	4,48	4,52	4,71	4,55	4,99	4,86
Entreprises individuelles	3,57	3,65	3,67	4,06	4,49	4,39	5,33
Coopératives et groupements villageois	3,70	4,18	5,08	4,58	4,51	5,85	5,10
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	3,76	3,64	4,03	3,84	3,76	3,91	4,04
Personnel de banques	2,75	-	4,50	4,51	4,43	4,13	4,32
Total	4,63	4,80	4,65	4,61	4,55	4,87	5,04

Tableau 9.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépôt à terme	4,66	4,83	4,65	4,62	4,55	4,62	5,04
Epargne à régime spécial	-	-	-	-	-	3,58	4,50
Bon de caisse	-	-	-	-	-		
Certificat de dépôt	-	-	-	-	-		
Autres	0,77	-	-	3,98	-	4,91	5,71
Total	4,63	4,80	4,65	4,61	4,55	4,87	5,04

Tableau 9.6.2. Taux d'intérêt par nature du dépôt	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
inf ou égale à 1 mois	4,66	4,91	4,61	4,51	4,62	4,59	4,66
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	4,70	4,61	4,65	4,35	4,25	4,84	5,02
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	3,69	4,26	5,43	5,30	5,40	5,55	5,56
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	3,59	4,32	3,93	4,18	4,68	5,57	5,16
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	3,39	3,99	4,25	4,26	4,45	5,08	5,73
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	4,52	4,45	5,17	4,80	4,15	5,47	5,24
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	-	0,18	-	3,23	5,02	4,29	6,07
Non déterminée	1,36	0,31	2,54	4,88	-	4,97	5,88
Total	4,63	4,80	4,65	4,61	4,55	4,87	5,04

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int

IMPRIMERIE BCEAO